

# **Registre des délibérations - décisions**

## **TOME III**

**SEANCE PUBLIQUE DU:**

**Lundi 25 mars 2013**

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 29 avril 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'association FACE Hérault et l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissement Languedoc-Roussillon

Serge FLEURENCE rapporte :

La Ville de Montpellier et ERDF Hérault ont signé en 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité. Par délibération en date du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n°2 à la convention qui prévoit au titre de son article 3 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'ERDF Hérault s'associe à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement à l'accès à l'emploi et au développement économique.

Au titre de l'année 2013, l'identification, les objectifs ainsi que le contenu prévisionnel de ces différentes actions font l'objet de la présente convention de partenariat (cf. annexe 1) pour laquelle ERDF Hérault s'engage à mobiliser 50 000 € sous forme de co-financements ou de mobilisation de ressources en personnel interne (45 000 € en co-financement et 5 000 € de mise à disposition de ressources internes).

Dans le cadre de cette convention, la Ville de Montpellier et ERDF Hérault proposent de soutenir des opérations développées par des structures ayant répondu à l'appel à projets 2013 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS). Elles se déclinent comme suit :

### ▪ la réalisation de chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille :

Il est prévu au titre de cette action que soient réalisées cinq sessions d'une durée de 12 jours chacune. Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

En termes de supports d'intervention seront pris en charge à ce titre le nettoyage des postes de distribution publique d'électricité situés sur le domaine public et implantés sur le territoire de la commune de Montpellier. Plus spécifiquement il sera réalisé cinq fresques soit sur des postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et ERDF soit sur d'autres supports servant à agrémenter l'aménagement d'espaces extérieurs.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux. Des supports identifiés en partenariat entre l'association Le Passe Muraille et d'autres structures pourront aussi être proposés au titre de cette action.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront proposés aux jeunes sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain animé par la TAM ;
  - sécurité, technique et métiers autour de l'énergie animée par ERDF ;
  - prévention des addictions animées par la Maison de la Prévention Santé de la Ville ;
  - le code de la route et le savoir vivre ensemble animé par la Maison de la sécurité routière.
- **le développement d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes issus des territoires prioritaires de la Politique de la Ville en partenariat avec l'association Le Passe Muraille :**

L'objectif est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par la promotion de la mobilité, le financement d'une partie du permis de conduire et l'acquisition de compétences.

Les opérations envisagées dans ce cadre s'organiseront autour de la « sensibilisation et la connaissance des avantages et des contraintes des métiers », le « recrutement », les « Techniques de Recherche d'Emploi », des « visites d'entreprises » et l'organisation de « forums Emploi ».

Des jeunes ayant participé aux chantiers citoyens pourront être accompagnés au titre de cette action.

- **la mise en œuvre d'une action de médiation sociale en faveur des habitants du quartier du Petit Bard avec FACE Hérault :**

L'objectif est d'accompagner aux changements les habitants du Petit Bard, dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine, lors de l'aménagement dans leurs nouveaux appartements.

Cette action porte plus précisément sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

Dans le cadre de cette opération, FACE Hérault s'engage à réaliser les actions suivantes :

- des visites dans chaque logement réhabilité les jours qui suivent la réception des travaux des parties communes afin notamment de sensibiliser les nouveaux résidents sur la sécurité électrique,
- un suivi individualisé pour les démarches administratives liées à l'appropriation de leur logement après réhabilitation en lien avec la maîtrise et la consommation de l'énergie électrique,
- un accompagnement lors des interventions de maintenance du personnel ERDF.

- **l'accompagnement à l'auto-réhabilitation de leur logement des propriétaires occupants dans le cadre de l'OPAH copropriété Cévennes 1 avec l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs Etablissement LR (ANCB Ets LR) :**

Cette action consiste à accompagner des propriétaires occupants dont les ressources ou les conditions de vie ne permettent pas de pallier la dégradation de leurs logements ou de procéder à l'auto-réhabilitation de leur habitat. Cette action s'accompagne de travaux de gros et second œuvre du logement.

L'auto-réhabilitation accompagnée permet notamment de lutter contre les précarités énergétiques en améliorant le confort et la maîtrise des énergies dans l'habitat des personnes en difficulté et la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

Chaque action décrite ci-dessus fait l'objet d'une convention tripartite spécifique entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et la structure intervenante précisant les engagements spécifiques de chacune des parties (cf. annexes 2, 3 et 4).

Afin de permettre la réalisation de ces différentes actions, la Ville de Montpellier, sous réserve du vote du Conseil Municipal, s'engage à les cofinancer ainsi qu'à sensibiliser et mobiliser d'autres partenaires financiers.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat (cf. annexe 1) entre la Ville de Montpellier et ERDF Hérault,
- d'approuver les conventions de partenariat entre :



- \* la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'Association le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens ainsi que l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes (cf. annexe 2),
  - \* la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'association FACE Hérault pour la mise en œuvre d'une action de médiation sociale sur le quartier du Petit-Bard (cf. annexe 3)
  - \* la Ville de Montpellier, ERDF Montpellier et l' ANCB Ets LR pour la mise en œuvre de son action d'accompagnement à l'auto-réhabilitation des propriétaires occupant dans le cadre de l'OPAH Cévennes 1 (cf. annexe 4) ;
- de prendre acte, en complément des subventions octroyées par la Ville dans le cadre de l'appel à projet du CUCS aux structures concernées, de l'attribution de la somme de 45 000 € par ERDF selon les modalités suivantes :
- 30 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens par l'association Le Passe Muraille (10 000 € par la Ville au titre du CUCS),
  - 7 500 € au titre de l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes par l'association Le Passe Muraille,
  - 3 500 € au titre de l'action de médiation sociale par l'association FACE Hérault (1 500 € par la Ville au titre du CUCS),
  - 4 000 € au titre de l'action d'auto-réhabilitation accompagnée par l' « ANCB » Ets LR (9 500 par la Ville au titre du CUCS).
- de prendre acte de la mobilisation complémentaire par ERDF Hérault de ressources en personnel interne à hauteur de 5 000 €.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26 mars 2013**





## CONVENTION de PARTENARIAT 2013

### Ville de Montpellier – ERDF Hérault et l'association Le Passe Muraille

#### Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Serge FLEURENCE 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, dûment habilité à cet effet par délibération du ....., élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, Place George Frêche - 34267 Montpellier cedex 2

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- Electricité Réseau Distribution France (ci-après désigné ERDF), SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 €, immatriculée au Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442 dont le siège est situé Tour Winterthur 92085 La Défense Cedex, enregistré auprès du Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442,

représentée par Philippe MALAGOLA, Directeur ERDF Hérault, 382, rue Raimon Trencavel 34926 Montpellier Cedex 9,

Désignée ci-après par : « **ERDF Hérault** »,

et

- L'Association « Le Passe Muraille », association dûment déclarée en préfecture dont le siège est situé 510 A avenue de Barcelone, Bâtiment le Jupiter 34080 Montpellier.

représentée par Sebastien ROLAND, Président de l'association Le Passe Muraille.

Désignée ci-après par : « **l'association Le Passe Muraille** »,

#### Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la convention de partenariat qui a été signée entre la Ville et ERDF Montpellier le 27 juin 2006 et du chapitre 3 « Politique de la Ville et Solidarité » de l'avenant n°2 voté en Conseil Municipal le 8 novembre 2010, une convention spécifique a été établie afin de préciser les objectifs et engagements de coopération décidés entre la Ville de Montpellier et ERDF Hérault autour de la mise en place d'actions qui contribuent notamment

au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique.

Différentes actions proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2013 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) ont été identifiées comme éligibles à ce titre par la Ville de Montpellier et ERDF Hérault dont la mise en œuvre de « chantiers citoyens » par l'Association Le Passe Muraille incluant en complémentarité une action spécifique « d'accès à l'emploi ».

Ces deux actions font l'objet de la présente convention de partenariat.

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières du partenariat de la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'association Le Passe Muraille pour la mise en œuvre de chantiers citoyens et d'une action complémentaire d'accès à l'emploi.

## **ARTICLE 2 : LE CONTENU DES ACTIONS**

Dans le cadre de cette convention, l'association Le Passe Muraille s'engage à réaliser les actions suivantes :

### **Article 2.1 La réalisation de chantiers citoyens**

Au titre de l'action principale seront réalisées cinq sessions de « chantiers citoyens » d'une durée de 12 jours chacun. Pour chaque session, six jeunes en moyenne seront bénéficiaires de l'action.

L'association Le Passe Muraille est la structure intervenante pour suivre et encadrer ces jeunes pendant la durée de ces chantiers citoyens.

Il sera réalisé cinq fresques (en partenariat avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille) sur des postes de transformation électrique repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et ERDF mais aussi sur d'autres supports préalablement identifiés comme élément d'embellissement. Le choix des fresques sera soumis à la validation de la Ville de Montpellier et d'ERDF.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux pour la mise en œuvre de ces chantiers citoyens.

De nouveaux supports d'intervention seront mis à disposition des chantiers citoyens 2013. Un partenariat avec ADOMA devrait permettre de réaliser l'aménagement d'espace extérieur dans le but de créer du lien intergénérationnel entre les jeunes bénéficiaires du chantier et les résidents. Il est envisagé dans ce cadre de mettre en place une médiation dans les quartiers afin de permettre la fédération des jeunes et des résidents autour d'un projet commun.

Différents ateliers éducatifs et de médiation sociale seront mis en œuvre sur chaque session de chantier citoyen autour des thématiques suivantes :

- mobilité et environnement urbain animé par la TAM,
- sécurité, technique et métiers autour de l'énergie animé par ERDF,
- prévention des addictions animé par la Maison de la Prévention Santé de la Ville,
- le code de la route et le savoir vivre ensemble animé par la Maison de la sécurité routière.

En complémentarité et en amont des interventions sur les différents supports (dont les postes de distribution électriques), des prises de contacts seront organisées auprès de différents acteurs intervenant sur le territoire concerné : associations, gestionnaires d'équipements, etc.

Le déroulement prévisionnel de chaque session de douze jours chacune est le suivant :

- trois journées dédiées à des ateliers éducatifs et de médiation sociale,
- neuf journées de chantiers s'appuyant sur différents supports proposés par ERDF Hérault, la Ville de Montpellier et d'autres partenaires.

## **Article 2.2 La mise en œuvre d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes issus des quartiers prioritaires de la Ville**

Au titre de cette action, l'association Passe Muraille est la structure chargée du suivi et de l'encadrement des jeunes pour une action citoyenne tournée vers l'accès à l'emploi.

L'objectif est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par l'acquisition de compétences, la promotion de la mobilité et le financement d'une partie du permis de conduire.

Les opérations envisagées dans ce cadre s'organiseront autour de la « sensibilisation et la connaissance des avantages et des contraintes des métiers », le « recrutement », les « Techniques de Recherche d'Emploi », des « visites d'entreprises » et l'organisation de « forums Emploi ».

ERDF participera à certaines de ces opérations.

Certains jeunes ayant participé aux chantiers citoyens (cf.2.1.) pourront être accompagnés au titre de cette action visant l'accès à l'emploi.

L'association le Passe Muraille s'engage à produire un bilan final pour ces 2 opérations.

### **2.1 Les obligations et engagements d'ERDF Hérault**

Dans le cadre des chantiers citoyens, l'exploitant ERDF Hérault mènera une action d'information et de sensibilisation à la sécurité pour les travaux à proximité des ouvrages électriques, auprès des acteurs, des encadrants et des jeunes concernés par le projet de sorte que les travaux envisagés dans le cadre de cette convention se déroulent dans les meilleures conditions de sécurité pour les personnes et les biens.

L'association « Le Passe Muraille » devra déposer une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) préalablement à l'ouverture de chacun des chantiers dans les conditions du décret n°1147 du 14 octobre 1991 sur les travaux à proximité de certains ouvrages aériens, souterrains et subaquatiques de transport et de distribution.

### **2.2 Les obligations et engagements de la Ville de Montpellier**

La Ville de Montpellier s'engage à identifier, en lien avec l'association « Passe-Muraille », les postes de distribution publique implantés sur la commune qu'elle souhaite voir embellis parmi la liste des postes de transformation repérés comme prioritaires entre la Ville de Montpellier et ERDF.

L'association « Le Passe Muraille » s'engage à prévenir l'interlocuteur d'ERDF Hérault (Monsieur Thierry BOYDENS Tél 04 99 74 73 12 port 06 24 30 68 44) 5 jours ouvrés avant le début des travaux, ceux-ci ne devant commencer que lorsque l'exploitation d'ERDF Montpellier aura donné au responsable du chantier toutes les recommandations et conseils de sécurité nécessaires.

L'utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de la convention (mise à disposition et utilisation des postes de transformation électrique) et s'engage absolument à respecter toutes les consignes, notamment celles directement liées à la sécurité des biens et des personnes.

Plus globalement, la ville de Montpellier interviendra afin de faciliter la réalisation de l'opération de nettoyage des postes de distribution publique (mobilisation du public, logistique, locaux) ainsi que sur la mise à disposition de supports d'intervention complémentaires relevant d'équipements municipaux.

### **ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES**

Pour ERDF Hérault, le cofinancement du concessionnaire alloué pour accompagner la réalisation de ces deux actions est plafonné à 37 500 €, sous réserve de l'obtention de crédits.

Cette participation couvrira pour partie l'encadrement des chantiers citoyens au prorata des jours travaillés ainsi que les différents ateliers éducatifs et de médiation sociale dans la limite de 30 000 €.

Par ailleurs, ERDF participera à hauteur de 7 500 € maximum pour la mise en œuvre de l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes issus de quartiers prioritaires de la Ville.

Les dépenses engagées et mises à la charge d'ERDF devront être dûment justifiées et détaillées par l'association Le Passe Muraille.

La contribution d'ERDF sera versée sur présentation de factures accompagnées de leurs justificatifs par l'association Le Passe Muraille.

Les factures correspondant aux travaux seront transmises par l'association Le Passe Muraille à ERDF Hérault - Agence Collectivités Locales - 382, rue de Trencavel - 34926 Montpellier Cedex 9.

Un état prévisionnel des dépenses devra être communiqué à ERDF Hérault pour avis.

Pour la Ville de Montpellier, celle-ci s'est engagée à co-financer l'action des chantiers citoyens par le vote d'une subvention en Conseil Municipal (à hauteur de 10 000 €) et à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat urbain de Cohésion Sociale, à hauteur de 50 % du montant global de l'action conformément aux termes de l'article 3 de l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2010.

### **ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE**

La Ville de Montpellier, ERDF et le Passe Muraille s'engagent dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication des autres parties.

Des photographies « avant-après » seront fournies par la Ville de Montpellier et pourront servir aux parties pour leur communication respective. Ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2013.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

Pour les années suivantes, les parties conviennent de se rencontrer pour définir les nouveaux engagements conformément à l'Article 8 de la Convention 2006-2020 signée le 27 juin 2006.

## **ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION**

La Ville de Montpellier, ERDF Hérault et le Passe Muraille conviennent de se rencontrer au moins deux fois par an pour établir un bilan dans le cadre d'un comité de pilotage.

ERDF s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- Le représentant de la Ville de Montpellier est Madame Stéphanie SAUVIER DULAC, Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09).
- Le représentant de ERDF Hérault est Monsieur Thierry MANDAGOT, Agence Collectivités Locales (tél. : 04.67.69.83.66).
- Le représentant de l'association Le Passe Muraille est Monsieur Pierre PLANCHERON, Directeur de l'association (04.67.06.96.04).

## **ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à rechercher une solution amiable préalable, notamment par l'intermédiaire de la commission de conciliation FNCCR/EDF visée au cahier des charges de concession.

A défaut de résolution du différend à l'amiable, les parties pourront saisir le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Montpellier, le ....., en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour ERDF Hérault,

Pour l'Association  
« Le Passe Muraille »,

Le 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire,

Le Directeur,

Le Président,

Serge FLEURENCE

Philippe MALAGOLA

Sébastien ROLAND



## CONVENTION de PARTENARIAT 2013

### Ville de Montpellier – ERDF Hérault et l'association FACE Hérault

#### Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Serge FLEURENCE 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, dûment habilité à cet effet par délibération du ....., élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche - 34267 Montpellier cedex 2,

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- Electricité Réseau Distribution France (ci-après désigné ERDF), SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 €, immatriculée au Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442 dont le siège est situé Tour Winterthur 92085 La Défense Cedex, enregistré auprès du Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442,

Représentée par Philippe MALAGOLA, Directeur d'ERDF Hérault, 382, rue Raimon Trencavel 34926 Montpellier Cedex 9,

Désignée ci-après par : « **ERDF Hérault** »,

et

- « **FACE Hérault** », l'association dûment déclarée en préfecture dont le siège est 26 cours Gambetta 34000 Montpellier.

Représentée par Clare Hart, Présidente de FACE Hérault.

Désignée ci-après par : « **FACE Hérault** ».

#### Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la convention de partenariat qui a été signée entre la Ville et ERDF Hérault le 27 juin 2006 et du chapitre 3 « Politique de la Ville et Solidarité » de l'avenant n°2 voté en Conseil Municipal le 8 novembre 2010, une convention spécifique a été établie afin de préciser les objectifs et engagements de coopération décidés entre la Ville de Montpellier et ERDF Montpellier Hérault autour de la mise en place d'actions qui contribuent notamment au lien

social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique.

Différentes actions proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2013 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) ont été identifiées comme éligibles à ce titre par la Ville de Montpellier et ERDF Hérault dont la mise en œuvre d'une action de soutien et de relais des acteurs locaux en matière de médiation sociale en direction des habitants du quartier du Petit Bard proposée par FACE Hérault.

Cette action fait l'objet de la présente convention de partenariat.

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières du partenariat entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et FACE Hérault pour la mise en œuvre d'une action visant à favoriser la médiation sociale, en particulier sur le quartier du Petit-Bard.

L'objectif est d'accompagner aux changements les habitants du Petit Bard, dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine, lors de l'aménagement dans leurs nouveaux appartements.

Cette action portera plus précisément sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

#### **ARTICLE 2 : LE CONTENU DE L'ACTION**

Dans le cadre de cette convention, FACE Hérault s'engage à réaliser les opérations suivantes :

- des visites dans chaque logement réhabilité les jours qui suivent la réception des travaux des parties communes notamment afin de sensibiliser les nouveaux résidents sur la sécurité électrique,
- un suivi individualisé pour les démarches administratives liées à l'appropriation de leur logement après réhabilitation en lien avec la maîtrise et la consommation de l'énergie électrique,
- un accompagnement lors des interventions de maintenance du personnel ERDF, en délivrant un message à domicile visant à informer et sensibiliser les résidents du Petit-Bard sur le rôle des techniciens de maintenance, leurs activités et la nécessité de faciliter au maximum leur intervention.

Dans ce cadre, ERDF participera à certaines opérations déclinées ci-avant qui seront préparées et définies avec Face Hérault, en lien avec la Ville de Montpellier.

#### **ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES**

Pour ERDF Hérault, le cofinancement du concessionnaire alloué pour accompagner la réalisation de cette action est plafonné à 3 500 €, sous réserve de l'obtention de crédits.

Les dépenses engagées et mises à la charge d'ERDF devront être dûment justifiées et détaillées par l'association FACE Hérault.

La contribution d'ERDF sera versée sur présentation de factures accompagnées de leurs justificatifs par l'association FACE Hérault.

Les factures correspondant aux travaux seront transmises par l'association FACE Hérault à :  
ERDF Hérault



Un état prévisionnel des dépenses devra être communiqué à ERDF Hérault pour avis.

Pour la Ville de Montpellier, celle-ci s'est engagée à co-financer l'action par le vote d'une subvention au Conseil Municipal (à hauteur 1 500 €) et à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat urbain de Cohésion Sociale, à hauteur de 50 % du montant global de l'action conformément aux termes de l'article 3 de l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2010.

#### **ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE**

La Ville de Montpellier, ERDF, et FACE Hérault s'engagent dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication des autres parties.

Ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

#### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2013.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

#### **ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION**

La Ville de Montpellier, ERDF Hérault et FACE Hérault conviennent de se rencontrer deux fois par an minimum pour établir un bilan dans le cadre d'un comité de pilotage élargi aux autres financeurs de l'action.

ERDF s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- Le représentant de la Ville de Montpellier est Madame Stéphanie SAUVIER DULAC, Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09),
- Le représentant de ERDF Hérault est Monsieur Thierry MANDAGOT, Agence Collectivités Locales (tél. : 04.67.69.83.66),
- Le représentant de l'association FACE Hérault est Madame Sandra GILLES, Responsable d'Antenne (tél. : 04.99.23.17.69).

#### **ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à rechercher une solution amiable préalable, notamment par l'intermédiaire de la commission de conciliation FNCCR/EDF visée au cahier des charges de concession.

A défaut de résolution du différend à l'amiable, les parties pourront saisir le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Montpellier, le ....., en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour ERDF Hérault,

Pour l'association FACE  
Hérault,

Le 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire,

Le Directeur,

La Présidente,

Serge FLEURENCE

Philippe MALAGOLA

Clare HART



## CONVENTION de PARTENARIAT 2013

### Ville de Montpellier – ERDF Hérault et l'association Nationale des Compagnons Bâisseurs – Etablissement Languedoc-Roussillon

#### Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Serge FLEURENCE 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, dûment habilité à cet effet par délibération du ....., élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche - 34267 Montpellier cedex 2,

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- Electricité Réseau Distribution France (ci-après désigné ERDF), SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 €, immatriculée au Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442 dont le siège est situé Tour Winterthur 92085 La Défense Cedex, enregistré auprès du Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442,

Représentée par Philippe MALAGOLA, Directeur d'ERDF Hérault, 382, rue Raimon Trencavel 34926 Montpellier Cedex 9,

Désignée ci-après par : « **ERDF Hérault** »,

et

- « Association Nationale des Compagnons Bâisseurs » ANCB établissement Languedoc-Roussillon, l'association dûment déclarée en préfecture dont le siège est situé 2, rue de la Croisette 34 880 LAVERUNE.

Représentée par Jean-Marie CRABEIL, Président de l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs, établissement Languedoc-Roussillon.

Désignée ci-après par : « **ANCB Ets LR** ».

#### Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de la convention de partenariat qui a été signée entre la Ville et ERDF Hérault le 27 juin 2006 et du chapitre 3 « Politique de la Ville et Solidarité » de l'avenant n°2 voté en

Conseil Municipal le 8 novembre 2010, une convention spécifique a été établie afin de préciser les objectifs et engagements de coopération décidés entre la Ville de Montpellier et ERDF Montpellier Hérault autour de la mise en place d'actions qui contribuent notamment au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique.

Différentes actions proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2013 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) ont été identifiées comme éligibles à ce titre par la Ville de Montpellier et ERDF Hérault dont l'action d'accompagnement des propriétaires occupants à l'auto-réhabilitation de leur logement dans le cadre de l'OPAH Cévennes 1, mise en œuvre par l'«ANCB» Ets LR.

Cette action fait l'objet de la présente convention de partenariat.

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières du partenariat entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'«ANCB» Ets LR pour la mise en œuvre d'une action d'auto-réhabilitation accompagnée concernant les propriétaires occupants de la copropriété dégradée Cévennes 1 par l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs, établissement Languedoc-Roussillon.

Cette action portera plus précisément sur la maîtrise de l'énergie, la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

#### **ARTICLE 2 : LE CONTENU DE L'ACTION**

L'«ANCB» Ets LR propose une action intitulée « Accompagnement à l'auto-réhabilitation des propriétaires occupants de Montpellier – OPAH copropriété Cévennes 1 ».

Cette action consiste à accompagner des propriétaires occupants dont les ressources ou les conditions de vie ne leur permettent pas de pallier à la dégradation de leurs logements à la réalisation en auto-réhabilitation de travaux de gros et second œuvre.

L'auto-réhabilitation accompagnée permet notamment de lutter contre la précarité énergétique en améliorant la maîtrise des dépenses d'énergie et le confort dans l'habitat des personnes en difficulté.

#### **ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES**

Pour ERDF Hérault, le cofinancement du concessionnaire alloué pour accompagner la réalisation de cette action est plafonné à 4 000 €, sous réserve de l'obtention de crédits.

Les dépenses engagées et mises à la charge d'ERDF devront être dûment justifiées et détaillées par l'ANCB.

La contribution d'ERDF sera versée sur présentation de factures accompagnées de leurs justificatifs par l'«ANCB» Ets LR.

Les factures correspondant aux travaux seront transmises par l'«ANCB» Ets LR à :  
ERDF Hérault  
Agence Collectivités Locales  
382, rue de Trencavel  
34926 Montpellier Cedex 9.

Un état prévisionnel des dépenses devra être communiqué à ERDF Hérault pour avis.

Pour la Ville de Montpellier, celle-ci s'est engagée à co-financer l'action par le vote d'une subvention au Conseil Municipal (à hauteur 9 500 €) et à mobiliser des partenaires financiers,

notamment dans le cadre du Contrat urbain de Cohésion Sociale, à hauteur de 50 % du montant global de l'action conformément aux termes de l'article 3 de l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2010.

#### **ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE**

La Ville de Montpellier, ERDF, et l'«ANCB» Ets LR s'engagent dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication des autres parties.

Ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

#### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2013.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

#### **ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION**

La Ville de Montpellier, ERDF Hérault et l'«ANCB» Ets LR conviennent de se rencontrer deux fois par an minimum pour établir un bilan dans le cadre d'un comité de pilotage élargi aux autres financeurs de l'action.

ERDF s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- Le représentant de la Ville de Montpellier est Madame Stéphanie SAUVIER DULAC, Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09),
- Le représentant de ERDF Hérault est Monsieur Thierry MANDAGOT, Agence Collectivités Locales (tél. : 04.67.69.83.66),
- La représentante de l'«ANCB» Ets LR est Madame Sylvie KOPRIVICA, Directrice de l'établissement Languedoc-Roussillon (tél. : 04.67.92.55.30).

#### **ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à rechercher une solution amiable préalable, notamment par l'intermédiaire de la commission de conciliation FNCCR/EDF visée au cahier des charges de concession.

A défaut de résolution du différend à l'amiable, les parties pourront saisir le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Montpellier, le ....., en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour ERDF Montpellier  
Hérault,

Pour l'association  
l'ANCB,

Le 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire,

Le Directeur Territorial,

Le Président,

Serge FLEURENCE

Philippe MALAGOLA

Jean-Marie CRABEIL



## CONVENTION de PARTENARIAT « POLITIQUE DE LA VILLE ET SOLIDARITE » Exercice 2013

### Ville de Montpellier – ERDF Hérault

#### Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Serge FLEURENCE 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, dûment habilité à cet effet par délibération du ....., élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- Electricité Réseau Distribution France (ci-après désigné ERDF), SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 €, immatriculée au Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442 dont le siège est situé Tour Winterthur 92085 La Défense Cedex, enregistré auprès du Registre de commerce de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représenté par Philippe MALAGOLA, Directeur d'ERDF Hérault, 382, rue Raimon Trencavel 34926 Montpellier Cedex 9,

Désignée ci-après par : « **ERDF Hérault** »,

#### Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Ville de Montpellier et ERDF Hérault ont signé en date du 27 juin 2006 une convention de partenariat au titre de la concession pour le service public de distribution d'électricité.

En date du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal a voté l'avenant n°2 de la convention de partenariat avec ERDF pour la période 2011-2015 qui prévoit au titre de son article 3 « Politique de la Ville et Solidarité » qu'ERDF Hérault s'associera à des actions menées sur le territoire de la Ville de Montpellier, qui contribuent au lien social, à la lutte contre l'exclusion, au développement de l'accès à l'emploi et au développement économique.

A ce titre, différentes actions, proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2013 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), ont été identifiées comme étant éligibles et font l'objet de la présente convention globale de partenariat pour l'exercice 2013 au titre des actions « Politique de la Ville et Solidarité ».

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales du partenariat que la Ville de Montpellier et ERDF Hérault ont décidé de mettre en œuvre pour les actions suivantes en matière de « Politique de la Ville et Solidarité » :

- la réalisation de chantiers citoyens en partenariat avec l'association « Le Passe Muraille »,
- le développement d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes issus des territoires prioritaires de la Politique de la Ville en partenariat avec l'association « Le Passe Muraille »,

- la mise en œuvre d'une action de médiation sociale en faveur des habitants du quartier du Petit-Bard avec « Face Hérault »,
- la mise en œuvre d'une action de réalisation de travaux en auto-réhabilitation pour les propriétaires occupants de l'OPAH copropriété Cévennes 1 avec « l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs » ANCB Ets LR,

conformément aux projets déposés par ces associations au titre de l'appel à projets 2013 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS).

## **ARTICLE 2 : CONTENU DES ACTIONS**

Il est précisé en préalable que chaque action déclinée ci-après fera l'objet d'une convention tripartite spécifique entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et la structure intervenante retenue. Ces conventions préciseront les objectifs spécifiques ainsi que les conditions techniques et financières particulières de chaque action.

### **2.1 La mise en œuvre de chantiers citoyens**

Au titre de cette action, seront réalisés des « chantiers citoyens » dont l'association Le Passe Muraille sera la structure intervenante chargée du suivi et de l'encadrement des jeunes pendant la durée de ces chantiers.

En termes de supports d'intervention, seront pris en charge les postes de transformation repérés comme prioritaires par la Ville de Montpellier et ERDF. Des fresques seront réalisées sur ces postes (en lien avec un artiste spécialisé proposé par l'association Le Passe Muraille).

Le choix des postes de transformation retenus et le thème des fresques seront effectués en concertation entre la Ville et ERDF et précisés dans la convention tripartite spécifique.

En complément et en fonction des dispositions en ressources humaines et financières, un ou plusieurs postes de distribution publique d'électricité implantés sur le territoire de la commune de Montpellier pourront être pris en charge dans le cadre de cette action. Il s'agira dans ce cadre d'assurer le nettoyage aux abords des postes, l'enlèvement des tags et affichages sauvages ainsi que la peinture des transformateurs, et ce en conformité avec les choix retenus entre ERDF et la Ville de Montpellier.

Afin de varier les supports et de proposer des actions renforçant le lien intergénérationnel, de nouveaux supports de type jardins partagés et aménagements d'espaces extérieurs pourront être proposés. Dans ce contexte, les fresques pourront être intégrées au projet pour servir de décoration.

En complémentarité, la Ville de Montpellier proposera des supports d'intervention sur des équipements municipaux au titre de la mise en œuvre de ces chantiers citoyens.

### **2.2 La mise en œuvre d'une action visant à favoriser l'accès à l'emploi des jeunes issus des quartiers prioritaires de la Ville**

Au titre de cette action, l'association Le Passe Muraille est la structure intervenante chargée du suivi et de l'encadrement des jeunes pour une action citoyenne tournée vers l'accès à l'emploi.

L'objectif est de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie et à l'emploi par l'acquisition de compétences, la promotion de la mobilité et le financement d'une partie du permis de conduire.

Les opérations envisagées dans ce cadre s'organiseront autour de la « sensibilisation et connaissance des avantages et des contraintes des métiers », le « recrutement », les « Techniques de Recherche d'Emploi », des « visites d'entreprises » et l'organisation de « forums Emploi ».

ERDF participera à certaines de ces opérations.

Certains jeunes ayant participé aux Chantiers citoyens (cf.2.1) pourront être accompagnés au titre de cette action visant l'accès à l'emploi.

### **2.3 La mise en œuvre d'une action de médiation sociale en faveur des habitants issus des quartiers prioritaires de la Ville**

Porter un message autour de la sécurité des personnes et des biens vis-à-vis des dangers potentiels de l'électricité est un objectif partagé entre la Ville de Montpellier et ERDF.

L'Association FACE Hérault propose une action intitulée « Accompagner la réhabilitation du Petit Bard » qui permettra aux habitants de s'approprier leurs nouveaux logements réhabilités ainsi que leur quartier d'une manière plus générale.

Cette opération prévoit en particulier une intervention autour de l'information des habitants à l'utilisation des appareils électriques et à la maîtrise de l'énergie.

En complémentarité, ERDF sensibilisera les différents intervenants en relation directe avec les habitants aux problématiques de sécurité électrique ce qui permettra de faciliter la communication entre les techniciens d'intervention et de dépannage et la population.

### **2.3 La mise en œuvre d'une action de réalisation de travaux en auto-réhabilitation pour les propriétaires occupants de l'OPAH copropriété Cévennes 1**

L'ANCB Ets LR propose une action intitulée « Accompagnement à l'auto-réhabilitation des propriétaires occupants de Montpellier – OPAH copropriété Cévennes 1 ».

Cette action consiste à accompagner des propriétaires occupants dont les ressources ou les conditions de vie ne permettent pas de pallier à la dégradation de leurs logements en la réalisation de travaux de gros et second œuvre en auto-réhabilitation.

L'auto-réhabilitation accompagnée permet notamment de lutter contre les précarités énergétiques en améliorant le confort, la maîtrise des énergies dans l'habitat des personnes en difficultés ainsi que la sécurité des personnes et des biens concernant les dangers potentiels de l'électricité.

### **ARTICLE 3 : PARTICIPATION FINANCIERE**

Pour ERDF Hérault, les ressources en personnel interne ou en cofinancement du concessionnaire allouées pour accompagner la « Politique de la Ville et la Solidarité » sont plafonnées à 50 000 € pour l'exercice 2013 comme prévu dans l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2006, sous réserve de l'obtention de crédits.

Plus spécifiquement la contribution d'ERDF Hérault se déclinera selon les modalités suivantes :

- 30 000 € au titre de la mise en œuvre des chantiers citoyens (comprenant une enveloppe spécifique pour la réalisation de fresques) par l'association Le Passe Muraille,
- 7 500 € au titre de l'action visant à favoriser l'accès à l'emploi des Jeunes issus des quartiers prioritaires par l'association « Passe Muraille »,
- 3 500 € au titre d'une action visant à favoriser la médiation sociale dans le quartier Cévennes Petit Bard, action proposée par « Face Hérault »,
- 4 000 € au titre d'une action visant à la réalisation en auto-réhabilitation de travaux dans les logements de propriétaires occupants de la copropriété Cévennes 1 par l'ANCB Ets LR,
- 5 000 € correspondant à la mise à disposition des ressources en personnel ERDF mobilisées sur les différentes actions, conformément à l'avenant n°2.

Les montants indiqués pourront donner lieu à variation dans la répartition d'une action à l'autre en fonction des dispositions spécifiques des conventions tripartites pour chaque action entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault et la structure intervenante retenue.

La Ville de Montpellier s'engage à co-financer, sous réserve du vote du conseil municipal, les actions déclinées ci-avant ainsi qu'à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat urbain de Cohésion Sociale (CUCS), à hauteur de 50 % du montant global conformément aux termes de l'article 3 de l'avenant n°2 de la convention de partenariat signée en 2010.



#### **ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE**

La Ville de Montpellier et ERDF s'engagent mutuellement, dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication de l'autre partie. Il est précisé que ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

#### **ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2013.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

Pour les années suivantes, les deux parties conviennent de se rencontrer pour définir les nouveaux engagements conformément à l'Article 8 de la Convention 2006-2020 signée le 27.06.2006.

#### **ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION**

La Ville de Montpellier et ERDF conviennent de se rencontrer deux fois par an pour établir un bilan d'application de la convention, améliorer son dispositif et réfléchir ensemble sur d'autres actions à initier ou à développer.

ERDF s'assurera à cette occasion de la bonne utilisation de sa contribution.

Pour le suivi de cette convention :

- Le représentant de la Ville de Montpellier est Madame Stéphanie SAUVIER DULAC, Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09).
- Le représentant de ERDF Hérault est Monsieur Thierry MANDAGOT, Agence Collectivités Locales (tél. : 04.67.69.83.66).

#### **ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent ouvrir une conciliation à l'initiative de la partie la plus diligente en vue de rechercher une solution amiable préalablement à tout contentieux.

A l'expiration d'un délai de deux mois après tentative de conciliation, chaque partie se réserve le droit de saisir Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le ....., en deux exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour ERDF Hérault,

Le 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire,

Le Directeur,

Serge FLEURENCE

Philippe MALAGOLA

Direction des Ressources  
Humaines  
Service Gestion  
Prévisionnelle des Postes et  
des Emplois

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2013 / 135

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## Approbation du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire

Serge FLEURENCE rapporte :

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 (titre 1 – chapitre 2) relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, ainsi que le décret d'application n° 2012-1293 du 22 novembre 2012, créent pendant une durée de 4 ans des modes de recrutement réservés donnant accès au statut de fonctionnaire, pour les agents non titulaires sous certaines conditions.

Les modes de recrutement, selon les cadres d'emploi, sont soit des sélections professionnelles organisées par les collectivités employeurs ou par le centre de gestion dans le cadre de conventions, soit des recrutements réservés sans concours pour les premiers grades de catégorie C.

Conformément à l'article 17 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, il appartient à l'organe délibérant, après avis du comité technique paritaire, d'approuver le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire. Le comité technique paritaire de la Ville de Montpellier s'est tenu le 15 février et a approuvé ce programme.

Ce programme détermine notamment, en fonction des besoins de notre collectivité les cadres d'emplois ouverts aux recrutements réservés, le nombre d'emplois ouverts à chacun de ces recrutements et leur répartition entre les sessions successives de recrutement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le programme d'accès à l'emploi titulaire, annexé à la présente délibération, qui sera mis œuvre au cours de l'année 2013.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
(Hérault)

**Publiée le : 26 mars 2013**

DONNEES DU PROGRAMME ANNUEL D'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE

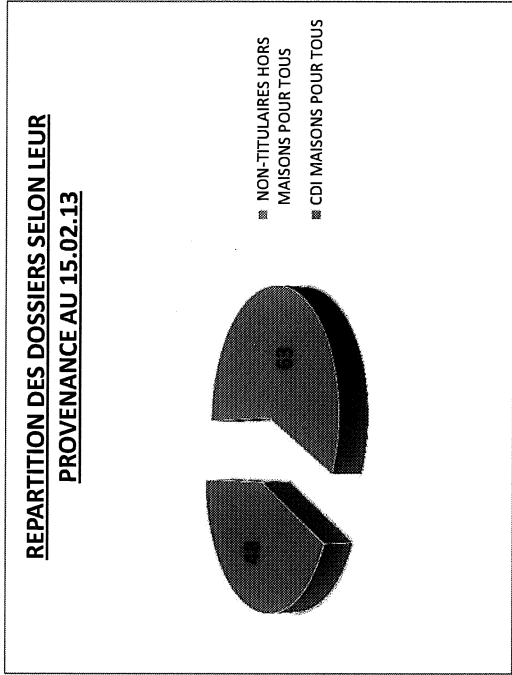
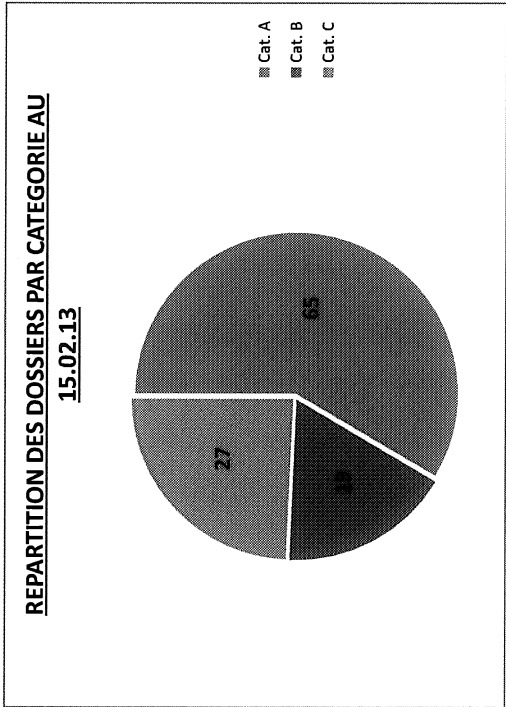
1. Répartition par catégorie des agents éligibles au 15/02/2013 au dispositif de titularisation \* :

		Nombre total de dossiers éligibles *		
		Hommes	Femmes	Total
Titularisation au 01/02/2013	Cat. A	34	31	65
	Cat. B	10	9	19
	Cat. C	0	27	27
TOTAL TITULARISATION				111

→

REPARTITION DES DOSSIERS		
HORS CDI MAISONS POUR TOUS	DONT CDI MAISONS POUR TOUS	
24	41	
12	7	
27	0	
63	48	

\* Si totalité des agents intégrés Maison pour Tous sont éligibles - en cours de vérification



2. Répartition par filière des agents éligibles \* au 15/02/2013 au dispositif de titularisation :

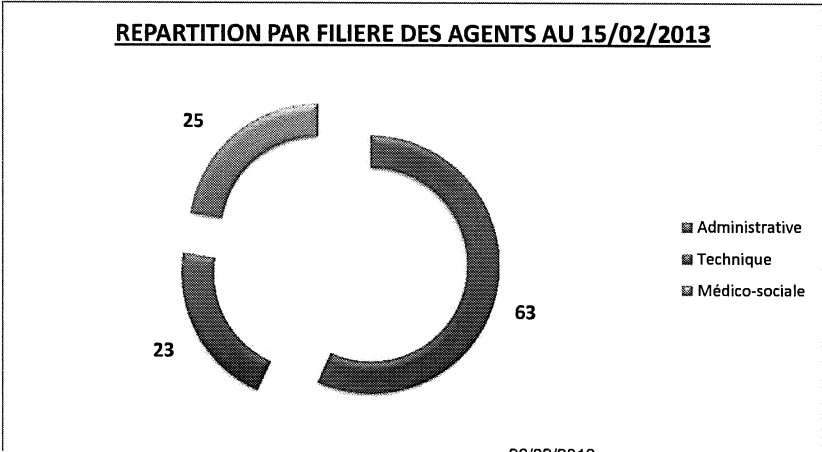
\* Si totalité des agents intégrés Maison pour Tous sont éligibles - en cours de vérification

Filière	Cat. A	Cat. B	Cat. C	TOTAL
Administrative	56	7	0	63
Technique	8	8	7	23
Animation	0	0	0	0
Culturelle	0	0	0	0
Sportive	0	0	0	0
Sociale	0	0	0	0
Médico-sociale	1	4	20	25
Médico-technique	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0
TOTAL	65	19	27	111



Repartition des agents en fonction de leur provenance :

Filière	HORS CDI DES MAISONS POUR TOUS				CDI MAISONS POUR TOUS			
	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Total	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Total
Administrative	15	2	0	17	41	5	0	46
Technique	8	6	7	21	0	2	0	2
Animation	0	0	0	0	0	0	0	0
Culturelle	0	0	0	0	0	0	0	0
Sportive	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociale	0	0	0	0	0	0	0	0
Médico-sociale	1	4	20	25	0	0	0	0
Médico-technique	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	24	12	27	63	41	7	0	48



220

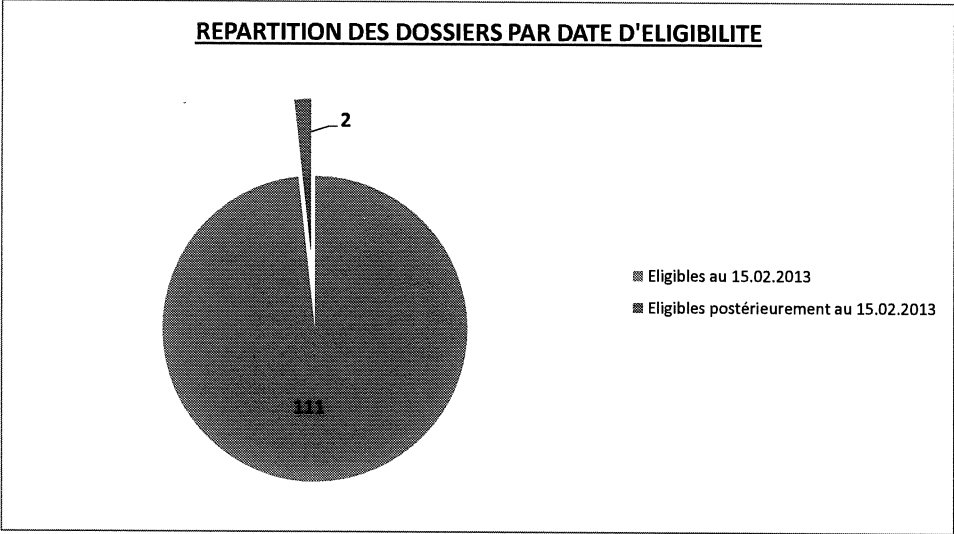
3. Répartition par filière des agents éligibles au dispositif de titularisation postérieurement au 15/02/2013 :

Répartition des dossiers éligibles ultérieurement au dispositif de titularisation par filière et catégorie	Filière	Cat. A	Cat. B	Cat. C	TOTAL
	Administrative	0	0	0	0
	Technique	0	0	2	2 *
	Animation	0	0	0	0
	Culturelle	0	0	0	0
	Sportive	0	0	0	0
	Sociale	0	0	0	0
	Médico-sociale	0	0	0	0
	Médico-technique	0	0	0	0
	Autre	0	0	0	0
	TOTAL	0	0	2	2

Part des CDI  
Maisons pour Tous  
→

CDI MAISONS POUR TOUS			
Cat. A	Cat. B	Cat. C	Total
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0

\* 2 adjoints techniques



4 - Données du programme annuel d'accès à l'emploi titulaire (PPAET)

a. Accès au dispositif de sélection professionnelle

	Effectif éligible	Effectif éligible * d'un grade équivalent **	Nb d'éligibles ultérieurs	Besoins de la collectivité en 2013	Convention CDG
ATTACHE	54	2	0	56	NON
REDACTEUR	7		0	7	NON
PSYCHOLOGUE DE CLASSE NORMALE	1		0	1	NON
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	4		0	4	NON
ATSEM DE 1ère CL	4		0	4	NON
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE DE 1ère CLASSE	16		0	16	NON
INGENIEUR	4	4	0	8	NON
TECHNICIEN	8		0	8	NON
TOTAL	98	6	0	104	

TOTAL	104	104
-------	-----	-----

\* Si totalité des agents intégrés Maison pour Tous sont éligibles - en cours de vérification

\*\* Grade d'Attaché : 1 Attaché Principal et 1 Directeur

Grade d'Ingénieur : 4 Ingénieur Principal

b. Accès aux recrutements réservés des catégories C sans concours

	Effectif éligible	Effectif éligible d'un grade équivalent	Nb d'éligibles ultérieurs	Besoins de la collectivité en 2013
ADJOINT ADMINISTRATIF DE 2ème CL	0	0	0	0
ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL	7	0	2	9
ADJOINT D'ANIMATION DE 2ème CL	0	0	0	0
AGENT SOCIAL DE 2ème CL	0	0	0	0
ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL DES ETS D'ENSEIGNEMENT	0	0	0	0
ADJOINT DU PATRIMOINE DE 2ème CL	0	0	0	0
TOTAL	7	0	2	9

TOTAL Sans concours	9	9
---------------------	---	---



## Modification du tableau des effectifs

## Fiche navette

Projet de

délibération

Document Poséidon

n°61785

Résumé : Création de douze postes pour la CAP de mars 2013  
 Création de cinq postes liées à des modifications de l'organisation  
 Création de quinze emplois d'avenir  
 Suppression de deux postes liées à l'organisation

Elu(e) :

Serge FLEURENCE

Direction :

RUIZ Valérie

Service :

Direction des Ressources Humaines

Gestion Prévisionnelle des Postes et des Emplois

Pièces

Annexes :

Complémentaires :

BM du :

Avis :

Accord

Refus

Renvoi



Commission du :

Avis :

Accord

Refus

Renvoi



Remarques :

DGS : Les créations sont liées d'une part aux emplois d'avenir et d'autre part aux besoins de la CAP d'avancement et de promotion. les créations liées à cet exercice seront ultérieurement compensées par des suppressions en nombre équivalent.

Les deux suppressions ont été visées par le CT de fin d'année dernière.

JN 07/03

Adjoint :

SG : Validé pour S. Fleurence en son absence.

CP 07/03

DGD :

DGAST/ DGAS :

Directeur :

Service :

DCGOM :

DAJ :

DMP :

DF :



## Projet de délibération

- Validé au Bureau de municipalité du :
- Validé à la Commission du :
- Inscrit à l'ordre du jour du Conseil municipal du :
- Rapporté par : Serge FLEURENCE

### Modification du tableau des effectifs

Les modifications suivantes au tableau des effectifs sont proposées :

#### **I - Créations de postes :**

##### **Filière Administrative :**

Directeur territorial : Création d'un poste.

Cadre d'emplois des Attachés territoriaux : Création d'un poste.

Cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux : Création de deux postes.

##### **Filière Médico-sociale :**

Cadre d'emplois des Médecins : Création d'un poste.

##### **Filière Technique :**

Ingénieur en chef classe exceptionnelle : Création de deux postes.

Ingénieur en chef classe normale : Création d'un poste.

Ingénieur principal : Création de deux postes.

Adjoint technique 1<sup>ère</sup> classe : Création de six postes.

Adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe : Création d'un poste.

#### **Emplois d'avenir :**

Création de quinze emplois non permanents en Contrat Unique d'Insertion (CUI) dont cinq seront à temps non complet (85,3 %).

#### **II - Suppressions de postes :**

##### **Filière Administrative :**

Adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe : Suppression d'un poste.

##### **Filière Technique :**

Ingénieur : Suppression d'un poste.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver ces modifications.

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## Modification du tableau des effectifs

Serge FLEURENCE rapporte :

Les modifications suivantes au tableau des effectifs sont proposées :

### I - Créations de postes :

#### Filière Administrative :

Directeur territorial : Création d'un poste.

Cadre d'emplois des Attachés territoriaux : Création d'un poste.

Cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux : Création de deux postes.

#### Filière Médico-sociale :

Cadre d'emplois des Médecins : Création d'un poste.

#### Filière Technique :

Ingénieur en chef classe exceptionnelle : Création de deux postes.

Ingénieur en chef classe normale : Création d'un poste.

Ingénieur principal : Création de deux postes.

Adjoint technique 1<sup>ère</sup> classe : Création de six postes.

Adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe : Création d'un poste.

#### Emplois d'avenir :

Création de quinze emplois non permanents en Contrat Unique d'Insertion (CUI) dont cinq seront à temps non complet (85,3 %).

### II - Suppressions de postes :

#### Filière Administrative :

Adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe : Suppression d'un poste.

**Filière Technique :**

**Ingénieur :** Suppression d'un poste.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver ces modifications.**

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26 mars 2013**

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIÉ.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## Modification des modalités des mises en oeuvre des indemnités horaires pour travaux supplémentaires

Serge FLEURENCE rapporte :

Par délibération du 24 juillet 2008 complétant la délibération du 28 novembre 2002, la ville de Montpellier a défini le cadre d'utilisation des heures supplémentaires.

Or, les conditions d'exercice des heures supplémentaires ainsi que les indemnités horaires pour travaux supplémentaires auxquelles elles peuvent donner droit sont clairement et exhaustivement définies par le décret 2002-60 modifié par le décret 2007-1630.

Ces textes précisent notamment les dispositions suivantes :

Les heures supplémentaires ne peuvent être effectuées qu'à la demande expresse de la hiérarchie afin de répondre à un besoin ne s'inscrivant pas dans le cycle normal du temps de travail. Le travail supplémentaire, tel que défini précédemment, accompli entre 22 heures et 7 heures est considéré comme travail supplémentaire de nuit.

Seuls les agents de catégorie C et de catégorie B sans limitation d'indice peuvent bénéficier de l'indemnisation des heures supplémentaires dont le volume mensuel ne peut excéder 25 heures. Lorsque les nécessités de service le justifient, et de façon exceptionnelle, il est possible de déroger à ce plafond de 25 heures mensuelles. Dans ce cas, le chef de service en informe le comité technique paritaire qui suit le mois de déclaration des heures en justifiant le caractère exceptionnel de ce dépassement. Ce dépassement ne peut en aucun cas conduire à enfreindre les règles relatives au temps de travail définies par l'article 3 du décret n°2000-815 modifié par le décret 2006-744 I.

La réalisation d'heures supplémentaires ouvre droit soit à un repos compensateur soit au paiement d'une indemnité dont le montant est fonction de l'indice détenu par l'agent et dont le calcul s'effectue conformément

aux termes de l'article 7 du Décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation.

La réalisation de toute heure supplémentaire est subordonnée à l'existence d'un dispositif de contrôle.

Considérant que ces dispositions décrivent de façon complète l'utilisation, la récupération et l'indemnisation des heures supplémentaires, sans possibilité d'adaptation locale, il est proposé d'abroger les délibérations du 28 novembre 2002 et du 24 juillet 2008 et d'y substituer une note de service qui rappelle l'ensemble du corpus réglementaire.

**En conséquence il est demandé au Conseil municipal :**

- D'abroger les délibérations du 28 novembre 2002 et du 24 juillet 2008
- De donner un effet immédiat à cette abrogation.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Helène MANDROUX**

**Publiée le : 26 mars 2013**

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2013

Max LEVITA rapporte :

Le produit fiscal d'une collectivité est le résultat du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

Les Services Fiscaux viennent de notifier à la Ville de Montpellier les bases d'imposition prévisionnelles pour 2013.

### Notification des bases d'imposition :

Les bases notifiées par les services fiscaux pour 2013 s'élèvent à :

- Taxe d'Habitation : 337 397 000 €
- Taxe sur le Foncier Bâti : 326 729 000 €
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 457 400 €

### Evolution des taux d'imposition : 0 % d'augmentation

Conformément aux engagements pris lors de la préparation budgétaire et du vote du Budget Primitif 2013, le vote d'aujourd'hui vient confirmer l'évolution des taux d'imposition pour 2013 qui sera de + 0 %.

### Produit d'imposition pour 2013 :

Le produit d'imposition pour 2013 s'établirait comme suit :

TAXES	Bases d'imposition 2013	Taux d'imposition pour 2013	Evolution des taux en 2013	Produit d'imposition 2013 (en €)
Taxe d'Habitation	337 397 000	22,49%	0%	75 880 585
Taxe sur le Foncier Bâti	326 729 000	31,18%	0%	101 874 102
Taxe sur le Foncier Non Bâti	457 400	112,71%	0%	515 536
		<b>TOTAL</b>		<b>178 270 223</b>

Parallèlement, il convient de noter que la Ville poursuit son approche sociale et solidaire de la fiscalité locale avec des allègements de cotisations décidés par le Conseil Municipal qui ont représenté en 2012 près de 16 M€.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- fixer les taux d'imposition 2013, à l'identique de ceux de 2009, 2010, 2011 et 2012 comme suit :

- Taux de Taxe d'Habitation : 22,49%
- Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 31,18%
- Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71%

- approuver le produit d'imposition de 178.270.223 euros qui s'établira comme présenté ci-dessus,

- autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

  
**Helène MANDROUX**

**Publiée le : 26 mars 2013**

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## Convention de gestion de services entre la commune de Montpellier et la communauté d'agglomération de Montpellier pour la dématérialisation des procédures de marchés publics

Max LEVITA rapporte :

Conformément au Code des marchés publics, notamment son article 56, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent refuser des offres communiquées par voie électronique, pour les procédures marchés publics supérieures à 90 000 € HT.

La Communauté d'Agglomération propose à ses communes membres depuis plusieurs années une solution mutualisée de dématérialisation des procédures dans le cadre des articles L 5216-7-1 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La dernière convention de mutualisation signée entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération ayant expirée, il convient donc d'en conclure une nouvelle.

Cette nouvelle convention maintient une solution de type « portail » dématérialisé permettant aux communes membres de personnaliser l'accès et les modalités d'échanges d'informations sur chacun de leurs sites.

Ainsi, chaque collectivité est identifiée au sein d'une page d'accueil.

De plus, la commune de Montpellier, à l'instar des autres collectivités partenaires, dispose de sa propre charte graphique et de ses propres messages aux entreprises.

La convention proposée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier prévoit les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de deux serveurs dédiés à la solution mutualisée de dématérialisation,
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie,
- Maintenance et mise à jour du portail de dématérialisation,
- Paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et mise en place de l'application dans la commune de Montpellier,



- Assistance pour la mise en œuvre du système de dématérialisation au sein de la commune de Montpellier  
Les agents responsables des marchés publics pourront bénéficier de formations proposées par la Communauté d'Agglomération en rapport avec la plateforme de dématérialisation,
- Archivage automatique sur CD ou DVD en fin d'année (31/12).

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa notification à la commune de Montpellier et jusqu'au 30 mars 2016.

Le coût annuel de mise à disposition des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la mise en œuvre de cette gestion de dématérialisation des procédures de marchés publics pour la commune de Montpellier s'élève à 3 726,30 € HT par an.

Le montant est fixé forfaitairement quel que soit le nombre de procédures de la commune de Montpellier ayant fait l'objet d'une dématérialisation.

**Compte tenu de ces développements, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le projet de convention de gestion de services entre la commune de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la dématérialisation des procédures des marchés publics ;
- de dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2013 de la Ville, ligne 15 037, chapitre 920, rubrique 020, nature 6288 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer la convention telle qu'annexée ainsi que tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 26 mars 2013**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES**

**ENTRE LA COMMUNE DE MONTPELLIER  
ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE  
MONTPELLIER**

**POUR LA DEMATERIALISATION DES PROCEDURES DE  
MARCHES PUBLICS**

## **Entre les soussignés :**

### **La ville de MONTPELLIER,**

représentée par son Maire, Mme Hélène MANDROUX, habilité à l'effet de la présente par délibération du Conseil Municipal en date du 25 mars 2013

d'une part,

et

### **La Communauté d'Agglomération de Montpellier,**

représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre MOURE, habilité à l'effet de la présente par délibération n° du Conseil de Communauté en date du

d'autre part.

## **Préambule**

Conformément au Code des marchés publics, notamment son article 56, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent refuser des offres communiquées par voie électronique, dès à présent pour les procédures formalisées et le 1<sup>er</sup> Janvier 2012 pour les MAPA supérieurs à 90 000 € HT.

La dématérialisation des procédures de marchés publics se déroule conformément à l'arrêté d'application du 28 août 2006 et au décret n°2006-975 du 1<sup>er</sup> Août 2006 modifié par le décret n°2008-1334 du 17 Décembre 2008, Art 64.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise en place de ces procédures et afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, la Communauté d'Agglomération a souhaité développer une solution mutualisée de dématérialisation des procédures en partenariat avec ses collectivités membres dans le cadre des articles L 5216-7-1 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **Article 1<sup>er</sup> : Description de la plateforme de dématérialisation.**

La Communauté d'Agglomération en association avec l'ensemble des communes partenaires a développé un portail d'accès aux procédures dématérialisées.

Dans le cadre de ce portail, chaque collectivité est identifiée au sein d'une page d'accueil.

Dans le cadre de la présente convention, la commune de Montpellier, à l'instar des autres collectivités partenaires, dispose de sa propre charte graphique et de ses propres messages aux entreprises.

Cette solution de type « portail » permet l'accès aux procédures dématérialisées des principaux maîtres d'ouvrages de la Communauté d'Agglomération tout en permettant aux collectivités partenaires de personnaliser l'accès et les modalités d'échanges d'informations sur chacun de leurs sites.

Le portail, ainsi que l'ensemble des solutions dématérialisées qu'il regroupe est mis en œuvre sur la base d'une solution de dématérialisation paramétrée, hébergée et mise à jour par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour la commune de Montpellier, la solution de dématérialisation mutualisée concerne tous les marchés dont le montant est supérieur à 90 000 € HT.

## **Article 2 : Prestations assurées par la Communauté d'Agglomération**

Dans le cadre de la présente convention de mise à disposition des services, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de deux serveurs dédiés à la solution mutualisée de dématérialisation
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie.
- Maintenance et mise à jour du portail de dématérialisation.
- Paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et mise en place de l'application dans la commune de Montpellier.
- Assistance pour la mise en œuvre du système de dématérialisation au sein de la commune de Montpellier. Les agents responsables des marchés publics pourront bénéficier de formations

proposées par la Communauté d'Agglomération en rapport avec la plateforme de dématérialisation.

- Archivage automatique sur CD ou DVD en fin d'année (31/12). Toutes les offres à l'état « à archiver \* » seront copiées sur CD ou DVD et seront supprimées de la plateforme de dématérialisation. Les CD ou DVD seront transmis à chacune des communes, lesquelles seront responsables de leurs archives.

\* Chaque offre terminée devra faire l'objet de la part du responsable des marchés publics de la commune de Montpellier d'un changement de statut, et celui-ci deviendra « A archiver ». Si pour différentes raisons, l'offre à l'état « terminée » n'a pas évolué à l'état « A archiver » six mois après, alors ce statut sera fixé de façon automatique.

### **Article 3 : Durée de la présente convention de mise à disposition**

Au regard des investissements réalisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et des modalités de calcul du coût de mise à disposition des services pour chacune des communes partenaires, la présente convention est conclue à compter de sa notification à la commune de Montpellier jusqu'au 30 mars 2016.

### **Article 4 : Coût**

Le coût annuel de mise à disposition des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la mise en œuvre d'une solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics pour la commune de Montpellier s'élève à 3726,30 € HT par an selon la formule suivante :

$$\frac{\text{population de la Commune} \times \text{coût du logiciel de dématérialisation (*)}}{\text{population totale des Communes membres}}$$

(\*) = 5 830,86 €

Le montant est fixé forfaitairement quel que soit le nombre de procédures de la commune de Montpellier ayant fait l'objet d'une dématérialisation.

Le montant sera versé d'un commun accord entre la Commune, la Communauté d'Agglomération et le receveur de la Communauté d'agglomération sur la base d'un échéancier de paiement, après émission d'un titre de recettes par la Communauté d'Agglomération correspondant au montant défini à l'article 4, éventuellement révisé.

Ce titre sera émis au plus tard 3 mois après la date anniversaire de la présente convention.

### **Article 5 : Révision du prix**

Le coût de mise à disposition des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera révisé à chaque date anniversaire de la convention sur la base de la formule suivante :

$$C' = C (0,15 + 0,85 \ln g / \ln g_0)$$

C' = coût révisé

C = coût initial

Ing = indice ingénierie à la date anniversaire de la convention

Ing0 = Indice ingénierie au mois de Juillet 2009.

### **Article 6 : Respect de la loi Informatique et Libertés – Droit de propriété intellectuelle**

En conformité avec les dispositions de la loi n°78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le traitement automatisé des données nominatives réalisées à partir de la plateforme mutualisée de dématérialisation des marchés publics fera l'objet de la part des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'une déclaration auprès de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL). Cette déclaration sera transmise à chacune des communes prestataires.

Les utilisateurs de la plateforme mutualisée de dématérialisation des marchés publics sont tenus de respecter les dispositions de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dont le non respect est passible de sanctions pénales. Ils doivent notamment s'abstenir, s'agissant des informations nominatives, de toute collecte, de toute utilisation détournée.

#### **Article 7 : Limitation de responsabilités**

La Communauté d'Agglomération de Montpellier ne peut être tenue pour responsable d'une mauvaise utilisation de la plateforme de dématérialisation par une commune partenaire, ainsi que de toute interruption temporaire du service, incidents techniques ou en cas de force majeure.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier ne peut également être tenue pour responsable des dommages directs, indirects, matériels ou immatériels résultant du dysfonctionnement de la plateforme de dématérialisation.

#### **Article 8 : Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties à chaque date anniversaire. La demande de résiliation devra être notifiée à l'autre partie au moins 3 mois avant la date anniversaire de la convention. Dans ce cas, la partie à l'initiative de la résiliation devra verser un dédommagement égal à 50 % du coût annuel visé à l'article 4 pour chaque année ayant fait l'objet de la résiliation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier se réserve la possibilité de résilier la présente convention, sans indemnité, en cas de non paiement du montant visé à l'article 4 après 3 mises en demeure avec accusé de réception restées sans effet.

**Fait à**

**Fait à Montpellier**

**Le**

**Le**

**Pour Madame le Maire  
L'Adjoint délégué**

**Le Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier**

**Max LEVITA**

**Jean-Pierre MOURE**

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## Cotisations Organisation des Grandes Villes et Finances pour l'année 2013

Max LEVITA rapporte :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2013:

Chapitre	Nature	Organisme	MONTANT
920	6281	AMF 34 - Association des Maires du département de l'Hérault	5 127 €
920	6281	AMGVF - Association des Maires des Grandes Villes de France	31 723 €
920	6281	Institut de la Décentralisation	7 000 €
			<b>43 850 €</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de la cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 43 850 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 920;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 mars 2013

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## Tarifs 2013 – Compléments sur les amodiations et sur l'occupation du domaine public

Max LEVITA rapporte :

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver le tarif concernant la cession des places en amodiation des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux fleurs et de modifier les tarifs de redevances 2013 d'occupation du domaine public concernant les marchés et marchés aux puces et brocantes, échafaudages et matériels de chantiers et étalages et autres dispositifs sur le domaine public

### 1. Tarif de cession des places en amodiation des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux Fleurs

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver le tarif concernant la cession des places en amodiation des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux fleurs pour une durée de 13 ans à compter du 14 février 2013 pour toute prolongation.

PLACE EN AMODIATION	Unité	Tarifs TTC 2013
Cession d'une place en amodiation pour une durée de 13 ans des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux Fleurs.	Place /13 ans	9 700 €

### 2. Modifications des redevances 2013 d'occupation du domaine public

Il est proposé au conseil municipal de modifier les tarifs de redevances d'occupation du domaine public suivant considéré dans la délibération du conseil municipal du 17 décembre 2012 approuvant les tarifs 2013 :

- **Marchés et marchés aux puces-brocantes**

MARCHES - MARCHES AUX PUCES - BROCANTE	Unité	Tarifs TTC 2013
<b>Marché aux Plantes</b>		
Redevance emplacement abonné annuel du mois d'avril au mois de septembre	m²/trimestre	14.00 €
Redevance emplacement abonné annuel du mois d'octobre au mois de mars	m²/trimestre	10.00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'avril au mois de septembre	séance	35.00 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m²) du mois d'octobre au mois de mars	trimestre	25.00 €

- Echafaudages et matériels de chantiers**

Occupation temporaire du domaine public / Echafaudages et matériels de chantier	Unité	Tarifs TTC 2013
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, grues, treuils, compresseurs, bétonnières, étaux pour exécution de travaux de réparation: m² de sol occupé ou projeté au sol. Poulies, écopiches, cordes à nœud, goulottes d'évacuation: l'unité de 2m² forfaitaires.		
Echafaudages et matériels de chantiers les 6 premières semaines	m² de sol occupé / semaine	4.50 €
Echafaudages et matériels de chantiers à partir de la 7ème semaine	m² de sol occupé / semaine	15.50 €
Echafaudages et matériels de chantiers forfait pour 3 mois renouvelable au-delà de 6 semaines	m² de sol occupé / Trimestre	65.00 €
Echafaudages et matériels de chantiers ravalement de façades: occupation du sol rallongés par ABF au-delà de 6 semaines	m² de sol occupé / semaine	4.50 €

- étalages et autres dispositifs sur le domaine public**

Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	Unité	Tarifs TTC 2013
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	ml/an	128.00 €
Zone de stationnement des véhicules pour activités commerciales	ml/an	400.00 €
Vitrine mobile	m²/an	92.00 €
Présentoir, porte cartes, mannequin, portes menu hors terrasse	an	51.00 €
Conservateur à glace, crêpière, rôtissoire	an	408.00 €
Banc de fruits de mer	an	510.00 €



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les tarifs proposés.
- De préciser que ceux-ci seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 26 mars 2013**

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## Attributions et modifications d'affectation de subventions Exercice 2013

Max LEVITA rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous:

### 1) Attributions de subventions:

#### Attributions de subventions dans le cadre de l'emploi:

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
33	ASSO EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET LES ECHANGES	Fonctionnement	2 500 €
77	COMIDER COMITE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE REGIONALE	Projet	2 800 €
1196	ASSO EMPLOI DEVELOPPEMENT ENTREPRISES BOUTIQUE GESTION	Projet	2 000 €
1732	SENIOROBOULO.COM	Fonctionnement	500 €
1732	SENIOROBOULO.COM	Projet	1 500 €
2725	CREER - MAISON DES CHOMEURS	Fonctionnement	4 000 €
4623	PLEIADES EMPLOI SERVICE HERAULT	Projet	10 000 €
4657	FACILITER L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DIPLOMES	Projet	3 000 €

4908	FACE HERAULT (Action 45 et +)	Projet	3 000 €
4908	FACE HERAULT (Face Energie Sports)	Projet	2 000 €
		<b>Total</b>	<b>31 300 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 2390, nature 6574, chapitre 929.

Attributions de subventions dans le cadre du développement économique et commercial:

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
211	BRICABRAC ARS FABRIC	Fonctionnement	3 000 €
249	UFC QUE CHOISIR	Fonctionnement	1 000 €
729	ASSO POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE	Fonctionnement	1 000 €
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
3135	QUARTIER DE L'ANCIEN COURRIER - ASSOCIATIONS DES COMMERÇANTS	Projet	1 500 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	Fonctionnement	1 200 €
4664	ASSOCIATION DES MARCHES PAYSANS DE L'HERAULT	Fonctionnement	300 €
4853	UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE DE L'HERAULT	Fonctionnement	1 500 €
	ASSO DES ANTIQUAIRES ET BROCANTEURS DE MONTPELLIER ET SA REGION	Projet	1 400 €
	CHAMBRE SYNDICALE DES CERAMISTES ET ATELIERS D'ART DE France	Projet	31 700 €
		<b>Total</b>	<b>43 600 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 2390, nature 6574, chapitre 929.

Attributions de subventions dans le cadre du droit au logement:

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE - AIVS HERAULT	Fonctionnement	5 000 €
		<b>Total</b>	<b>5 000 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 16191, nature 6574, chapitre 928.

Attributions de subventions dans le cadre du sport solidaire:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT PROPOSE CM 25/03/2013	MONTANT VOTE CM 04/02/2013
95	ASSOCIATION SOCIO-CULTURELLE DES JEUNES SPORTIFS DE MONTPELLIER OMNISPORTS	Fonctionnement	1 000 €	
278	MONTPELLIER ARC CLUB	Fonctionnement	3 500 €	4 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	Projet	3 000 €	

406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement	7 300 €	
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Projet	1 900 €	
577	MALBOSC PETANQUE	Fonctionnement	1 000 €	
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Projet	6 000 €	
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Fonctionnement	1 000 €	
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Projet	900 €	
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Fonctionnement	2 900 €	
794	OCCITANIE PETANQUE	Fonctionnement	1 500 €	
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement	3 000 €	
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement	3 400 €	
864	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK UC	Fonctionnement	2 800 €	
897	SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 800 €	
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	Fonctionnement	19 000 €	20 000 €
919	MUC ESCRIME	Fonctionnement	21 300 €	
926	MUC OMNISPORTS	Fonctionnement	42 000 €	44 000 €
931	SAINT-MARTIN GAZELEC MONTPELLIER	Projet	1 000 €	9 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Fonctionnement	20 000 €	11 000 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	Fonctionnement	450 €	
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 950 €	
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Projet	8 000 €	
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement	450 €	
979	SOCIETE BOULISTE MONTPELLIERAINE	Projet	450 €	
984	MONTPELLIER PETANQUE SAINT MARTIN	Fonctionnement	3 700 €	
985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	Fonctionnement	500 €	
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Projet	2 500 €	
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Fonctionnement	14 000 €	
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Projet	1 940 €	
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	Projet	3 000 €	
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Fonctionnement	13 800 €	14 000 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	Fonctionnement	3 000 €	
1238	MONTPELLIER A M JUDO	Fonctionnement	2 900 €	

1403	SARBACANE DE L' HERAULT	Fonctionnement	1 200 €	
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Fonctionnement	4 800 €	
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Projet	3 000 €	
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	Fonctionnement	3 000 €	
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER	Fonctionnement	950 €	
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER	Fonctionnement	500 €	
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER	Projet	250 €	
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Fonctionnement	11 800 €	
1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	2 250 €	
1918	MONTPELLIER ATHLETIC RUNNING CLUB	Fonctionnement	2 500 €	
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	Projet	1 500 €	
2016	JEAN MONNET ANTIGONE PETANQUE	Fonctionnement	450 €	
2055	AIKIDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement	500 €	
2066	FETE LE MUR MONTPELLIER	Fonctionnement	9 000 €	
2139	ASPTT MONTPELLIER	Fonctionnement	34 300 €	35 000 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL	Fonctionnement	1 000 €	
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	Fonctionnement	9 000 €	10 000 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	Fonctionnement	2 000 €	
2466	AS CEVENNES	Fonctionnement	3 200 €	
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	Fonctionnement	450 €	
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Fonctionnement	950 €	
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER AGGLOMERATION	Fonctionnement	10 000 €	
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Projet	3 000 €	
2639	ASSO PRESIDENTS PETANQUE SECTEUR MONTPELLIER VILLE	Fonctionnement	6 000 €	
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	Fonctionnement	2 300 €	
3001	ASSOCIATION LES FOULEES DU MILLENAIRE	Fonctionnement	2 500 €	
3081	BLEU VERTIGE	Fonctionnement	3 900 €	
3088	ASSOCIATION LOISIRS FIGUEROLLES	Fonctionnement	1 000 €	
3165	GRAND MAIL PETANQUE	Fonctionnement	450 €	
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	Projet	80 000 €	
3376	VOLLEY LOISIR COMPETITION ANTIGONE	Fonctionnement	750 €	

3398	BUJINKAN DOJO MONTPELLIER	Fonctionnement	1 950 €	
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Fonctionnement	9 000 €	7 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Fonctionnement	2 450 €	
3649	GYMNASTIQUE VOLONTAIRE SECTION D'ALCO	Fonctionnement	380 €	
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO DRAGONS TEAM	Fonctionnement	4 500 €	4 500 €
3659	MONTPELLIER AGGLOMERATION TAEKWONDO DRAGONS TEAM	Projet	2 000 €	
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE	Fonctionnement	3 500 €	
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE	Projet	2 000 €	
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Fonctionnement	4 800 €	
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB	Fonctionnement	5 000 €	5 500 €
4009	LOS VALENTS DE MONTPELLIER	Fonctionnement	600 €	
4079	GROUPE DECISION	Fonctionnement	300 €	
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE	Fonctionnement	3 000 €	3 000 €
4233	ENTENTE CHEMINOTS LANTISSARGUES	Fonctionnement	2 250 €	
4291	SPORT INSERTION JEUNES	Fonctionnement	1 200 €	
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	Fonctionnement	1 450 €	
4547	LA MAISON DU JUDO	Fonctionnement	2 900 €	
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOE-KAYAK	Fonctionnement	5 800 €	
4561	ASSO SPORTIVE EMPLOYES MUNICIPAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement	12 500 €	
4564	AIKICIAM	Fonctionnement	400 €	
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Fonctionnement	950 €	
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Fonctionnement	3 500 €	
4748	CHEMIN DES CIMES	Fonctionnement	2 900 €	
4748	CHEMIN DES CIMES	Projet	3 000 €	
4821	CLUB DES SUPPORTERS BLUE FOX DU MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	4 850 €	
4856	MONTPELLIER OMNI BOXE	Fonctionnement	2 900 €	
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Projet	3 000 €	
5001	CLUB DES SUPPORTERS MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB	Fonctionnement	1 800 €	
5002	MOSSON FULL CONTACT	Fonctionnement	4 000 €	
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	Fonctionnement	500 €	
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	Projet	500 €	

5086	ASSOCIATION FOOT-FAUTEUILS - LES FAUTEUILS DE FEU	Fonctionnement	3 000 €	
5167	GENERATION TAEKWONDO	Fonctionnement	4 000 €	
5167	GENERATION TAEKWONDO	Projet	3 500 €	
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	Fonctionnement	45 000 €	50 000 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE	Projet	62 500 €	
5400	A.K SPORT	Fonctionnement	11 500 €	
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER	Fonctionnement	500 €	
5610	DES FOULEES VOUS	Projet	500 €	
5635	GOREE BASKET CLUB	Fonctionnement	500 €	
		<b>Total</b>	<b>628 320 €</b>	<b>217 000 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attribution de subvention dans le cadre des finances:

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
296	JASMIN D'ORIENT	Projet	1 000 €
		<b>Total</b>	<b>1 000 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 18891, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
428	MOUVEMENT DE LA PAIX - COMITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	500 €
3146	COMPAGNIE DU CLAPAS	Projet	2 500 €
2301	AMICALE BELABBESIENNE D'AIDE ET SOLIDARITE	Fonctionnement	600 €
5424	FORCE HERAULT	Fonctionnement	2 000 €
1970	ASSOCIATION NATIONALE DES PUPILLES DE LA NATION DES ORPHELINS DE GUERRE ET DU DEVOIR - DELEGATION DE L'HERAULT	Projet	500 €
		<b>Total</b>	<b>6 100 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages:

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
525	ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	Projet	1 500 €

646	ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES ET AMIS DU CONSERVATOIRE NATIONAL DE REGION - APEC	Projet	800 €
680	ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE	Fonctionnement	300 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Projet	8 000 €
2815	AMIS DE DALAT SUR LES TRACES DE YERSIN - ADALY	Fonctionnement	200 €
		<b>Total</b>	<b>10 800 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 1350, nature 6574, chapitre 920.

CODE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Investissement	8 300 €
		<b>Total</b>	<b>8 300 €</b>

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédits 21434, nature 20421, chapitre 900.

## 2) Modifications d'affectation de subventions:

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les ajustements de montant énoncés ci-dessous:

CODE	STRUCTURE	N° DCM	NATURE	MONTANT INITIAL	NOUVEAU MONTANT	LIGNE DE CREDIT	CHAPITRE	NATURE
4115	OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER	2013/54	Fonctionnement	1 867 500 €	1 927 500 €	2437	929	6574
3486	GIP DSUA	2011/691	Fonctionnement	192 180 €	181 792 €	2331	928	65738

### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant;
- D'accepter les modifications d'attribution de subventions ci-dessus;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville sur les imputations ci-dessus avec les natures 6574, 65738 pour le fonctionnement et 20421 pour l'investissement.
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexes à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Nom de la structure: -  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique :

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....  
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à : .....€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### **Article 3 : Montant de la subvention accordée**

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

#### Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

#### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

#### Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

#### Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### **Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

#### **Article 9 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

*Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789*

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom de la structure: -  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique :

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'EQUIPEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

### **Il a été convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de € pour le projet d'équipement :.....

Le projet d'équipement porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

Le montant total de la dépense d'équipement projetée s'élève à € TTC. Considérant que le projet d'équipement de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier pour l'acquisition de cet équipement.

#### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 24 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

#### **Article 3 : Montant de la subvention accordée**

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

#### Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

La subvention est versée à la structure bénéficiaire au fur et à mesure de la transmission des justificatifs de dépense relatifs à l'équipement subventionné.

Ces justificatifs de dépense correspondent à la copie des factures revêtues de la mention « payée » et de la signature du (de la) Président(e) de la structure bénéficiaire.

Le montant de chaque versement est calculé au prorata d'avancement du projet d'équipement. Chaque versement ne pourra être inférieur à 10% du montant total alloué.

Les pièces 1 et 2 sont obligatoires avant tout premier versement.

- Pièce n°1 : La présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux.
- Pièce n° 2 : Un relevé d'identité bancaire (RIB)

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention ne pourra être versé qu'après réception par la Ville de Montpellier des pièces 3, 4, 5 et 6.

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure,
- Pièce n°5 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes à l'équipement, signé du président,
- Pièce n°6 : Un rapport final de réalisation de l'équipement ;

#### Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

#### Article 7 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

#### Article 8 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement

de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

### **Article 9 – Modification de destination et transfert de propriété**

La structure bénéficiaire s'engage à maintenir la destination géographique et l'utilisation sur la durée maximale autorisée pour l'amortissement comptable de l'investissement correspondant, conformément au Plan Comptable Général et autres textes en vigueur.

Si le bénéficiaire envisage :

- de modifier la destination ou l'utilisation initiale du bien acquis à l'aide de la présente subvention, il doit en aviser préalablement la Ville pour recueillir son accord
- de transférer la propriété des biens subventionnés par la présente convention, il doit obtenir l'accord préalable de la Ville. Les biens subventionnés pourront ainsi changer de propriétaire, dans les conditions qui auront été définies avec la Ville.

### **Article 10: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Dans les cas suivants, la structure reversera à la Ville le montant (théoriquement ou réellement) non encore amorti des dépenses couvertes par la présente subvention d'équipement, sur la base de la durée maximale d'amortissement comptable tenant compte de la durée normale d'utilisation du bien ou fournie à titre indicatif par l'administration fiscale :

- Si la structure ne maintient pas la destination géographique des biens subventionnés ou leur utilisation en dehors du cadre fixé par l'article 1 de la présente convention
- Si la structure revend tout ou partie des biens financés par cette présente convention en dehors du cadre fixé par l'article 1 de la présente convention.
- En cas de dissolution de la structure à son initiative avant que le bien ne soit totalement amorti.

### **Article 11 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

*Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789*

*« Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom de la structure: - Nature de la subvention : Intitulé du projet : Montant attribué : € Thématique :
---

**CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE  
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

**Il a été convenu ce qui suit :**

**Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

**Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

### Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
  - \* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
  - \* Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.



## **Article 6 : Modalités de contrôle**

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

## **Article 7: Devoir d'information**

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## **Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

## **Article 9: Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

### *Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789*

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

**Nom de la structure:**  
**Nature de la subvention :**  
**Intitulé du projet :**  
**Montant attribué :    €**  
**Thématique :**

## Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion  
Service Contrôle de Gestion  
Mairie de Montpellier  
1, place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure , m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :  
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."*

## **Séance publique du lundi 25 mars 2013**

**Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est  
réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la  
présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole  
 BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie  
 COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR,  
 Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY,  
 Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL  
 Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis  
 POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert  
 SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle  
 DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents :**

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## **Décision Modificative n°1 du budget principal de la Ville de Montpellier - Exercice 2013**

Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2013, il convient de procéder à des ajustements de crédits  
 sur le Budget Principal afin de constater budgétairement la volonté de la Ville de participer au dispositif  
 « Emplois d'avenir », visé par la loi 2012-1189 du 26 octobre 2012.

Cette Décision Modificative permet en outre d'affiner le montant de la Dotation Globale Forfaitaire qui  
 s'établit à 50 737 893 euros, conformément à la notification de la Direction Générale des Collectivités Locales  
 (prévision BP 2013 : 50 300 000 euros). Elle permet également de diminuer la prévision du recours à  
 l'emprunt de 241 883 euros.

### **1. Section de fonctionnement**

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 470 073 euros. Elle se  
 décompose de la façon suivante :

#### **Recettes de fonctionnement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
922	211	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	32 180,00
932		74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	437 893,00
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>470 073.00</b>

#### **Dépenses de fonctionnement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
922	211	64	CHARGES DE PERSONNEL	215 790,00
920	020	61	SERVICES EXTERIEURS	8 500,00

920	020	60	ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	3 900,00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	241 883,00
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>470 073,00</b>

## **2. Section d'investissement**

Elle se décompose de la façon suivante :

### **Recettes d'investissement**

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	LIBELLE	MONTANT
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	241 883,00
911		1641	EMPRUNTS ET DETTES	-241 883,00
<b>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>				<b>0,00</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 26 mars 2013**

Direction Energie Moyens  
Techniques  
Service Achats et Production  
graphique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2013 / 144

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## Marchés publics - achat de vêtements de travail - Résiliation lot n°2 : Achat de vêtements de travail (blouses, tee-shirts, vêtements médicaux)

Max LEVITA rapporte :

Par délibération en date du 17 décembre 2012, le Conseil Municipal a attribué à la société EPSI, 13854 AIX EN PROVENCE, le lot n°2 (achat de blouses, tee-shirts, médical) de l'appel d'offre 2H82 - Achat de vêtements de travail, déposé en préfecture le 02 janvier 2013.

Conformément à l'article 13 du C.C.A.P. et en application des articles 29 et 33 du C.C.A.G. fournitures courantes et services, il est proposé de résilier le marché aux motifs d'intérêt général : des erreurs de calcul portant sur le jugement du critère prix ont été constatées dans le rapport d'analyse des offres du lot 2. Les corrections de ces erreurs sont de nature à revoir le classement final des offres visant à désigner l'offre économiquement la plus avantageuse, et modifient le fournisseur attributaire de ce lot.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De résilier le marché attribué à la société EPSI.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## Achat de carburants avec cartes accréditives - Appel d'offres -

### Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de MONTPELLIER, le CCAS de MONTPELLIER, La Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER et les Communes de PIGNAN, SAINT BRES, GRABELS, LAVERUNE, et SAINT JEAN de VEDAS Autorisation de signer la convention

Max LEVITA rapporte :

La Commune de MONTPELLIER, le CCAS de MONTPELLIER, la Communauté d'Agglomération et les Communes de PIGNAN, GRABELS, SAINT BRES, LAVERUNE, SAINT JEAN DE VEDAS, doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de la fourniture de carburant destiné au fonctionnement de leurs services.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les Communes pressenties ainsi que le CCAS de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont décidé de constituer un Groupement de Commandes publiques conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur de Groupement et sa commission d'Appel d'offres sera celle du Groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 du Code des Marchés Publics (Appel d'offres ouvert).

Les montants estimatifs HT des commandes des membres du Groupement seront les suivants :

- La Commune de MONTPELLIER sur une estimation annuelle de 550 000 € HT/an,
- La Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER sur une estimation annuelle de 440 00 € HT/an,
- La Commune de PIGNAN sur une estimation annuelle de 12 600 € HT/an,
- La Commune de GRABELS sur une estimation annuelle de 20 000 € HT/an,

462

- La Commune de SAINT BRES sur une estimation annuelle de 12 600 € HT/an,
- La Commune de LAVERUNE sur une estimation annuelle de 6 200 € HT/an,
- La commune de SAINT JEAN de VEDAS sur une estimation annuelle de 37 700 € HT/an,
- CCAS de MONTPELLIER sur une estimation annuelle de 38 500 € HT/an.

Le marché sera à bons de commande et prévoira la fourniture de carburant dans un réseau national de stations services notamment désignées dans le marché.

Un système de cartes accréditives à code personnel et confidentiel, ainsi que la fourniture informatisée des éléments de facturation et de consommation seront proposés par le fournisseur pour chacun des membres du groupement.

Le marché sera signé et notifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, pour une durée de un an renouvelable trois fois. Chaque commune ou groupement de communes sera en charge de son exécution pour ses besoins propres.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- Autoriser l'établissement d'un Groupement de commandes entre la Commune de MONTPELLIER, le CCAS de MONTPELLIER, la Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER et les Communes de PIGNAN, SAINT BRES, SAINT JEAN de VEDAS, GRABELS, LAVERUNE et de lancer un Appel d'offres.
- Autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer la convention et tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26 Mars 2013**

**Convention de groupement de commandes publiques entre la  
Communauté d'Agglomération de Montpellier, et les communes de  
Montpellier/Pignan/Grabels/St Brès/Lavérune  
St Jean de Védas et le CCAS de Montpellier**

**Ayant pour coordonnateur**

**la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

**FOURNITURE DE CARBURANTS EN STATION SERVICE A  
L'AIDE DE CARTES ACCREDITIVES**



Entre

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par Monsieur Pierre MAUREL, Vice-président, Délégué dans le domaine « contentieux, affaires juridiques, assurances et moyens interne », agissant en vertu de la délibération du n° (?) du Conseil de la Communauté d'Agglomération en date du 21 mars 2013.

D'une part,

et

La Commune de Montpellier, représentée par son Maire, Mme Hélène MANDROUX, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 25 mars 2013 ;

La Commune de Pignan, représentée par son Maire, Mme Michelle CASSAR, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du mars 2013 ;

La Commune de Grabels, représentée par son Maire, M. René REVOL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 11 mars 2013 ;

La Commune de St Brès, représentée par son Maire, M. Laurent JAOUL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 21 mars 2013 ;

La Commune de Lavérune, représentée par son Maire, M. Roger CAIZERGUES, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 29 mars 2013 ;

La Commune de St Jean de Védas, représentée par son Maire, Mme Isabelle GUIRAUD, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 27 mars 2013 ;

et le CCAS de Montpellier, représentée par sa Vice-Présidente, Mme Christiane FOURTEAU, agissant en vertu de la décision du Conseil d'Administration en date du 27 mars 2013 ;

Il est convenu ce qui suit.

#### Préambule

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, à se regrouper dans le cadre de groupement de commandes publiques. Dans cette perspective permanente, de recherche de sources d'économie le code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et des communes membres du groupement se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché de fourniture de carburant.

## **Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement**

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes publiques, sur le fondement du décret n°2006-975 du 1er août 2006 modifié portant code des marchés publics, et notamment son article 8, en vue de la passation de marchés relatifs à « la fourniture de carburants en station service à l'aide de cartes accreditives » au terme d'une procédure de consultation commune lancée pour le compte des membres du groupement.

La définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué.

## **Article 2 – Coordonnateur du groupement**

La Communauté d'Agglomération est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes, au sens de l'article 8 II alinéa 3 du code des marchés publics.

En vertu de cet article, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en tant que membre coordonnateur est chargée de préparer (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement ...) et passer les marchés (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, réception des candidatures et des offres, rapport de présentation....) sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres.

Le coordonnateur se charge de la signature du marché et de sa notification.

Chaque membre du groupement restera maître de la bonne exécution du marché correspondant à ses propres besoins indépendamment des autres membres conformément à l'article 8 VII-1 du code des marchés publics.

Le coordonnateur se charge de procéder aux reconductions du marché pour l'ensemble des membres du groupement.

## **Article 3 - Adhésion et retrait du groupement**

Chaque membre adhère au groupement de commande par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant l'envoi de l'avis de publicité dont la date prévisionnelle sera communiquée aux membres du groupement.

Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné. La délibération est notifiée au coordonnateur.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

#### **Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement**

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la fin du marché.

#### **Article 5 - Dispositions financières**

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

#### **Article 6 - Commission d'appel d'offres du groupement**

Sur le fondement de l'article 8 VII du code des marchés publics, la commission d'appel d'offres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est reconnue compétente pour procéder à la désignation du titulaire du marché.

A la demande des communes membres, sur la base de l'article 23 du code des marchés publics, le président de la CAO pourra désigner par arrêté des personnalités représentant des communes en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Ces personnes n'auront qu'une voix consultative.

#### **Article 7- Modifications de la présente convention**

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commande prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Fait à Montpellier, le  
Pour la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
Le Vice-Président Délégué

Fait à Montpellier, le  
Pour la Commune de Montpellier,  
le Maire

Pierre MAUREL

Hélène MANDROUX

---

Fait à Pignan, le  
Pour la Commune de Pignan  
Le Maire

Fait à Grabels, le  
Pour la Commune de Grabels,  
le Maire

Michelle CASSAR

René REVOL

---

Fait à Saint Brés, le  
Pour la Commune de Saint Brés,  
le Maire

Fait à Lavérune, le  
Pour la Commune de Lavérune,  
le Maire

Laurent JAOUL

Roger CAIZERGUES

---

Fait à St Jean de Védas, le  
Pour la Commune de Saint Jean de  
Védas,  
Le Maire

Fait à Montpellier, le  
Pour le CCAS de Montpellier,  
La Vice-Présidente

Isabelle GUIRAUD

Christiane FOURTEAU

Direction Energie Moyens  
Techniques  
Service Achats et Production  
graphique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2013 / 146

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIÉ.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETTOUT.

## Achat de matériel de quincaillerie - visserie - échelles - Appel d'Offres -

**Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'action Sociale de Montpellier et les communes de Castelnau-le-Lez, Villeneuve-lès-Maguelonne, Jacou, Saint Jean de Védas, Pignan, Prades-le-Lez et Saint-Brès.**

Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'achat de matériel de quincaillerie – visserie – échelles pour la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-Le-Lez, Villeneuve-lès-Maguelonne, Jacou, Saint-Jean-de-Védas, Pignan, Prades-le-Lez et Saint Brès, il est apparu nécessaire de lancer un appel d'offres concernant l'achat de matériel de quincaillerie – visserie – échelles.

L'objectif de l'appel d'offres est la conclusion de marchés à bons de commande, d'une durée d'un an reconductible trois fois.

Il apparaissait pertinent, au vu des besoins des différentes collectivités et établissements, d'établir un groupement de commandes entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-le-lez, Villeneuve-lès-Maguelonne, Jacou, Saint-Jean de Védas, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Bres selon la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement désignant l'attributaire du marché sera donc celle de la Ville de Montpellier.

La procédure de mise en concurrence appelle le lancement d'un appel d'offres ouvert sans minimum ni maximum conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de quatre lots :

### **LOT 1 : Quincaillerie :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 75 000 € HT/an.  
Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 20 000 € HT /an  
Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé sera de 11 000€ HT/an.  
Pour la Commune de Castelnau-le-lez, le montant estimé sera de 8 000€ HT/an.  
Pour la Commune de Villeneuve-les-Maguelone, le montant estimé sera de 5 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Jacou, le montant estimé sera de 4 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Saint Jean de Védas, le montant estimé sera de 6 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 10 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Prades-le-lez, le montant estimé sera de 4 000 € HT/an.  
La Commune de Saint Brès ne participe pas à ce lot.

### **LOT 2 : Quincaillerie Alu :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 17 500 € HT/an.  
Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 10 000 € HT/an.  
Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé sera de 11 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Saint Brès, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an.  
Les Communes de Castelnau-le-lez, Villeneuve-les-Maguelone, Jacou, Saint Jean de Védas et Prades-le-lez ne participent pas à ce lot.

### **LOT 3 : Visserie Boulonnerie :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 12 500 € HT/an.  
Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 20 000 € HT/an .  
Pour le CCAS de Montpellier, le montant estimé sera de 11 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Castelnau-le-lez, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Villeneuve-les-Maguelone, le montant estimé sera de 3 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Jacou, le montant estimé sera de 3 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Saint Jean de Védas, le montant estimé sera de 1 500 € HT/an.  
Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Prades-le-lez, le montant estimé sera de 4 000 € HT/an.  
Pour le Commune de Saint Brès, le montant estimé sera de 1 000 €HT/an.

### **LOT 4 : Echelles :**

Pour la Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 17 500 € HT/an.  
Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 10 000 €HT/an.  
Pour la Commune de Saint Jean de Védas, le montant estimé sera de 1 000 € HT/an.  
Pour la Commune de Pignan, le montant estimé sera de 1 500 € HT/an.  
Pour la Commune de Prades-le-lez, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an.  
Le CCAS de Montpellier, les Communes de Castelnau-le-lez, Villeneuve-les-Maguelone, Jacou, et Saint Brès ne participent pas à ce lot.

### **En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres pour couvrir les besoins exposés ci-dessus,

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'action Sociale de Montpellier et les Communes de Castelnau-le-Lez, Villeneuve-lès-Maguelonne, Jacou, Saint Jean de Védas, Pignan, Prades-le-Lez et Saint-Brès, convention aux termes de laquelle les communes délègueront à la Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier la compétence pour attribuer cet Appel d'Offres
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

Publiée le : 26 mai 2012

  
Hélène MANDROUX  
(Hérault)

**Convention de groupement de commandes publiques entre la  
Commune de MONTPELLIER,  
les Communes de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, JACOU,  
SAINT-BRES, PIGNAN, PRADES-LE-LEZ, CASTELNAU-LE-  
LEZ, SAINT-JEAN-DE-VEDAS, le Centre Communal d'Action  
Sociale de MONTPELLIER et la Communauté d'Agglomération de  
MONTPELLIER**

**Ayant pour coordonnateur  
la Commune de Montpellier**

**Achat de matériel de quincaillerie – visserie – échelles**



## **Entre**

La Commune de MONTPELLIER, représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2013 ;

D'une part,

et

La Commune de VILLENEUVE LES MAGUELONE, représentée par son Maire, Monsieur Noël SEGURA, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2013 ;

et

La Commune de JACOU, représentée par son Maire, Monsieur Renaud CALVAT, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2013 ;

et

La Commune de SAINT-BRES, représentée par son Maire, Monsieur Laurent JAOUL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2013 ;

et

La Commune de PIGNAN, représentée par son Maire, Madame Michelle CASSAR, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2013 ;

et

La Commune de PRADES-LE-LEZ, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Marc LUSSERT, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2013 ;

et

La Commune de CASTELNAU-LE-LEZ, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre GRAND, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2013 ;

et

La Commune de SAINT-JEAN-DE-VEDAS, représentée par son Maire, Madame Isabelle GUIRAUD, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2013 ;

et

Le Centre Communal d'Action Sociale de MONTPELLIER, représentée par sa Vice-présidente, Madame Christiane FOURTEAU, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du 2013 ;

et

La Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER, représentée par son Vice-président, Monsieur Pierre MAUREL, Président Délégué de la commission contentieux, affaires juridiques, assurances et moyens interne, agissant en vertu de la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération en date du 2013.

D'autre part.

## **Il est convenu ce qui suit.**

### **Préambule**

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, de se regrouper dans le cadre de groupement de commandes publiques. Dans cette perspective, permanente, de recherche de sources d'économie le code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Commune de Montpellier, des Communes membres du groupement, du Centre Communal d'Action Social de Montpellier, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés pour l'achat de matériel de quincaillerie – visserie - échelles.

### **Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement**

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes publiques, sur le fondement du décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics, et notamment son article 8, en vue de la passation de marchés relatifs à « l'achat de matériel de quincaillerie – visserie - échelles » au terme d'une procédure de consultation commune, lancée pour le compte des membres du groupement.

La définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué.

### **Article 2 – Coordonnateur du groupement**

La Commune de Montpellier est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes, au sens de l'article 8 II alinéa 3 du Code des Marchés Publics.

En vertu de cet article, la Commune de Montpellier, en tant que membre coordonnateur est chargée de préparer (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement ...) et de passer les marchés (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, réception des candidatures et des offres, rapport de présentation....) sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres.

Le coordonnateur se charge de la signature des marchés et de leur notification.

Les membres du groupement d'achat s'engagent à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution des marchés, et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés.

Le coordonnateur gère la mise en œuvre des clauses d'ajustement et de révision de prix, et réalise les avenants ; il centralise la procédure de reconduction expresse des marchés pluriannuels, ainsi que leur résiliation le cas échéant, après avoir consulté chaque membre du groupement.

Le coordonnateur gère les relations précontentieuses et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants et des recours contentieux formés par ou contre un membre du groupement à titre individuel.

Chaque membre du groupement restera maître de la bonne exécution du marché correspondant à ses propres besoins indépendamment des autres membres conformément à l'article 8 VII du code des marchés publics.

### **Article 3 - Adhésion et retrait du groupement**

Chaque membre adhère au groupement de commande par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant l'envoi de l'avis de publicité dont la date prévisionnelle sera communiquée aux membres du groupement.

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné. La délibération de retrait du groupement est notifiée au coordonnateur, en charge d'en informer le titulaire du marché.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

### **Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement**

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la fin des marchés, périodes de reconductions comprises.

### **Article 5 - Dispositions financières**

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incombent au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à la Commune de Montpellier.

### **Article 6 - Commission d'appel d'offres du groupement**

Sur le fondement de l'article 8 VII du Code des Marchés Publics, la commission d'appel d'offres de la Commune de Montpellier est reconnue compétente pour procéder à la désignation des titulaires des marchés.

A la demande des Communes membres, sur la base de l'article 23 du Code des Marchés Publics, le Maire de la commune de Montpellier pourra désigner par arrêté des personnalités représentant des communes en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Ces personnes n'auront qu'une voix consultative.

### **Article 7- Modifications de la présente convention**

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commande prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Fait à Montpellier, le .....

Pour la Commune de MONTPELLIER, Le Maire	Pour la Commune de VILLENEUVE LES MAGUELONE, Le Maire
---	--

Hélène MANDROUX

Noël SEGURA

Pour la Commune de JACOU,  
Le Maire

Pour la Commune de SAINT-BRES,  
Le Maire

Renaud CALVAT

Laurent JAOUL

Pour la Commune de SAINT-JEAN-  
DE-VEDAS,  
Le Maire

Pour la Commune de PIGNAN,  
Le Maire

Isabelle GUIRAUD

Michelle CASSAR

Pour la Commune de PRADES-LE-LEZ,  
Le Maire

Pour la Commune de CASTELNAU-LE-LEZ,  
Le Maire

Jean-Marc LUSSERT

Jean-Pierre GRAND

Pour la Communauté d'Agglomération  
de MONTPELLIER  
Le Vice-président

Pour le Centre Communal d'Action Sociale de  
MONTPELLIER,  
La Vice-présidente

Pierre MAUREL

Christiane FOURTEAU

## Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

## Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération Grand Cœur

Hélène MANDROUX rapporte :

Dans le cadre du Renouvellement Urbain, pour le financement de l'opération Grand Cœur confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt de 4M€ auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec la Caisse des Dépôts et Consignations, la SERM a obtenu un Prêt Renouvellement Urbain Aménagement pour le financement de l'opération Grand Cœur, selon les caractéristiques suivantes :

- Montant : 4 M€,
- Périodicité des échéances : annuelle,
- Durée de la période d'amortissement : 4 ans  
dont 1 an de différé d'amortissement,
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat plus 60 pdb (soit 2,35% au 1er février 2013)
- Taux annuel de progressivité des échéances : de 0% maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat en cas de variation du livret A, taux actuel 1,75%),
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%
- Caution bancaire auprès de la caisse d'Épargne : 20% soit 800 000€ (conditions : 0,65% du capital restant dû, durée 4 ans, frais de dossier 0.1%)

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés

Cette garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 3 200 000 €.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt, jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, à hauteur d'un montant de 3 200 000 €, aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



The image shows a circular official seal of the 'MAIRIE de MONTPELLIER'. Overlaid on the seal is a large, fluid handwritten signature in black ink. Below the seal, the name 'Hélène MANDROUX' is printed in a bold, sans-serif font.

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 26 mars 2013**

**Conseil Municipal 25 mars 2013**  
**Décisions prises par Madame le Maire**  
**depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal**

**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du**  
**Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

<b>Numéro de la décision</b>	<b>Synthèse de la décision</b>
----------------------------------	--------------------------------

2012/0478	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Laurence COLAS
2012/0492	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SAS FONCIA LMG
2012/0498	De conclure, suite au marché concernant l'aménagement du Pont des Pradiers et la mission de maîtrise d'oeuvre avec la société SAFEGE, l'avenant n°1 qui fixe le coût prévisionnel des travaux à 700 000 euros HT ainsi que le forfait définitif de rémunération de SAFEGE à 80 500 euros HT
2012/0500	D'attribuer à la société BIOFAQ le marché concernant les analyses d'autocontrôle de la cuisine centrale, des restaurants scolaires, des crèches et des multi-accueils de la Ville pour un montant de 45 000.00 € HT par an
2012/0501	D'attribuer les lots 1 (études urbaines et paysagères) et 2 (études VRD) du marché à bon de commande "Réalisation d'études préalables relatives à des opérations d'aménagement", respectivement à M. Nicolas BOUDIER de l'Atelier A5 pour un montant compris entre 40 000 € HT et 60 000 € HT et au bureau d'étude SITETUDES pour un montant compris entre 10 000 € HT et 20 000 € HT
2012/0502	D'attribuer le marché concernant l'abonnement à la base de données juridiques et publication des Jurisclasseurs à la société LEXIS NEXIS pour un montant de 15 846 € HT
2012/0503	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL ZAMGI
2012/0504	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SOCIETE GROUPE CONFIANCE
2012/0505	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Laurence COLAS



2012/0506	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SMACL et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PUIDDEMONT-GENTILI
2012/0507	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans une affaire d'occupation illicite de l'espace Rock de Grammont
2012/0508	D'attribuer le lot 10 Chauffage-ventilation-plomberie dans le cadre des marchés liés à la construction de la salle de boxe Jean FARRE, à l'entreprise SOLANREF, pour un montant total H.T de 57 423,60 €
2012/0509	D'attribuer le marché à la société SOX & FOX pour la réalisation de visuels, documents de présentation (infographie/cartographie) pour un montant compris entre un minimum de 5000 € H.T. et un maximum de 35 000 € H.T, la première année. Les années de reconductions éventuelles sont comprises entre 500 € H.T. et 15 000€ H.T.
2013/0002	D'attribuer à la société BBS Conseil le marché pour la réalisation de comptages directionnels et d'enquêtes de stationnement pour un montant compris entre 2000 et 50 000 €
2013/0007	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Commune c/ ASSOCIATION DES RIVERAINS DE LA RUE LEVAT
2013/0008	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ TAUZIN Marc
2013/0009	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SPIE S.A
2013/0010	Suite au jugement du tribunal administratif du 09 novembre 2012 rendu dans le contentieux opposant la Ville à l'ordre des architectes du Languedoc Roussillon à propos de la réalisation du groupe scolaire Cheng Du il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille
2013/0011	D'annuler la décision 2012/0490 concernant l'attribution d'un marché d'acquisition et de mise en œuvre d'un logiciel de gestion des régies suite à une erreur de raison sociale de prestataire
2013/0012	D'attribuer le marché "Achat de 234 caveaux funéraires en béton gris" à la société STRADAL, pour un montant de 122 850 € HT
2013/0013	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant la location de films pour le cinéma Nestor Burma, pour un montant global maximum de 45 000 € HT, aux différents distributeurs de film présents sur le marché
2013/0014	Dans le cadre de la consultation pour l'acquisition et la mise en œuvre d'un logiciel de gestion des régies, il est proposé d'attribuer le marché à la Société GFI PROGICIELS, pour un montant de 134 303.60 € HT pour une durée maximale de 3 ans
2013/0015	D'attribuer le marché à bons de commande sans minimum mais avec un maximum de 40 000 Euros H.T. pour le nettoyage intérieur des véhicules de service de la Police Municipale, au centre de nettoyage automobile AUTO NICKEL pour une durée de 48 mois
2013/0016	De signer la convention d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique et d'utilisation de connectivités optiques, entre la Ville de Montpellier et COMPLETEL, pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans

2013/0017	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ FREZABEU LILIANE
2013/0018	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL "PIZZA LE VALENTINO"
2013/0019	Au regard du fonctionnement de la régie de recettes et d'avances de l'Espace Jeunesse, il est nécessaire de reprendre l'ensemble des dispositions relatives à celle-ci, en modifiant et en complétant son cadre juridique
2013/0020	De signer l'avenant n° 1 au marché concernant le traitement des espaces paysagers conclu avec l'entreprise Atelier Sites pour un montant supplémentaire de 13 081,64 € H.T. ce qui porte le marché à 71 391,64 € HT
2013/0021	Attendu qu'il est nécessaire d'adapter l'organisation des régies à celle du service Occupation du Domaine Public, il convient de créer une régie de recettes pour l'encaissement des produits relatifs aux étalages.
2013/0022	D'attribuer les marchés "achat de matériel de puériculture et de mobilier pour les crèches" aux sociétés : - SARL BEBE 34, lot 1, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 20 000.00€ HT. - WESCO, lot 2, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 37 000.00€ HT. - STE MATHOU, lot 3, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 17 000.00€ HT. - CAMEL DIAM, lot 4, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 11 000.00€ HT. Ceux sont des marchés uniques à bons de commandes passés pour une durée de 1 an à compter de sa notification.
2013/0023	De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et MIT pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans
2013/0024	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée pour la réalisation d'objets lumineux pour la Panacée à M. Sébastien Cordolèani pour un montant de 21 800 € HT
2013/0025	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de Mr Samuel GOUDOU située 22 rue Guillaume Pellicier (lots 11, 12, 13), cadastrée section IZ 148, pour un montant de 56.050 € plus 5.000 € de commission.
2013/0026	D'exercer le droit de préemption, pour le Compte de la SERM, sur la propriété des Epoux DURAND située 99 rue de la Castelle, cadastrée section OI 181, pour un montant de 220.125 € plus 29.900 € de commission.
2013/0027	D'attribuer le marché de «Licences, maintenance et prestations logiciel Transform» à la société DS Informatique Diffusion Sarl Pronews pour un montant total de 7500 € HT pour les licences, un montant annuel de maintenance de 4500 € HT (révisable selon l'indice Syntec) et un tarif de 950 € HT par journée de prestations et une durée d'un an reconductible trois fois par tacite reconduction
2013/0028	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant la scénographie, création graphique et supports de communication pour la Comédie du Livre 2013 à Mme Aurélie TORRE pour un montant de 27 000 € HT

2013/0029	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant la mission d'attaché de presse pour six expositions photographiques au Pavillon Populaire à l'agence Catherine Philippot Relations Media pour un montant de 60 000 € HT
2013/0030	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée concernant la conception et réalisation du site Internet de la Panacée à la société ABRèGe pour un montant de 31 200 € HT
2013/0031	D'attribuer le marché concernant la prestation de mise en place des salles de restauration et nettoyage des locaux des centres de loisirs à la société Cleaning Bio, pour une durée allant jusqu'à la rentrée de septembre 2013 pour un montant maximum de 40 000 euros HT
2013/0032	D'attribuer le marché "Achat de mobiliers de bureau avec prestation connexe" à la société ADELIE, pour un montant maximum de commandes de 85 000 € HT. C'est un marché unique à bon de commandes passé pour une durée de 2 ans à compter de sa notification.
2013/0034	D'attribuer le marché à l'entreprise TGH Languedoc pour "la réalisation d'un mur de clôture du parc de la Guirlande" pour un montant HT de 33 901 euros
2013/0035	Considérant la nécessité d'intégrer le virement d'organismes sociaux dans les recettes autorisées, et le besoin de remettre à jour les décisions relatives aux régies des crèches et des Haltes-garderies, du Service Enfance de la Ville de Montpellier, il convient de reprendre en une décision unique la liste des régies de la petite enfance, ainsi que les règles s'appliquant à celles-ci.
2013/0036	Considérant la création de la régie « étalages » pour l'Occupation du Domaine Public, il convient de réduire le montant maximum des recettes autorisées pour la régie Terrasses Secteur 2 en reprenant l'intégralité de la décision.
2013/0038	D'attribuer le marché "Achat de boissons" à la société JEX, pour un montant maximum de commandes de 85 000.00€. C'est un marché unique à bon de commandes passé pour une durée d'un an à compter de sa notification.
2013/0039	De signer une convention de participation au coût des équipements publics de la ZAC du Coteau par M. RIGAIL qui prévoit l'extension de sa maison d'habitation.
2013/0040	De conclure avec Madame RIGAL une convention d'occupation précaire et révocable du domaine public pour l'occupation d'une maison située 18 rue St Cléophas, dans l'attente de trouver un autre logement. Cette maison était attribuée comme logement de fonction dans le cadre de son emploi de gardien du stade Sabathé à Monsieur RIGAL décédé début décembre 2012.
2013/0041	D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour Monsieur le Chef de Cabinet Adjoint, pour la période 2013-2014, pour un montant de 635 € TTC.
2013/0042	D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour Monsieur le Directeur du Cabinet, pour la période 2013-2014

**Contentieux**  
**Ville de Montpellier c/ Laurence COLAS**  
**CPAM Hérault**

**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que, par recours n°21201213 déposé le 17 juillet 2012, Madame Laurence COLAS a saisi le Tribunal des affaires de sécurité sociale de l'Hérault ; elle demande que la CPAM reconnaisse qu'elle a été victime d'un accident de travail ; elle demande par ailleurs la reconnaissance d'une faute de la Commune en la matière et par conséquence des dommages et intérêts ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 24/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le 25/11/2013  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Ville c/ SAS FONCIA LMG**  
**Appel contre le jugement du Tribunal de Grande**  
**Instance du 12 décembre 2012 au sujet de la TLPE**

**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par jugement du 12 décembre 2012 le Tribunal de Grande Instance de Montpellier a recalculé la taxe locale sur la publicité extérieure due par SAS FONCIA LMG ;
- Qu'il est nécessaire d'interjetter appel et de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 24/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 25/11/2013  
Notifiée le :

**MARCHE N°0M119055**  
**AMENAGEMENT DU PONT DES PRADIERS**  
**MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE**  
**APPROBATION ET AUTORISATION**  
**DE SIGNER L'AVENANT N°1**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2178 du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par décision du 5 juillet 2010, Madame le Maire a autorisé la signature d'un marché de service N°0M119055 – Aménagement du Pont des Pradiers- Mission de maîtrise d'œuvre avec la société SAFEGE
- Que conformément à l'article 7 du CCAP, « après réception de l'Avant projet par le maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter ainsi que le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre »
- Qu'à l'issue des études d'avant projet, le montant prévisionnel des travaux est maintenu à 700 000€ HT
- Qu'il est proposé de maintenir le forfait définitif de rémunération de SAFEGE à 80 500€ HT

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le principe d'un avenant au marché de maîtrise d'œuvre fixant le montant prévisionnel des travaux et la rémunération de SAFEGE
- D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer l'avenant au marché et tous les documents relatifs à cette affaire

Montpellier, le 23/01/2013  
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Philippe THINES

Publiée le : 24/01/2013  
Notifiée le :



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

EXE10

## AVENANT N° 1

### A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

HOTEL DE VILLE DE MONTPELLIER  
Direction du Génie Urbain- Service Hydraulique Urbaine  
1, place Georges Frêche  
34 267 Montpellier CEDEX 2  
Tel : 04.67.34.70.00  
Fax : 04.99.58.87.54

### B - Identification du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

SAFEGE SA  
Le bruyère 2000- bât 1  
650 rue Henri Becquerel  
CS 79542  
34 961 MONTPELLIER CEDEX 2  
Tel : 04.67.81.89.10  
Fax : 04.67.81.86.21

### C - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

- Objet du marché public ou de l'accord-cadre : **Aménagement du Pont des Pradiers- Mission de Maîtrise d'œuvre**
- Date de la notification du marché public ou de l'accord-cadre : **13 juillet 2010**
- Montant initial du marché public ou de l'accord-cadre :
  - Taux de la TVA : **19.6%**
  - Montant HT : **80 500.00€ HT**
  - Montant TTC : **96 278.00€ TTC**

### D - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet de fixer le coût prévisionnel des travaux et ainsi rendre définitif le forfait de rémunération du titulaire du marché de maîtrise d'œuvre, SAFEGE.

Le montant prévisionnel des travaux initial s'élevait à 700 000€ HT soit 837 200€ TTC. A l'issue des études d'avant projet, le montant prévisionnel des travaux est maintenu à 700 000€ HT.

Le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre est également maintenu à 80 500€ HT.

- Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public ou de l'accord-cadre :  
(Cocher la case correspondante.)

☒ NON

☐ OUI

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : .....
- Montant HT : .....
- Montant TTC : .....
- % d'écart introduit par l'avenant : .....

Nouveau montant du marché public ou de l'accord-cadre :

- Taux de la TVA : .....
- Montant HT : .....
- Montant TTC : .....

#### E - Signature du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

#### F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

**Pour l'Etat et ses établissements :**

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : ..... , le .....

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

#### G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.



■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

Date de mise à jour : 30/11/2012.

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour les analyses d'autocontrôles de la cuisine  
centrale, des restaurants scolaires, des crèches et des  
multi-accueils de la ville**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2881 du 10 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'assurer les analyses d'autocontrôles de la cuisine centrale, des restaurants scolaires, des crèches et des multi-accueils de la Ville ;
- Qu'à la suite d'un avis public à la concurrence n° 2M948 conforme à l'article 28 du code des Marchés Publics en date du 10 octobre 2012, la société BIOFAQ, 26, boulevard Jeu de Paume, 34 000 Montpellier, a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- De confier les analyses d'autocontrôles de la cuisine centrale, des restaurants scolaires, des crèches et des multi-accueils de la Ville à la société BIOFAQ, 26, boulevard Jeu de Paume, 34 000 Montpellier, pour un montant de 45 000 € H.T. par an.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement :  
du service des Restaurants Scolaires : Nature : 6226      Fonction : 92251.1  
et du service Enfance : Nature : 6226      Fonction : 9264 .
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 24/01/2013  
Notifiée le :



**Marché à bon de commande n°2M991.  
Réalisation d'études préalables relatives à des  
opérations d'aménagement.  
Attribution des lots 1 (études urbaines et paysagères)  
et 2 (études VRD).**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'études préalables relatives à des opérations d'aménagement sur des secteurs restreints de la ville de Montpellier,
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études du 23 août 2012 au 18 septembre 2012 inclus, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, **M. Nicolas BOUDIER de l'Atelier A5** (ayant répondu au lot 1) et le bureau d'études **SITETUDES** (ayant répondu au lot 2) ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le lot 1 du marché précité à M. Nicolas BOUDIER de l'Atelier A5 pour un montant minimum de 40.000 € HT et de 60.000 € HT maximum ;
- d'attribuer le lot 2 au bureau d'études SITETUDES pour un montant minimum de 10.000 € HT et de 20.000 € HT maximum,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville.  
Nature : 2031 - Fonction : 908 241

Montpellier, le 28/01/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 29/01/2013  
Notifiée le :



**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**  
**Abonnement à une base de données juridiques**  
**Jurisclassseurs pour les Directions et Services de la**  
**Ville de MONTPELLIER**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R donnant délégation à M. Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire l'abonnement à une base de données juridiques en ligne et notamment l'accès aux publications des jurisclassseurs, à destination des élus et agents des directions et services de la Ville de Montpellier ;
- Que la consultation a fait l'objet d'un marché passé en procédure adaptée sans publicité ni mise en concurrence (2M1442) au sens des articles 28 du Code des Marchés Publics, dernier alinéa notamment dans les situations décrites au II de l'article 35 ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à la Société LEXIS NEXIS, sise 141 rue Javel – 75747 PARIS CEDEX 15, pour l'abonnement à la base de données juridiques et publications des Jurisclassseurs, pour un montant de 15 846 € H.T. ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le Budget Primitif de la Ville, compte par nature 6182 Fonction 920200 .
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à ce marché.

Montpellier, le 14/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 15/12/2013

Notifiée le :

**MONTPELLIER c/ SARL ZAMGI**  
**Fixation du prix du bien préempté, cadastré HV n°489,**  
**devant le juge de l'expropriation**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

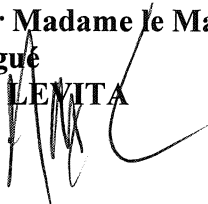
- Que la Ville a décidé de préempter le bien de la SARL ZAMGI, cadastré HV n°489, situé 37 Boulevard du Jeu de Paume ;
- Qu'aucun accord amiable n'ayant été obtenu, le juge de l'expropriation a été saisi pour fixer le prix ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *24/01/2013*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : *25/01/2013*  
Notifiée le :

**Contentieux  
MONTPELLIER c/ SOCIETE GROUPE  
CONFIANCE**

**Recours pour excès de pouvoir contre la déclaration  
préalable DP 34172 12 0277**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 04 Juillet 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à l'indivision HUBERT une déclaration préalable visant à réaliser une division parcellaire au n°966 avenue des Centrayrargues ;
- Que la SOCIETE GROUPE CONFIANCE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, enregistrée le 24 octobre 2012 sous le n°1205162-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 24/11/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 25/11/2012  
Notifiée le :

## **CONTENTIEUX**

### **MONTPELLIER c/ Laurence COLAS SANCTION DISCIPLINAIRE**

#### **Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Madame Laurence COLAS a saisi, le 26 décembre 2012, le Tribunal administratif de Montpellier, sous le n°1205557-3, aux fins d'annulation de l'arrêté municipal du 06 novembre 2012 portant sanction disciplinaire du 1<sup>ère</sup> groupe à son encontre ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *24 / 11 / 2013*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : *25 / 11 / 2013*  
Notifiée le :



**ASSURANCE  
RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE  
AFFAIRE PUIDDEMONT-GENTILI**

**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que l'enfant Florian GENTILI a été victime d'un accident dans la cour de l'école primaire Pierre Ronsard le 21 juin 2007 lors de la récréation (service cantine).
- Que Madame PUIDDEMONT impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance pour le compte de son fils Florian ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire de la SMACL – 141 avenue Salvador Allende 79031 Niort cedex 9 – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 24/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 25/11/2013  
Notifiée le :



**Contentieux  
Procédure d'expulsion  
Occupation illicite de l'espace Rock de Grammont  
Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que l'espace Rock de Grammont est occupé de manière illégale par un grand nombre de caravanes et véhicules
- Qu'une manifestation sportive doit être organisée dans les prochains jours sur ce site ;
- Qu'il convient de mettre fin à cette occupation en procédant à l'expulsion des occupants ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 24/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 25/11/2013  
Notifiée le :



**Marché lancé selon une procédure adaptée  
Relance lot 10 Chauffage-Ventilation-Plomberie  
Construction salle de boxe Jean FARRE  
Autorisation de signature**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2583 en date du 4 octobre 2012 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL ;
- Vu l'absence de Monsieur Patrick VIGNAL ;
- Vu les délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à l'entreprise SOLANREF le lot 10 – Chauffage –Ventilation-Plomberie, pour la construction de la salle de boxe Jean FARRE après relance de ce lot déclaré infructueux par le pouvoir adjudicateur à l'ouverture des plis du 20 novembre 2012;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 28 novembre 2012 conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, l'entreprise SOLANREF a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché de travaux Chauffage-Ventilation -Plomberie précité à l'entreprise SOLANREF - 320 rue de la Garriguette – 34130 Saint Aunès pour un montant de 57 423.60 H.T. ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire, et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier – Direction de la Jeunesse Sports Emploi Logement :

Programme : 2011AP23

Fonction 92411

Nature : 213.5

Montpellier, le 11/21/2013

Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Publiée le : 12/21/2013

Notifiée le :

**ABROGE ET REMPLACE LA DECISION 2012/354**  
**Réalisation de visuels, de documents de présentation**  
**(infographie/cartographie)**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2180/T/R du 1 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Christian BOUILLE, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- que la décision n° 2012/354 doit être abrogée et remplacée
- que les missions de Grand Cœur nécessitent d'être présentées de manière pédagogique aux différents publics ;
- qu'il convient d'actualiser un ensemble de document permettant d'assurer un suivi des actions de la mission Grand Cœur ;
- qu'une consultation a eu lieu avec une procédure adaptée en application de l'article 28 du code des marchés publics et suivant les dispositions de l'article 77-1 du code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande ;
- que la société SOX & FOX a présenté l'offre la plus adaptée techniquement et économiquement cohérente ;

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché à la société SOX & FOX représentée par M. SIMON et Mme RIEDENGER pour la réalisation de visuels, documents de présentation (infographie/cartographie) pour un montant compris entre un minimum de 5000 € H.T. et un maximum de 35 000 € H.T, la première année. Les années de reconductions éventuelles sont comprises entre 500 € H.T. et 15 000 € H.T. ;
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et tous les documents relatifs à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville aux chapitres 903 et 908 du budget investissement et aux chapitres 923 et 928 du budget fonctionnement de la mission Grand Cœur.

Montpellier, le

 06/02/2013  
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Christian BOUILLE

Publiée le : 07/02/2013  
Notifiée le :

**Marché n°2M1689**  
**"Comptages directionnels et enquêtes de  
stationnement"**  
**Attribution de marché**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder au lancement d'un marché à bons de commande pour la réalisation de comptages directionnels et d'enquêtes de stationnement ;
- que la consultation de bureaux d'études, qui s'est déroulée du 26/10/12 au 23/11/12, pour le marché n°2M1689 a été organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics ;
- que BBS Conseil a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché n°2M1689 à BBS Conseil pour un montant annuel HT minimum et maximum compris entre 2000 euros et 50 000 euros ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, l'exécution et le règlement dudit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 investissement de la Ville.

Fonction 908241

Montpellier, le 29 / 11 / 2013

Pour Madame le Maire, le Premier Adjoint

  
Serge FLEURENCE

Publiée le : 30 / 11 / 2013  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**COMMUNE DE MONTPELLIER c/ ASSOCIATION  
DES RIVERAINS DE LA RUE LEVAT**  
**Requêtes en annulation et suspension du permis de  
construire n° PC 34172 11 V0417**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 12 novembre 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la société CIRMAD GRAND SUD dans l'optique d'édifier un ensemble immobilier de logements, bureaux, hôtel et restaurant au 11 rue Pagezy, 21 rue Jules Ferry et 58 rue Alexandra David Neel ;
- Que l'ASSOCIATION DES RIVERAINS DE LA RUE LEVAT a déposé deux requêtes auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER. La première, en date du 09/01/2013, référencée n°1300092-1, visant à annuler l'arrêté. La seconde, en date du 10/01/13, référencée n° 1300093-1, visant à le suspendre ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans ces affaires.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de ces affaires;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 24/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 25/11/2013  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Ville de MONTPELLIER c/ TAUZIN Marc**  
**Recours pour excès de pouvoir contre le permis de  
construire PC 34172 12V0023**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

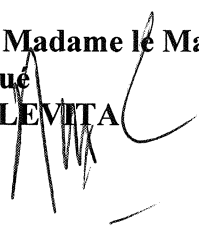
- Que par un arrêté du 12 juillet 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire n° PC 34172 12V0023 à la SCI AVENUE DE LA JUSTICE DE CASTELNAU ;
- Que M. TAUZIN MARC a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 27 décembre 2012 sous le n°1205590-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 24/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 25/11/2013  
Notifiée le :

**CONTENTIEUX  
Ville c/ SPIE S.A**

**Appel contre le jugement du 23 novembre 2012**

**Décision d'ester**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le Tribunal Administratif de Montpellier a, par jugement du 23 novembre 2012, donné raison à la société SPIE S.A sur le calcul des intérêts et notamment la date de départ du calcul des intérêts majorés ;
- Qu'il est nécessaire d'interjeter appel de ce jugement.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 24/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 25/11/2013  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Ville de Montpellier c/ ORDRE DES ARCHITECTES  
DU LANGUEDOC ROUSSILLON**  
**Décision de défendre**  
**Jugement du tribunal administratif en date du 09  
novembre 2012**  
**Appel devant la Cour administrative d'Appel de  
Marseille**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA ;

**Considérant :**

- Que par requête déposée le 24 juin 2011 devant le Tribunal administratif de Montpellier, l'ordre des architectes du Languedoc Roussillon a demandé l'annulation de la décision implicite de rejet ayant été opposée à sa demande d'annulation de la procédure de conception réalisation lancée pour la réalisation du groupe scolaire Cheng Du ;
- Que par jugement en date du 09 novembre 2012, le Tribunal Administratif de Montpellier a considéré que cette requête était opposable à la délibération du Conseil Municipal prise le 28 mars 2011 et a procédé à l'annulation de cette dernière ;
- Que ce jugement est contestable et qu'il convient donc d'interjeter appel devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille ;

**Décide en conséquence :**

- D'interjeter appel devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille du jugement rendu par le Tribunal Administratif de Montpellier le 09 novembre 2012 ;
- De défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau. Palies - Noy- Gauer et Associés ;
- De verser le cas échéant les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920200 ;

Montpellier, le 29/11/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Max LEVITA

Publiée le : 30/11/2013  
Notifiée le :



**ANNULATION DE LA DECISION 2012/0490  
CONCERNANT L'ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ  
PASSE SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE :  
ACQUISITION ET MISE EN OUVRE D'UN  
LOGICIEL DE GESTION DES REGIES**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**Considérant :**

**Que l'entreprise retenue dans le cadre du marché 2M67 a fait l'objet d'une dénomination erronée.**

**Décide en conséquence :**

D'annuler la décision n° 2012/0490

Montpellier, le 01/02/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 04/02/2013  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat de 234 caveaux funéraires en  
béton gris**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de 234 caveaux funéraires en béton gris pour les services de la Ville de MONTPELLIER, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA N° 2M1717), conformément aux articles 28 et 77 du codes des Marchés Publics, en date du 10 décembre 2012, la société STRADAL : 47 avenue des GENOTTES – 95 000 CERGY – SAINT CHRISTOPHE a présenté l'offre la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société STRADAL, pour un montant de 122 850 € HT ; durée d'exécution 4 mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement, nature 2188.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 05/02/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Max LEVITA

Publiée le : 06/02/2013

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: location de films pour le cinéma Nestor  
Burma**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le fonctionnement du cinéma municipal Nestor Burma implique la location des films auprès des différents distributeurs qui en détiennent les droits de diffusion ;
- Que la mise en concurrence de ces distributeurs est manifestement impossible et qu'en conséquence ce marché peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément à l'article 28 du code des marchés publics ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité (mapa 3B0059) aux différents distributeurs de films présents sur le marché, pour un montant global maximum de 45 000.00 € HT pour l'année 2013 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04/02/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 05/02/2013  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Acquisition et mise en oeuvre d'un logiciel de  
gestion des régies**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire,

**Considérant :**

- Qu'il convient d'informatiser la gestion des régies de la Ville de Montpellier.

Ce marché se décompose en plusieurs tranches :

Tranche ferme : Acquisition d'un logiciel de gestion des régies pour les Maisons Pour Tous et les Accueils de Loisirs Sans Hébergement.

Tranche conditionnelle 1 : Interface avec le logiciel de gestion financière.

Tranche conditionnelle 2 : Déploiement du logiciel sur les régies des crèches et haltes garderies.

Tranche conditionnelle 3 : Déploiement du logiciel sur la régie des restaurants scolaires.

- Que conformément à l'article 28-II du Code des marchés Publics, la Société GFI PROGICIELS, sise 145 boulevard Victor Hugo 93 400 Saint-Ouen, a présenté une offre économiquement avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- De retenir l'offre de la Société GFI PROGICIELS pour un prix global forfaitaire d'un montant de 134 303.60 euros HT soit 160 627.11 euros TTC. Le marché est conclu pour une durée maximale de 3 ans ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville au chapitre 900 ;

Montpellier, le 01/02/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 04/02/2013  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché concernant  
le Nettoyage Intérieur des Véhicules de Service  
de la Police Municipale  
Autorisation de signer le Marché**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire, un marché de services concernant le nettoyage intérieur des véhicules de service de la Police Municipale ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 04 janvier 2013 pour un marché à procédure adaptée immatriculé 2M2083, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, le Centre de nettoyage automobile AUTO NICKEL sis 12 rue Fonck – 34130 Mauguio a présenté une offre acceptable ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande précité pour un montant sans minimum et un maximum de 40 000,00 Euros H.T. au Centre de nettoyage automobile AUTO NICKEL sur une durée de quarante-huit mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction 921 120 - Nature : 61551 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01/02/2013

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Régine SOUCHE

Publiée le : 04/02/2013  
Notifiée le :



**PEGASE**  
**Convention d'accès au Nœud de Raccordement**  
**EUREKA**  
**Ville de Montpellier – COMPLETEL**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 2012/640 en date du 17 décembre 2012 relative aux tarifs de la Ville de Montpellier ;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- **Que** la Ville de Montpellier a aménagé le parc technologique Euréka avec une infrastructure de télécommunications très haut débit. Celle-ci est composée d'un nœud de raccordement optique et d'un ensemble de câbles optiques qui irriguent tous les bâtiments du parc Euréka. Cette infrastructure est destinée aux opérateurs de télécommunications qui pourront proposer aux entreprises du parc Euréka des services très haut débit sur les liens tout optique.
- **Que** pour les besoins de ses clients sur le parc Euréka, l'opérateur COMPLETEL a sollicité de la Ville la mise à disposition de connectivités optiques de son réseau Pégase.
- **Qu'**après négociation, COMPLETEL a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit (valeurs base octobre 2008) :
  - Frais d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique : 1 000€ HT/baie/an
  - Utilisation de connectivité optique, prise optique, 75€ HT/prise/mois
  - Frais d'accès au service de la prise optique 100€ HT/prise, frais de couverture supplémentaire sur proposition de la Ville
  - Durée dix ans

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre COMPLETEL et la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 11/21/2013**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 12/21/2013**  
**Notifiée le :**

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Michaël Delafosse, the delegated adjoint mentioned in the text above. The signature is written in a cursive, flowing style.



**CONVENTION D'ACCES A LA BOUCLE LOCALE  
OPTIQUE DE LA VILLE DE MONTPELLIER DANS LA  
ZONE D'INFLUENCE DU NŒUD DE RACCORDEMENT  
OPTIQUE EUREKA  
VILLE – COMPLETEL**



**Entre les soussignés :**

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER sise au 1, place Georges Frêche, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

**COMPLETEL**, Société par Actions Simplifiée, au capital de 146 648 525,88 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 418 299 699, dont le siège social est situé 5 place de la Pyramide, Tour Ariane, 92088 La Défense, représentée par Monsieur Eric Denoyer, en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes.  
ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

## **SOMMAIRE**

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT .....	4
ARTICLE 1 - DEFINITIONS .....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS FOURNIES .....	5
ARTICLE 4 - DESTINATION DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION .....	5
ARTICLE 5 - TRAVAUX D'INSTALLATION.....	5
ARTICLE 6 – ACCES .....	5
ARTICLE 7 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES.....	6
ARTICLE 8 - SOUS-CONCESSION.....	6
ARTICLE 9 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES .....	6
ARTICLE 10 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....	7
ARTICLE 11 - MODIFICATION DES LIAISONS.....	9
ARTICLE12 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES .....	9
ARTICLE 13 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	11
ARTICLE 14 - CONTROLE DE LA VILLE.....	11
ARTICLE 15 - CESSIION DE LA CONVENTION .....	11
ARTICLE 16 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION.....	11
ARTICLE 17 - RESILIATION .....	11
ARTICLE 18 - REGLEMENT DES LITIGES.....	12
PROCEDURE D'ACCES ET DE SORTIE DU NRO .....	18

## IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

### Préambule

La Ville de Montpellier a aménagé le parc technologique Euréka avec une infrastructure de télécommunication très haut débit. Celle-ci est composée d'un nœud de raccordement optique et d'un ensemble de câbles optiques qui irrigue tous les bâtiments du parc Euréka.

Cette infrastructure est destinée aux opérateurs de télécommunications qui pourront proposer aux entreprises du parc Euréka des services très haut débit sur les liens tout optique déployés par la Ville.

La présente convention s'adresse aux exploitants de réseaux ouverts au public, déclarés auprès de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ci-après désignés "opérateurs".

La convention décrit les conditions techniques et financières pour la mise à disposition de la boucle locale optique du parc Euréka et d'un espace d'hébergement dans le nœud de raccordement « NRO Euréka ».

Pour proposer ses services sur fibre optique, Complétel a sollicité de la Ville la mise à disposition de connectivités optiques sur le parc technologique Euréka.

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

### **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur la boucle locale optique entre le NRO Euréka et les bâtiments situés dans le parc Eureka (défini en annexe2). Tout d'autre demande fera l'objet d'une proposition spécifique.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties

s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

### **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS FOURNIES**

La mise à disposition de services de la boucle locale optique Euréka à l'opérateur fait l'objet des prestations décrites ci-après.

#### **1- Service de connectivité optique**

Il s'agit de la fourniture de liaison(s) optique(s) depuis l'emplacement mis à disposition de l'opérateur dans le NRO jusqu'au point de terminaison du client de l'opérateur situé dans la zone d'influence du NRO.

#### **2 - Service d'hébergement**

Ce service est indissociable de l'offre de connectivité optique, un opérateur ne peut bénéficier de ce service sans mise à disposition de connectivité(s) optique sur le parc.

L'hébergement correspond à la mise à disposition d'un emplacement dans le NRO. Celui-ci est composé d'une baie raccordée sur la boucle locale optique du parc Euréka et d'une liaison optique du réseau haut débit municipal Pégase. Celle-ci est composée d'une fibre optique jusqu'au point de raccordement entre Pégase et le point de présence de l'opérateur, sans coût supplémentaire si le point de présence de l'opérateur est déjà sur Pégase, sinon les travaux de raccordement sont à la charge de l'opérateur.

L'offre d'hébergement dans le NRO Euréka correspond à la mise à disposition :

- d'une baie 600 x 600, selon le plan d'occupation joint en annexe1, alimentée en 220 VAC,
- d'un accès permanent 24h/24 dans le local d'hébergement.

### **ARTICLE 4 - DESTINATION DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION**

Les emplacements visés ci-dessus sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandises ou réception de clientèle quelconque. En conséquence, la présente convention n'est pas soumise aux dispositions de l'article L145-1 et suivants du code de commerce, et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale pour la société.

### **ARTICLE 5 - TRAVAUX D'INSTALLATION**

L'opérateur devra procéder à l'installation de ses équipements techniques, en respectant strictement les normes en vigueur et les règles de l'art. L'exécution de ces travaux sera à sa charge exclusive. Il lui appartient de maintenir ses propres équipements en état de fonctionnement à partir de l'énergie électrique fourni par la Ville.

### **ARTICLE 6 – ACCES**

Après signature de la présente la Ville donnera à l'opérateur la procédure d'accès aux NRO Euréka afin qu'ils puissent entretenir ses équipements.

La Ville pourra refuser l'accès à toute personne qui ne produit pas le justificatifs d'identification appropriés démontrant qu'elle est un contractant désigné. En tout état de cause, la Ville pourra refuser l'accès à son NRO à toute personne dont le comportement est raisonnablement considéré par le représentant de la Ville comme susceptible de perturber l'exploitation du NRO.

L'opérateur sera responsable à l'égard de la Ville des contractants désignés qui entrent dans le NRO et devra s'assurer que ces personnes respectent la procédure d'accès.

La Ville pourra périodiquement modifier les droits d'accès définis dans les présentes conditions d'accès en raison de travaux, pour des raisons de sécurité ou à des fins de gestion, à condition que ces modifications ne diminuent pas de manière substantielle les droits de l'opérateur liés à l'utilisation de l'espace qui lui sont concédés par les présentes conditions.

Le client n'autorisera, ne permettra et ne fera rien dans le NRO qui puisse endommager les appareils et équipements de la Ville ou des autres opérateurs. Il devra s'assurer qu'il n'empêche, ne perturbe, n'interfère ou n'interrompt, à aucun moment, au plan électrique ou physique, l'exploitation des équipements de communication de la Ville ou de tout autres opérateurs. Il s'engage à réparer immédiatement toute défaillance de son équipement qui cause ou pourrait causer ladite interférence. Nonobstant ce qui précède, lorsque l'opérateur n'intervient pas ou retarde son intervention ou la réparation de l'interférence, la Ville pourra (mais elle n'y sera pas obligée) prendre toutes les mesures raisonnables pour empêcher ou remédier à cette interférence et l'opérateur s'engage à rembourser la Ville des frais raisonnablement engagés à cet effet.

## **ARTICLE 7 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES**

La Ville est propriétaire de l'ensemble des fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

## **ARTICLE 8 - SOUS-CONCESSION**

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

## **ARTICLE 9 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES**

### **9.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES**

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

### **9.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE**

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le

cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

### 9.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

### 9.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison sous un délai d'un mois selon les conditions définies ci-après :

- demande formalisée de l'opérateur à la Ville pour la mise à disposition d'une connectivité optique (nom du client, adresse,...)
- visite technique préalable du point de livraison du client
- accord de la ville sur la faisabilité technique
- accord du propriétaire pour l'utilisation des installations de télécommunication à l'intérieur du domaine privé.

## ARTICLE 10 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

### 10.1 : EXPLOITATION

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

### 10.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

### 10.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur les points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

#### 10.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17/ 04 67 34 70 33

Courriel : [eric.alabert@ville-montpellier.fr](mailto:eric.alabert@ville-montpellier.fr), [alain.flottes@ville-montpellier.fr](mailto:alain.flottes@ville-montpellier.fr)

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est du à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

#### 10.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 10.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

### **ARTICLE 11 - MODIFICATION DES LIAISONS**

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 17 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

### **ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

Les tarifs sont établis à partir d'une délibération du Conseil municipal dans sa séance du 17 décembre 2012 « tarification des services du nœud de raccordement Euréka » et repris dans le tableau ci-dessous.



Service d'hébergement	1 000 €HT/an/baie
Service de connectivité optique	75€HT/mois/point de terminaison
Frais de mise en service connectivité optique	100 €HT/point de terminaison
Liaison optique terminale entre la colonne montante et le client si celle-ci excède 15 mètres	Sur proposition de la ville

Le montant annuel de la redevance étant fonction du nombre de point de terminaison alloué à l'opérateur par mois, il est convenu que le calcul annuel de la redevance serait obtenu en multipliant le nombre de point de terminaison au prorata temporis par le prix de service de connectivité optique. Un tableau synthétisant le nombre de point de terminaison et les dates de mise en service est annexé à la convention. Celui-ci est mis à jour par les services de la Ville et transmis à l'opérateur à chaque modification.

#### Paielement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable "NRO\_Complétel" qui sera adressé à :

COMPLETEL  
Comptabilité Fournisseurs  
10 rue Albert Einstein  
Champs-Sur-Marne  
77437 MARNE-LA-VALLEE Cedex 2

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition et selon le nombre de prises optiques mise à disposition de l'opérateur telle que définie dans l'annexe 3, annexe mise à jour mensuellement.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

#### Variation des redevances

Les tarifs ci-dessus évolue au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$P = P_0 \frac{TP01}{T0P01}$  dans laquelle :

- **P** est le prix actualisé;
- **P<sub>0</sub>** le prix de référence (valeur décembre 2008);
- **TP01** est la dernière valeur considérée de l'indice « prix du génie civil index général tous travaux »,
- **T0P01** est la valeur du même indice du mois d'octobre 2008 soit 627,9.

### **ARTICLE 13 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

### **ARTICLE 14 - CONTROLE DE LA VILLE**

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

### **ARTICLE 15 - CESSION DE LA CONVENTION**

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

### **ARTICLE 16 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'annexe 3 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

### **ARTICLE 17 - RESILIATION**

#### **17.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

A ce titre la Ville se réserve le droit de vérifier auprès de l'opérateur que toutes les connectivités optiques mises à disposition délivrent bien un service de télécommunication aux clients du parc Euréka. Dans le cas contraire la Ville pourra procéder à la résiliation de la connectivité optique.

#### 17.1.1: Dans l'intérêt général

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

#### 17.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

#### 17.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

#### 17.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée, ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

#### 17.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire, à défaut les équipements deviennent la propriété de la Ville.

### 17.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

#### 17.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### 17.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

## **ARTICLE 18 - REGLEMENT DES LITIGES**

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

#### Liste des annexes :

Annexe n°1 : plan local NRO

Annexe n°2 : plan parc Euréka et zone d'influence du NRO  
Annexe n° 3 : Tableau raccordement bâtiment de l'opérateur  
Annexe n° 4 : Règlement intérieur NRO

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour Madame le Maire  
de la Ville de Montpellier  
L'Adjoint Délégué

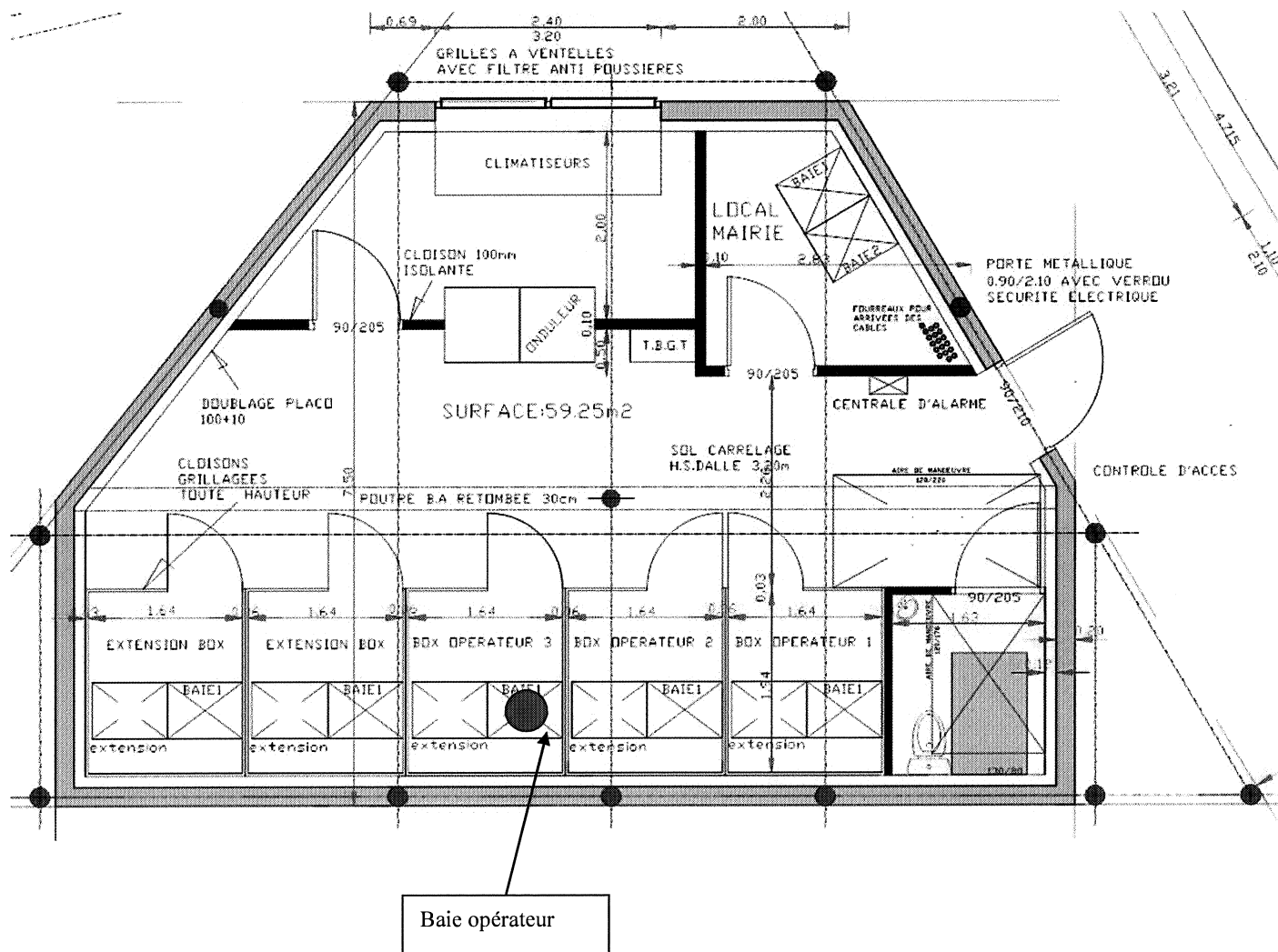
Pour l'opérateur

Michaël DELAFOSSE

## ANNEXE 1

### Plan Nœud de raccordement optique

#### Emplacement baie opérateur



## ANNEXE 2

### Plan Parc Euréka



## ANNEXE 3

### TABLEAU RECAPITULATIF DES CONNECTIVITES ACTIVES DE L'OPERATEUR

**Ce tableau servant de base au calcul de la redevance sera mis à jour  
mensuellement par le service Réseaux et Télécom de la Ville.**

Nom entreprise	adresse	Nombre prises optique	Date mise en service	observation
	Rattaché au Parc Euréka			FAS
Complétel	Parc Club millénaire	1	01/07/2012	1 790 €net toute charge
Bio Synergie Id1613 & 2038	Millénaire	1	01/11/2012	2900 € net de charge
CG34_AT ID1697	Millénaire	1	01/11/2012	2 000€ net de charge
CG34_CER ID1644	Millénaire	1	01/11/2012	3 883 net de charge
Alsthom ID3044	Euréka	1	01/04/2013	100 €net decharge

## **ANNEXE 4**

### **Règlement intérieur NRO Euréka**

#### **Hygiène et Sécurité**

La Ville met en place les règles suivantes afin de respecter la législation locale et nationale, les principes généraux applicables en matière de travaux d'installation, de conditions de travail, de sécurité et de lutte contre l'incendie. Chaque personne pénétrant à l'intérieur du NRO Euréka devra respecter ce règlement intérieur.

**SEULS LES CLIENTS AUTORISES ET LES EMPLOYES** sont admis dans le NRO. Chaque visiteur doit avoir une carte d'accès individuelle. Vous devrez vous identifier auprès du personnel télécom de la Ville dès que la demande vous en est faite. Vous ne pourrez pénétrer dans le NRO qu'après avoir lu ces instructions d'hygiène. L'accès aux autres baies est interdit.

**INFORMER SI POSSIBLE LE PERSONNEL DE MAINTENANCE DES BIENS QUE VOUS AMENEZ ET SORTEZ DU BATIMENT.**

**ANNONCER SI POSSIBLE VOTRE ARRIVEE 24 HEURES A L'AVANCE.**

Chaque intervenant doit badger en entrant dans le NRO, désactiver l'alarme intrusion.  
Chaque intervenant doit activer l'alarme intrusion en sortant du bâtiment.

**EVITER LES SITUATIONS DANGEREUSES.** Ne pas utiliser d'équipement qui pourrait représenter un danger pour l'hygiène. En cas de doute, veuillez consulter le Responsable des Installations.

**FERMER LES PORTES.** Les portes intérieures doivent rester fermées à tout moment. La porte extérieure doit demeurer fermée et verrouillée pour des raisons de sécurité.

**EVACUATION IMMEDIATE LORSQUE L'ALARME SONNE.**

**IL EST INTERDIT DE PRENDRE DES PHOTOGRAPHIES SOUS QUELQUE FORME QU'ELLE SOIT SANS AUTORISATION ECRITE DE LA VILLE.**

**CONSERVER LA PROPRETE DES LOCAUX, NE PAS FUMER.. NE PAS APPORTER DE NOURRITURE.**

**TOUTE ACTIVITE ENTRAINANT LA CREATION DE PARTICULES DE POUSSIERE EST INTERDITE.**

**LAISSER LES EMBALLAGES DU MATERIEL A L'EXTERIEUR DU NRO.** Les emballages du Matériel devront être enlevés des locaux.

**LE STOCKAGE DU MATERIEL EST INTERDIT**

**SIGNALER TOUTE IRREGULARITE ET ALARME** au service télécom de la Ville.



### **Procédure d'accès et de sortie du NRO**

Badger à l'entrée de la porte pour ouvrir celle-ci

Refermer le porte d'entrée.

Désactiver l'alarme en utilisant le badge qui vous a été remis.

En fin d'intervention, éteindre les lumières, activer l'alarme

Fermer la porte.

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ FREZABEU**  
**LILIANE**  
**Recours pour excès de pouvoir contre les permis de**  
**construire PC 34172 12V0023**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 12 juillet 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire n° PC 34172 12V0023 à la SCI AVENUE DE LA JUSTICE DE CASTELNAU ;
- Que Mme FREZABEU LILIANE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 07 janvier 2013 sous le n°1300097-1
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/02/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 06/02/2013

Notifiée le :

**CONTENTIEUX**  
**Ville c/ SARL "PIZZA LE VALENTINO"**

**Recours pour excès de pouvoir contre le refus  
d'autoriser une structure hivernale sur la terrasse**

**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la commune de Montpellier a refusé que la SARL PIZZA LE VALENTINO aménage une structure saisonnière sur la terrasse ;
- Que la SARL a exercé un recours pour excès de pouvoir (instance n°1300335-4) contre ce refus ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 05/02/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 06/02/2013  
Notifiée le :

**Régies**  
**Direction de la Jeunesse, Sport Emploi et Logement**  
**Modification d'une**  
**Régie de recettes et d'avances**  
**Espace Jeunesse**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 26 mars 1991 instituant une régie de recettes auprès de l'Espace Jeunesse,
- Vu les décisions du 20 mars 1992, du 19 mars 1993 et du 2 août 2004 modifiant l'objet de la régie,
- Vu la Décision du 19 mars 1993, relative à l'extension des recettes de la Régie,
- Vu la Décision du 17 juin 2004 relative à l'extension des recettes et de l'avance de la régie de l'Espace Jeunesse
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date du 29 janvier 2013,
- Vu l'arrêté n°2009/25 2011/2176 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**Considérant :**

Qu'au regard du fonctionnement de la régie, il est nécessaire de reprendre l'ensemble des dispositions relatives à celle-ci, en modifiant et en complétant son cadre juridique.

## **Décide en conséquence :**

**Article 1 :** Il est institué une régie d'avance et de recettes auprès du service jeunesse de la Direction de la Jeunesse, Sport Emploi et Logement.

**Article 2 :** Cette régie est située, dans les locaux de l'Espace Jeunesse, rue Maguelone, 34000 Montpellier

**Article 3 :** Le régisseur perçoit les recettes suivantes :

- Produits de services payants (photocopies A4 et A3, impressions CV, lettres de motivation)
- Produits de diverses prestations destinés à la jeunesse (ateliers découverte)

Ces recettes seront imputées au chapitre : 924

**Article 4 :** Les recettes perçues à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivant :

- Espèces
- Chèques

Les recettes sont perçues contre remise à l'utilisateur de tickets ou quittance.

**Article 5 :** Un compte de dépôt de fond sera ouvert au nom du régisseur, ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes prévues à l'article 3 et les dépenses désignées à l'article 6

**Article 6 :** La régie paie les dépenses suivantes :

Dépenses liées au fonctionnement et aux animations organisées par le service et dépenses liées aux activités du Conseil Montpellierain de la Jeunesse :

- Presses, journaux, livres, brochures spécialisées, timbres, plans...
- Fournitures administratives (craie, punaises, etc.), clé USB ou cédérom.
- Achat de petit matériel d'électricité, d'outillage, ampoules, piles, chaîne, crochet, clefs...
- Produits d'entretien
- Tissus, décorations diverses (fanions, guirlandes), fleurs.
- Produits alimentaires et couverts en plastique
- Photocopies et impressions petits formats et encadrement pour expositions
- Produits pharmaceutiques en cas d'urgence
- Location de salle, location sono.
- Frais de déplacement (transport en commun, taxis, location de véhicule et frais liés, autoroute, parking), frais de réception, frais de logement et restauration d'invités, dans le cadre des déplacements du Conseil Municipal de la Jeunesse uniquement.

Ces dépenses sont imputées au chapitre 924

**Article 7 :** Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 300 euros

**Article 8 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1 000 €.

**Article 9 :** Un fond de caisse d'un montant de 50 € sera mis à la disposition du régisseur.

**Article 10 :** Les dépenses désignées à l'article 6 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Espèce
- Chèque

**Article 11:** L'intervention d'un mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées par son arrêté de nomination.

**Article 12 :** Le régisseur est tenu de verser auprès du Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé fixé à l'article 7, au minimum une fois par mois.

**Article 13:** Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses, tous les mois, et dès lors que le montant de l'avance consentie est atteint.

**Article 14:**

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes lors de sa sortie de fonction.

**Article 15:** Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 16:**

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 17:**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07/02/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 08/02/2013  
Notifiée le :

**Traitement des espaces paysagers de l'école primaire  
François Mitterrand - Avenant n° 1 au marché de  
maîtrise d'oeuvre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 42/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY, Adjoint Délégué à la Réussite Educative ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre de la construction de l'école primaire François Mitterrand située dans le quartier Malbosc, une mission de maîtrise d'œuvre relative au traitement des espaces paysagers, a été attribuée à Atelier Sites pour un montant de 58 310,00 € H.T. par décision n° 2010/0487 ;
- Que compte-tenu de la complexité de l'opération (première école primaire BEPOS, exigüité du foncier, opération incluant la viabilisation de l'espace public et l'accrochage au parc existant), il a été demandé à la maîtrise d'œuvre d'intégrer certains aménagements extérieurs en vue d'optimiser le planning, de répondre à la demande forte des riverains et de faciliter l'entretien ultérieur ;
- Que compte tenu de l'augmentation du montant des travaux et de l'ajustement des missions, il est proposé un avenant n° 1 augmentant la rémunération du maître d'œuvre de 13 081,64 € H.T., ce qui porte le marché à 71 391,64 € H.T. ;

**Décide en conséquence :**

- D'adopter l'avenant n°1 au marché 0M888 conclu avec l'entreprise Atelier Sites sise 8 rue Emile Zola – 34000 Montpellier, pour un montant supplémentaire de 13 081,64 € H.T. ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°1 et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville de Montpellier –
- Programme : 10471 – Opération : 08D04580 – Fonction : 90213 – Nature : 2313

Montpellier, le 14/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 15/12/2013

Notifiée le :

# AVENANT N° 1

## A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

### Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges Frêche  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

### Titulaire du marché : ATELIER SITES

8 rue Emile Zola  
34000 Montpellier

## B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché : Traitement des Espaces Paysagers du groupe scolaire François Mitterrand*

*N° du marché : 0M888*

*Notifié le : 30 novembre 2010*

*Montant initial du marché : 58 310, 00€ HT Euros*

*Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet de prendre acte de l'augmentation des honoraires de maîtrise d'œuvre pour le motif suivant :

Le groupe scolaire F. MITTERRAND présente une complexité d'opération qui contribue à expliquer le présent avenant. Il s'agit du premier groupe scolaire de la ville à énergie positive engendrant, en plus d'une complexité technique, une forte incidence sur la gestion du planning de chantier (obligation de résultat pouvant faire déraiper les plannings). Par ailleurs, cette opération comprend outre la réalisation d'un groupe scolaire, l'ensemble de la viabilisation de l'espace public aux abords (voie d'accès, parking public et accrochage avec le parc existant). Enfin, l'exiguïté du foncier a eu pour conséquence de complexifier dans les cours les interfaces entre les entreprises, et de devoir prendre en compte les demandes des riverains proches.

Compte tenu, depuis la signature du contrat initial, de l'augmentation du montant des travaux en conséquence et de l'ajustement des missions de maîtrise d'œuvre pour une meilleure coordination, la rémunération du Maître d'œuvre doit être ré-évaluée en fonction.

### ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant n°1 au contrat est fixé à **13 081, 64 € hors taxes** suite aux modifications suivantes :

- Le montant initial des travaux au stade de la signature du contrat était estimé à 700 000 € HT ; Il est passé au lancement de la consultation à 1 043 000 € HT décomposé comme suit :

Lot 1	Aménagement urbain	450 000 € HT
Lot 2	Plantation arrosage	350 000 € HT
Lot 3	Eclairage public	113 000 € HT
Lot 4	Eaux pluviales	130 000 € HT



- Les missions de mission d'œuvre ont été ajustées ainsi :

Lot 3	Eclairage public	OPC Uniquement
Lot 4	Eaux pluviales	OPC Uniquement

- Les travaux supplémentaires en cours de chantier se portent à 102 324, 33 € HT :

Lot 1	Aménagement urbain	28 049, 23 € HT
Lot 2	Plantation arrosage	74 275, 10 € HT

Montant des travaux en euros HT		Incidence sur le montant des Honoraires :
		<b>13 081, 64 € HT</b>
Augmentation du montant des 4 lots au stade de la consultation	343 000, 00	22 329, 30
Montant des travaux des lots 3 et 4 au stade de la consultation	243 000, 00	Moins- value sur la mission de maîtrise d'œuvre des lots 3 et 4 :
		- 14 118, 30
Montant des avenants des lots 1 et 2 en phase chantier	102 324, 33	4 870, 64

Le nouveau montant du contrat est donc porté à **71 391, 64 € HT** soit une augmentation de **22, 43 %** par rapport au montant initial du marché de **58 310 € HT**.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Le délai des travaux est augmenté de 3 mois. Ce délai correspond au temps nécessaire à l'étude et à la réalisation des prestations supplémentaires.

## D. Signatures des parties

A Montpellier, le

*Le Maître d'Œuvre,*

*Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué,*

*Jean-Louis GELY*

## E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera (ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A Montpellier, le

**Direction de l'Espace Public  
Service Occupation du Domaine Public  
Création d'une régie de recettes  
« Étalages »**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date du 04/02/2012
- Vu l'arrêté n° 2011/2176, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**Considérant :**

Qu'il est nécessaire d'adapter la régie aux nouvelles demandes d'occupation du domaine public, en créant une régie pour les recettes des étalages.

**Décide en conséquence :**

Article 1 : à compte du 01 février 2012, il est créé une régie de recettes, auprès du service Occupation du Domaine Public de la Direction de l'Espace Public.

Article 2 : Cette régie est installée 1 place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2.

Article 3 : La régie de recettes des étalages encaisse les produits suivants :

- Droit de place pour l'installation des étalages (installations destinées à présenter à l'exposition ou la vente sur la voie publique, tout objet ou denrée dont la vente s'effectue normalement à l'intérieur du local commercial devant lequel il a été établi)

Les recettes désignées dans l'article 3 seront perçues au chapitre 929 selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- CB

Elles sont perçues contre remise à l'usager de facture.

Article 4 :

Un compte de dépôt de fonds sera ouvert auprès du Trésor Public afin de percevoir les recettes désignées à l'article 3.

Article 5 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 10 000 euros.

Article 6 :

Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

Article 7 :

Le régisseur sera assujéti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 8 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

Article 10 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 15/12/2013

Notifiée le :

**Attribution de marchés passés selon une procédure  
adaptée pour l'achat de matériel de puériculture et de  
mobilier pour les crèches**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel de puériculture et de mobilier pour les crèches, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA N° 3C004), conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 24/11/2011, la SARL BEBE 34, Zac le FENOUILLET, 34 470 PEROLS, pour le lot 1 (matériel de puériculture), la STE WESCO, route de CHOLET, 79 140 CERIZAY, pour le lot 2 (mobilier d'agencement et de jeux), la STE MATHOU, rue de CANTARANNE, 12 850 ONET LE CHATEAU, pour le lot 3 (mobilier de couchage), la STE CAMEL DIAM, 44 rue Aristide BERGES, ZA des MOULINS, BP 9, 31 840 AUSSONNE, pour le lot 4 (mobilier mousse), ont présenté les offres économiques les plus avantageuses.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés :
- SARL BEBE 34 pour le lot 1, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 20 000.00€ HT,
- WESCO pour le lot 2, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 37 000.00€ HT,
- MATHOU pour le lot 3, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 17 000.00€ HT,
- CAMEL DIAM pour le lot 4, pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 11 000.00€ HT,

Pour une durée de 1 an à compter de sa notification.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60632, 2188, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces marchés.

Montpellier, le 18/2/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 19/2/2013

Notifiée le :

**Convention de mise à disposition de fibres optiques  
par la Ville de Montpellier A MIT  
Liaison MIT – Rue de La Castelle**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 2012/640 en date du 17 décembre 2012 relative aux tarifs de la Ville de Montpellier ;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la société MIT a été autorisée, par arrêté ministériel à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'opérateurs de télécommunications.
- Que pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir un de ses clients, MIT a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 700 mètres de paires de fibres optiques.
- Qu'après négociation, MIT a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée dix ans
  - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 2 780 €
  - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 1 400 €

**Décide en conséquence :**

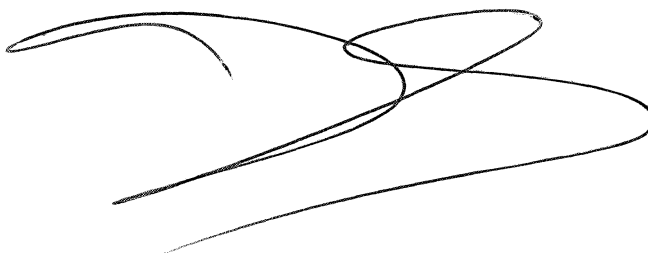
- D'approuver la convention à passer entre MIT et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/12/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21/12/2013

Notifiée le :





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A MIT  
LIAISON MIT - NICOLLIN**



**Entre les soussignés :**

- **Madame le Maire**, agissant au nom et comme représentant de la Ville de MONTPELLIER  
sise au 1, place Georges Frêche, en exécution d'une décision du Conseil municipal du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

**Groupe MIT**, SARL au capital de 350 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des  
Sociétés de Montpellier, sous le RCS Montpellier B 441 145 190, dont le siège social est 143  
rue Emile Julien MONTPELLIER, représentée par M. TURPIN dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommée "**l'opérateur**"

d'autre part,

## **SOMMAIRE**

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT .....	4
ARTICLE 1 - DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES .....	5
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES.....	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION .....	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES.....	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION .....	6
6.4.2 RECEPTION.....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS.....	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	9
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	10
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE .....	11
ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION.....	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION .....	11
ARTICLE 14 - RESILIATION .....	11
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES.....	12

## IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

Conformément au code des postes et télécommunications, la société MIT, a été autorisée par arrêté ministériel, à exploiter des réseaux de télécommunications publics et privés sur le territoire français.

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment d'opérateurs de télécommunications.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, MIT a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique réalisée par cette dernière sur son territoire.

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- Fibres optiques : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- Liaisons : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.
- Mise à disposition : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par l'opérateur dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- Point(s) de livraison : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de l'opérateur des fibres optiques.
- Dysfonctionnement : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- Rétablissement : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

### **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'opérateur des fibres optiques déployées sur son domaine public routier pour l'exercice des activités de télécommunications exercées par ledit opérateur en vertu de l'autorisation prévue à l'article L.33-1, qui lui a été accordée par arrêté du ministre.

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

### **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES**

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'opérateur sont implantées le long du réseau PEGASE entre le point de présence de l'opérateur MIT situé rue Emile Julien et le site client NICOLLIN 4775-4838 rue de la Jeune Parque.

La longueur de cette liaison représente un linéaire, d'environ 700 mètres, et sera défini précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'opérateur sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de l'opérateur, un avenant à la convention sera négocié.

### **ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES**

L'opérateur est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'il déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à l'opérateur la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

### **ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION**

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de l'opérateur, et notamment au regard de l'autorisation ministérielle visée en préambule qui lui a été accordée.

L'opérateur s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

Toutefois, l'opérateur est d'ores et déjà autorisé à sous-concéder ou sous louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises objet de la présente convention, au profit de toutes les sociétés filiales et de la maison mère de MIT.

### **ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES**

#### **6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES**

La Ville fournira à l'opérateur toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

Il doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

#### **6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE**

L'opérateur s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver le bon état des fibres optiques existantes, implantées sur le domaine public. Il prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux

de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. Il se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

### 6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE L'OPERATEUR

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par l'opérateur sont à sa charge exclusive. A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison.

### 6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de l'opérateur aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1.

#### 6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à l'opérateur à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**". Cette date est la date à laquelle l'opérateur aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toute réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

#### 6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera l'opérateur par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière. Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procèderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à l'opérateur; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour l'opérateur de participer, au jour dit, aux opérations de réception, l'opérateur devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle l'opérateur s'engage à se rendre disponible.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

### **7.1 : EXPLOITATION**

L'opérateur sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

### **7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS**

L'opérateur s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, il procède sans délai à la remise en état des lieux.

L'opérateur devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'opérateur d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients. En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement l'opérateur quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'opérateur constate un défaut affectant les liaisons, il en informera la Ville sans délai.

### **7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS**

Les préposés ou prestataires de l'opérateur devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur. Pour la maintenance de ses équipements, l'opérateur n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir le service à ses propres clients, l'opérateur pourra intervenir sur ses équipements et sur son câble à fibre optique dans un des trois points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, les coordonnées seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

#### **7.3.1. Mode d'alerte**

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de l'opérateur.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique suivie d'une intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, l'opérateur appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

L'opérateur devra analyser préalablement l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'une fois qu'il s'est assuré que le problème ne provient pas de ses propres équipements.

L'opérateur confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera mesurée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie il fournira les informations à l'opérateur sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison. L'opérateur donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à l'opérateur indiquant, l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17 / 04 67 34 70 33

Mel : [eric.alabert@ville-montpellier.fr](mailto:eric.alabert@ville-montpellier.fr), [alain.flottes@ville-montpellier.fr](mailto:alain.flottes@ville-montpellier.fr)

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à l'opérateur après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de l'opérateur seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, 365 jours par an.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement sauf si celui-ci est dû à l'opérateur, dans ce cas il remboursera à la Ville les dépenses qu'elle aura engagées, dûment justifiées.

#### 7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour l'opérateur dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures

#### 7.3.3 Crédit de redevance :

L'opérateur bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4<sup>ème</sup> dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la trésorerie principale municipale de la Ville en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour l'opérateur renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, l'opérateur se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS**

L'opérateur devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de l'opérateur, entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par l'opérateur.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, l'opérateur pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

## **ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

### **9.1: FRAIS D'ACCES**

Le montant des frais d'accès au service est fixé 2 780 euro net toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la signature de la présente convention.

### **9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSTION**

Les tarifs sont établis à partir d'une délibération du Conseil municipal dans sa séance du 17 décembre 2012.

#### **9.2.1 Montant de la redevance**

La société versera à la Ville, et par virement bancaire, une indemnité annuelle d'occupation.

Le montant annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /paire de fibres optiques base juin 2002 (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire base juin 2002).

il est calculé comme suit :



$$R = 2 \text{ € } \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètre linéaire.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

#### 9.2.2 Païement de la redevance

Sur présentation par la Ville d'un titre de mise en recette, portant la référence comptable "MIT\_NICOLLIN" qui sera adressé à :

### **GROUPE MIT**

SIEGE SOCIAL : 143 RUE EMILE JULIEN – 34070 MONTPELLIER

La première étant accompagnée d'un relevé d'identité bancaire.

Le paiement sera effectué le 30 juin de chaque année sur présentation au moins soixante (60) jours avant du titre de recette correspondant de l'année en cours, le premier d'entre eux sera facturé dès la date de mise à disposition telle que définie à l'article 6.4.1,

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la disposition effective des fibres optiques, étant entendu que la première facturation sera calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

#### 9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO}) \text{ dans laquelle :}$$

- **P** est le prix actualisé;
- **P<sub>o</sub>** le prix de référence (valeur juin 2002);
- **S** est la dernière valeur connue au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- **SO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- **PsdT** est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- **PsdTO** est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

### **ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

L'opérateur est responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

Il lui appartiendra de conclure les assurances nécessaires et de communiquer à la Ville les attestations relatives aux contrats d'assurance qu'il aura souscrits.

L'opérateur devra justifier annuellement de ces attestations à la première demande de la Ville.

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

## **ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE**

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

## **ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION**

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

L'opérateur est toutefois d'ores et déjà autorisé par la Ville à céder ses droits et obligations résultant des présentes au profit de toutes sociétés filiales et de la société mère dès lors que ces sociétés sont également autorisées à exercer leur activité au lieu et place de l'opérateur, au titre d'une autorisation accordée au titre de l'article L. 33.1 du code des postes et télécommunications.

Cette cession fera l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

## **ARTICLE 14 - RESILIATION**

### **14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

#### **14.1.1: Dans l'intérêt général**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

#### 14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

#### 14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### 14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par le maire de la Ville, dûment habilité par le Conseil municipal. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

#### 14.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire.

### 14.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

#### 14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### 14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

## **ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES**

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition

Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Annexe n° 3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En trois exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour Madame le Maire  
de la Ville de Montpellier  
L'Adjoint Délégué

Pour l'Opérateur

Michaël DELAFOSSE



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A MIT  
LIAISON MIT - NICOLIN**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION**

**1° Description géographique des liaisons mises à disposition de l'opérateur par la Ville :**

La liaison est composée d'une paire de fibre optique du réseau de la Ville PEGASE sur une distance estimée à 700 m.

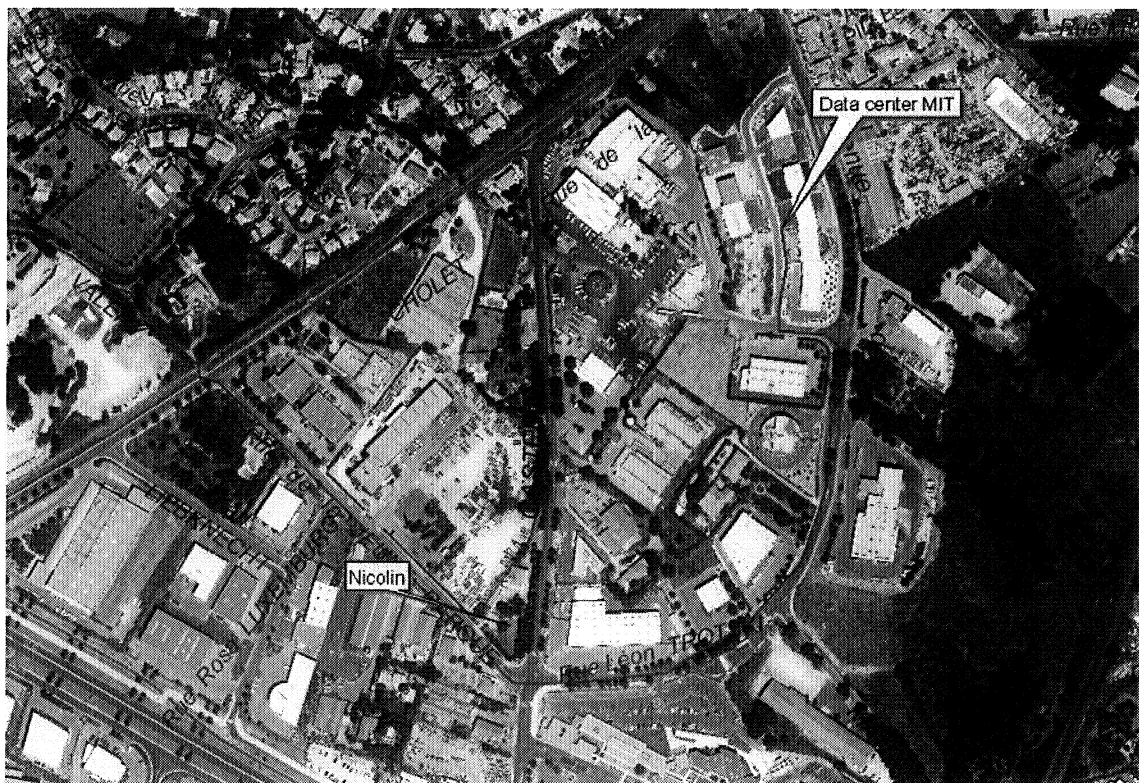
**2° Points de livraison de la liaison :**

Point de livraison n°1 : data center MIT

Point de livraison n°2 : devant le site Nicolin

**3° Date de mise à disposition des liaisons :**

Deux mois à compter de la signature de la convention.





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A MIT  
LIAISON MIT - NICOLIN**

**ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES**

## SPECIFICATION TECHNIQUE

### DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

#### Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

<b>Paramètre</b>	<b>Valeur</b>
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0.4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ( $= 0.69 \text{ GN/m}^2$ ) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A MIT  
LIAISON MIT - NICOLIN**

**ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE**

CAHIER DES CHARGES  
POUR LES  
RECETTES OPTIQUES 2001-2002

(ANNEXES TECHNIQUES)

*EXTRAITS*

## **1 – INTRODUCTION ET GENERALITES**

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

**LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.**

**POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.**

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

## **2 – CONTROLES**

### **2.1 – CONTROLES VISUELS**

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lavage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectorisées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou tout autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction. Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement. L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

## 2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<b>ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.</b>
--

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles. Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure). L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

## 2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

**LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.**

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

## 3 – PRESENTATION DES RESULTATS

### 3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

### 3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.  
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

### 3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

<p><b>POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUTE.</b></p>
--

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.  
Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).  
Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.  
Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

Dans le cas de fibres non connectorisées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

### 3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

**L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.**

### 3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectorisées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

## **4 – SEUILS DES RESERVES**

### **4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES**

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

#### **4.1.1 – Inspection visuelle**

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

#### **4.1.2 - Épissures**

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

#### **4.1.3 – Connecteurs**

**ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX ÉPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIÈRE.**

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

#### **4.1.4 - Contraintes sur la fibre**

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

#### **4.1.5 - Uniformité de l'atténuation**

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

#### **4.1.6 - Atténuation linéique**

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

#### **4.1.7 - Atténuation globale**



- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique  $A_{\text{Maxi}}$  qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

#### **4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT**

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- $A_{\text{Maxi}}$  en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- $\alpha_{\text{FO}}$  en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- $L_{\text{FO}}$  en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$  en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$  est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- $\alpha_{\text{cn}}$  en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- $N_{\text{cn}}$  est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- $C$  est un coefficient d'effet statistique.
- $\alpha_{\text{rf}}$  en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

##### **4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée $\alpha_{\text{FO}}$**

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES  
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

##### **4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$**

0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10  
0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10  
0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

#### 4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ep}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

#### 4.2.4 - Atténuation des connecteurs $\alpha_{cn}$

**ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.**

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.  
Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
$\alpha_{cn}$	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si  $N_{cn}$  est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si  $N_{cn}$  est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

#### 4.2.5 - Nombre de connecteurs $N_{cn}$

**ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.**

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

#### 4.2.7 - Coefficient d'effet statistique $C$

$C = 0,98$  si on a à la fois  $L_{FO} \geq 20$  km et  $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$  dans les autres cas.

#### 4.2.8 - Correction du niveau de référence photométrique $\alpha_{rf}$

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs  $\alpha_{rf}$  suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
$\alpha_{rf}$	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées),  $\alpha_{rf} = 0$ .

## **5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS**

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
  - Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.
-

## **ANNEXE 4**

### Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
- Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
- Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
- Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
- Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.

-----

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: réalisation d'objets lumineux pour la Panacée**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le contrat de résidence autour du design de Sébastien Cordoléani à la Panacée a été approuvé par décision n°2012/411 le 8 novembre 2012 ;
- Que ce marché (2M1242) avait pour objet l'aménagement des bureaux et de l'espace pédagogique de la Panacée et notamment la conception du mobilier ;
- Que certains éléments de ce mobilier, les objets lumineux Roll, ont vocation à être réalisés par leur auteur et que ce marché (3D0040), en raison de sa nature, peut, conformément à l'article 28.II du code des Marchés Publics, être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à Monsieur Sebastien Cordoléani, pour un montant de 21 800 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le**

20/02/2013

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL**

**Publiée le :** 21/02/2013  
**Notifiée le :**



**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété GOUDOU**  
**22, rue Guillaume Pellicier - Lots 11, 12 et 13**  
**Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 10 octobre 2012 (n° 2012/2886/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu La zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) "GAMBETTA/FIGUEROLLES/CLEMENCEAU", créée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

**Considérant :**

- que le 26 décembre 2012, Monsieur Samuel GOUDOU a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner deux appartements avec annexes, constituant les lots 11, 12 et 13 de la copropriété située 22 Rue Guillaume Pellicier et cadastrée section IZ n° 148, au prix de 103.000 € plus 5.000 € de commission d'agence;
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat et de permettre la restructuration urbaine;
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans ceux de l'ANRU et OPAH RU "Gambetta-Clemenceau, Nord Ecusson" et en ZPPAUP.

- Que cet immeuble est également sous déclaration d'utilité publique de prescription de travaux prise par le Préfet de l'Hérault par arrêté du 2 mars 2006;

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, en vue de la remise aux normes d'habitabilité des appartements permettant la réalisation d'un seul logement à loyer maîtrisé d'environ 50 m2 et de participer aux travaux des parties communes;

- que le prix proposé paraît excessif.

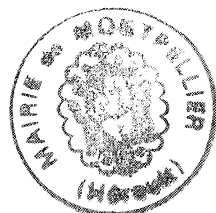
#### **Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Samuel GOUDOU, située 22 Rue Guillaume Pellicier et cadastrée section IZ n° 148, au prix de 56.050 € plus 5.000 € de commission d'agence;

- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;

- que la SERM interviendra à l'acte d'acquisition en tant que tiers-payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 19 FEV. 2013



Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Notifiée le :



**DROIT DE PREEMPTION  
ZAC GAROSUD  
Propriété DURAND  
99 rue de la Castelle  
Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 10 octobre 2012 (n° 2012/2886/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la délibération du Conseil du District de Montpellier du 6 février 2003 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté GAROSUD;
- Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 21 juillet 2006 approuvant l'extension de la zone d'aménagement concerté GAROSUD;
- Vu la convention publique d'aménagement Communauté d'Agglomération de Montpellier / Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine du 1<sup>er</sup> Octobre 2001 confiant la réalisation du parc d'activités de GAROSUD à la S.E.R.M;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 15 février 2013.

**Considérant :**

- que le 27 décembre 2012, les époux Marcel DURAND ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un terrain nu situé 99 rue de la Castelle et cadastré section OI 181p, au prix de 300.000 € plus 29.900 € de commission d'agence;



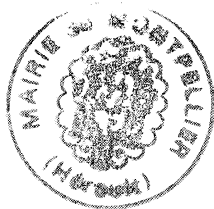
- que la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) ont fait part à la Ville de leur intérêt pour ce bien situé dans la zone d'aménagement concerté GAROSUD;
- que la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) lui demandent d'exercer le droit de préemption pour le compte de la SERM en qualité de concessionnaire de la ZAC au motif que l'acquisition de cette partie de parcelle s'intègre parfaitement dans le schéma de développement de la ZAC GAROSUD et permettra d'augmenter la superficie cessible du parc d'activités en vue de répondre à la demande des entreprises.
- que ce bien est également mitoyen du terrain supportant une ancienne cartonnerie appartenant à la Communauté d'Agglomération et la réunion de ces terrains permettra d'accueillir dans de bonnes conditions une entreprise pour le développement de la zone;
- qu'il paraît opportun dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le céder à la SERM qui réalisera le projet énoncé lui-même conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé afin d'organiser l'extension ou l'accueil des activités économiques;
- que le prix proposé paraît excessif.

**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des époux DURAND, située 99 Rue de la Castelle cadastrée section OI 181p, au prix de 234.800 € plus 29.900 € de commission d'agence;
- dans le cas où les propriétaires maintiendraient le prix indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme,
- que la S.E.R.M. intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers-payeur et que le bien lui sera ensuite cédé gratuitement.

Montpellier, le 19 FEV. 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE



Publiée le :  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Licences, maintenance et prestations logiciel  
Transform  
Marché 3B0001**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier utilise la solution Formscape Server pour la composition et l'édition de ses états informatiques, qu'il convient de faire l'acquisition de sa nouvelle version commercialisée sous le nom de Transform et d'en assurer la maintenance logicielle, de disposer d'un support technique permettant l'accès aux mises à jour du logiciel, l'assistance téléphonique ainsi que de prestations sur site ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 9 janvier 2013, la société DS Informatique Diffusion Sarl Pronews a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société DS Informatique Diffusion Sarl Pronews sise Le Derby – 570 avenue du Club Hippique – 13090 Aix en Provence pour une durée d'un an reconductible trois fois par tacite reconduction, à compter de la date de notification, pour un montant total de 7 500 € HT pour les licences, un montant annuel de maintenance de 4 500 € HT (révisable selon l'indice Syntec) et un tarif de 950 € HT par journée de prestations.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Direction des Systèmes d'Information – CRB 70000 – Chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 12 mai 2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 13 mai 2013  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: scénographie, création graphique et supports  
de communication pour la Comédie du Livre 2013**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

**Considérant :**

- Que la Ville organise du 7 au 9 juin la 28<sup>ème</sup> édition de la Comédie du Livre, sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
- Que la bonne organisation de cette manifestation exige la mise en place d'une scénographie adaptée, ainsi que de supports de communication efficaces ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (mapa 3C0012), en date du 21 janvier 2013, conformément aux articles 28 et 30 du Code des Marchés Publics, Madame Aurélie TORRE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à Madame Aurélie TORRE, 17 rue du Faubourg de la Saunerie, 34000 Montpellier, pour un montant de 27 000.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

**22/2/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : **25/2/2013**  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: mission d'attaché de presse pour six  
expositions photographiques au Pavillon Populaire**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'organiser les relations avec la presse dans le cadre des six prochaines expositions photographiques du Pavillon Populaire ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 18 janvier 2013, conformément aux articles 28 et 30 du Code des Marchés Publics, l'agence Catherine Philippot Relations Média a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité (mapa 3B0015) à l'agence Catherine Philippot Relations Media, 248 boulevard Raspail, 75014 Paris, pour un montant de 60 000.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **22/2/2013**

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : **25/2/2013**  
Notifiée le :

Ville de

Montpellier



Direction de la Culture et  
du Patrimoine  
Service Administration

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2013/0030

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: conception et réalisation du site Internet de la  
Panacée**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

**Considérant :**

- Que la Panacée, art et culture contemporaine, est un établissement culturel axé sur les mutations de la culture contemporaine, les écritures numériques et les nouvelles technologies ;
- Qu'à ce titre, la réalisation d'un site Internet performant et adapté est indispensable ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 28 décembre 2012, la société ABRèGe a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité (mapa 2M2002600) à la société ABRèGe, 50 bis rue du Faubourg de Figuerolles, 34000 Montpellier, pour un montant de 31 200.00 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 28/21/2013  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché à procédure adaptée pour la  
prestation de mise en place  
des salles de restauration et de nettoyage  
des locaux des centres de loisirs**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°42/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Jean-Louis GELY.

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire d'assurer l'entretien des locaux des centres de loisirs ainsi que le service de restauration durant les vacances scolaires,
- Que la ville a souhaité confier cette prestation à une entreprise d'insertion sur un secteur géographique déterminé de la ville et pour une période limitée,
- Que l'entreprise Cleaning Bio a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché concernant la prestation de mise en place des salles de restauration et nettoyage des locaux des centres de loisirs à la société Cleaning Bio, pour une durée allant jusqu'à la rentrée de septembre 2013 pour un montant maximum de 40 000 euros HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville au chapitre 924
- D'autoriser Madame le Maire ou son adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

28/21/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 01/03/2013

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat de mobiliers de bureau avec  
prestation connexe**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de mobiliers de bureau avec prestation connexe, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA N° 3B0039), conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 16/01/2013, la société ADELIE, 10 Parc du Millénaire, 1025 Rue Henri Becquerel, 34 000 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société ADELIE pour montant total maximum de commandes de 85 000 € HT, pour une durée de 2 ans à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2184, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 01/03/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 04/03/2013  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé  
selon une procédure adaptée  
Réalisation d'un mur de clôture  
du parc de la Guirlande  
Marché de travaux 2M2062**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2179/T/R du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'un mur de clôture du parc de la Guirlande ;
- Que conformément au Code des marchés publics 2006, article 28, modifié par le décret du 9 décembre 2011, l'entreprise TGH Languedoc a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise TGH Languedoc pour un montant de 33 901 € HT ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, CRB 28500 ;  
Nature 2313 Chapitre 903

**Montpellier, le**

*8/3/2013*

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le :** *11/3/2013*

**Notifiée le :**



**Direction Réussite Éducative  
Service Enfance  
Régies de Recettes des établissements de petite enfance  
Crèches et Haltes-Garderies de la Ville de Montpellier**



**Au Service enfance de la Direction de la Réussite  
Éducative**

---

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 13 septembre 1995 instituant des régies de recettes et d'avances dans les crèches municipales et des régies de recettes uniquement dans les haltes-garderies et jardin d'enfants,
- Vu la Décision du 28 février 2005 relative à la création d'un fond de caisse,
- Vu la Décision n° 2856 du 28 février 2005, relative à la crèche des Petits Loups,
- Vu la Décision n° 2858 du 28 février 2005 relative à la crèche les Elfes,
- Vu la Décision du 28 février 2007 relative à l'utilisation des Chèques Emploi Service Universel comme mode d'encaissement,
- Vu la Décision du 13 novembre 2007 relative à l'utilisation de la carte bancaire comme moyen d'encaissement,
- Vu la Décision du 11 décembre 2007 relative au montant maximum des encaisses,

-Vu la Décision du 08 janvier 2009 relative à l'institution d'une régie de recettes et d'avances pour la crèche la petite Sirène,

Vu la Décision du 21/10/2011 relative à la Crèche Adélaïde Cambon,

- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 21/02/2013

- Vu l'arrêté n°2011/2176 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**Considérant :**

La nécessité d'intégrer le virement d'organismes sociaux dans les recettes autorisées, et le besoin de remettre à jour les Décisions relatives aux régies des crèches et des Haltes-garderies, du Service enfance de la Ville de Montpellier, il convient de reprendre en une Décision unique la liste des régies de la petite enfance, ainsi que les règles s'appliquant à celles-ci.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** Les régies d'avances et de recettes de la petite enfance, ainsi que les régies de recettes uniquement sont les suivantes :

Nom de l'établissement	Adresses	Type de régie
Crèche Les Elfes	280, boulevard Pénélope 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Les Petits Loups	280, boulevard Pénélope 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Agropolis	30, rue Jean-François-Breton 34090 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Antigone	10, rue Jeanne d'Arc 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Blanche Neige	17, place Cardinal Verdier 34070 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Cléonice Pouzin	64, rue Lunaret 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Edelweiss	21, rue Général Riu 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche la Petite Sirène	115, Avenue de Fès 34080 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Françoise Dolto	5, rue du Père Cyprien Rome 34070 Montpellier	Avances et recettes
Crèche La Galinéta	31, rue des Avants-Monts 34080 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Le Petit Prince de Boutonnet	20, rue Emile Littré 34090 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Les Sept Nains	2, impasse Petite Corraterie 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Louise Guiraud	35, rue de Tipasa 34080 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Adélaïde Cambon	1, place Georges Frêche – 34270 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Pinocchio	16, rue Ferdinand Fabre 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Robin des Bois	280, boulevard Pénélope 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Sophie Lagrèze	8, Rue Jacques Draparnaud 34000 Montpellier	Avances et recettes
Crèche Thérèse Sentis	655, avenue Maréchal Leclerc 34070 Montpellier	Avances et recettes
Halte-garderie André Chamson	105, rue Gustave Eiffel 34070 Montpellier	Recettes
Halte-garderie Europa-Assas	79, rue Eugène Labiche 34000 Montpellier	Recettes
Halte-garderie La Coupole	45, place Zeus 34000 Montpellier	Recettes
Halte-garderie La Maison des Enfants	1, rue Embouque d'Or 34000 Montpellier	Recettes

Halte-garderie les Chats Bottés	24, rue Jeanne de Charrin 34080 Montpellier	Recettes
Halte-garderie Les Copains d' Abord	1, Place Jacques Brel 34080 Montpellier	Recettes
Halte-garderie Les Coquelicots	151bis, Rue Pablo Cazals 34000 Montpellier	Recettes
Halte-garderie l'Ile au Trésor	18, rue Ferdinand Fabre 34000 Montpellier	Recettes
Halte-garderie L'Oustal Dou Canagis	67, rue des Razeteurs 34070 Montpellier	Recettes
Halte-garderie Marie Poppins	82, place Cardinal Verdier 34070 Montpellier	Recettes
Halte-garderie Mowgli	280, boulevard Pénélope 34000 Montpellier	Recettes
Halte-garderie Pitchot Nanet	11, rue des Tourterelles 34090 Montpellier	Recettes
Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême	328, rue Fernandel 34070 Montpellier	Recettes
Jardin d'enfants Les Boutons d'Or	42, avenue St-Lazare 34000 Montpellier	Recettes

**Article 2 :** Les régies encaissent les produits des frais de gardes

**Article 3 :** Les recettes désignées à l'article 2 seront encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèque
- Carte Bancaire
- Chèque Emploi Service Universel
- **Virement d'organismes sociaux**

**Article 4 :** Les montants maxima des encaisses que les régisseurs sont autorisés à conserver sont fixés au tableau ci-dessous :

Nom de l'établissement	Nature de la régie	Encaisse
Crèche Les Elfes	Avances et Recettes	13 000 €
Crèche Les Petits Loups	Avances et Recettes	15 000 €
Crèche Agropolis	Avances et Recettes	13 000 €
Crèche Antigone	Avances et Recettes	13 000 €
Crèche Blanche Neige	Avances et Recettes	12 500 €
Crèche Cléonice Pouzin	Avances et Recettes	11 000 €
Crèche Edelweiss	Avances et Recettes	13 000 €
Crèche la Petite Sirène	Avances et Recettes	17 500 €
Crèche Françoise Dolto	Avances et Recettes	14 500 €
Crèche La Galinéta	Avances et Recettes	16 000 €
Crèche Le Petit Prince de Boutonnet	Avances et Recettes	14 500 €
Crèche Les Sept Nains	Avances et Recettes	15 500 €
Crèche Louise Guiraud	Avances et Recettes	13 000 €
Crèche Adélaïde Cambon	Avances et Recettes	15 000 €
Crèche Pinocchio	Avances et Recettes	14 000 €
Crèche Robin des Bois	Avances et Recettes	15 000 €
Crèche Sophie Lagrèze	Avances et Recettes	16 500 €

Crèche Thérèse Sentis	Avances et Recettes	12 000 €
Halte-garderie André Chamson	Recettes	5 000 €
Halte-garderie Europa-Assas	Recettes	4 500 €
Halte-garderie La Coupole	Recettes	3 500 €
Halte-garderie La Maison des Enfants	Recettes	10 000 €
Halte-garderie les Chats Bottés	Recettes	3 500 €
Halte-garderie Les Copains d' Abord	Recettes	3 500 €
Halte-garderie Les Coquelicots	Recettes	6 000 €
Halte-garderie l'Île au Trésor	Recettes	4 000 €
Halte-garderie L'Oustal Dou Canagis	Recettes	4 500 €
Halte-garderie Marie Poppins	Recettes	3 500 €
Halte-garderie Mowgli	Recettes	4 500 €
Halte-garderie Pitchot Nanet	Recettes	4 500 €
Halte-garderie Villeneuve d'Angoulême	Recettes	6 000 €
Jardin d'enfants Les Boutons d'Or	Recettes	6 500 €

**Article 5** : Le fond de caisse mis à disposition du régisseur s'élève à 20 €

**Article 6** : Les régies d'avances et de recettes paient les dépenses suivantes :

- Menues dépenses de fonctionnement
- Dépenses alimentaires

**Article 7** : Les dépenses désignées à l'article 6 seront payées selon les modes de règlements suivants :

- Numéraire
- Chèque

**Article 8** : Le montant maximum de l'avance à consentir par régisseur est fixée à : 500 Euros

**Article 9** : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur à qualité auprès du Trésor Public

**Article 10** : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées tous les mois et avant que le maximum de l'encaisse ne soit atteint.

**Article 11** : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses, tous les mois, et avant que le montant des dépenses autorisées ne soit atteint.

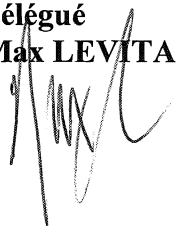
**Article 12** : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 13** : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 14 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5/3/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 6/3/2013

Notifiée le :

**Direction de l'Espace Public  
Service Occupation du Domaine Public  
Modification des 2 régies de recettes pour l'occupation  
Du domaine public par les terrasses**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°144 du 08 avril 2010, relative à la création de deux régies de recettes pour l'Occupation du Domaine Public par les terrasses,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal, en date du 21/02/2013
- Vu l'arrêté n°2011/2176/T/R, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**Considérant :**

la création de la régie « étalages » pour l'Occupation du Domaine Public, Il convient de réduire le montant maximum des recettes autorisées pour la régie Terrasses Secteur 2 en reprenant l'intégralité de la Décision.

**Décide en conséquence :**

Article 1 : Il est institué, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2010, deux régies de recettes pour l'encaissement des droits d'occupation du domaine public recouverts pour les terrasses, correspondant chacune à un secteur géographique.

Article 2 : Ces régies sont installées 1, place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2, et sont respectivement dénommées :

- Régie recettes des terrasses secteur 1
- Régie recettes des terrasses secteur 2

Article 3 : Les recettes désignées dans l'article 1 seront perçues selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques
- Carte bancaire

Article 4 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert auprès du Trésor Public.

Article 5 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à :

Terrasses secteur 1 : 40 000 €

Terrasses Secteur 2 : 40 000 €.

Article 6 : Le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives des recettes encaissées et le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5, à la fin du fonctionnement de la régie et au minimum une fois par mois.

Article 7 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 9 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leurs arrêtés de nomination.

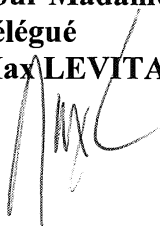
Article 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05/03/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 06/03/2013

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat de boissons**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de boissons, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA N° 3B0005), conformément aux articles 28 et 77-1 du code des marchés Publics, en date du 08/01/2013, la SARL JEX – Alternance Boissons Services : ZI du Mas d'Astre, 191 allée LESUEUR 34 000 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société JEX pour un montant maximum de commandes de 85 000.00€ HT, pour une durée de un an à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60623, tous chapitres.
- D'autoriser Madame la Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 01/03/2013

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 04/03/2013

Notifiée le :





**ZAC du Coteau**  
**Parcelles TN n°16 et 426**  
**Convention de participation Ville / RIGAIL**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2886/T/R en date du 10 octobre 2012 de Madame Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, donnant à Monsieur Michaël Delafosse, adjoint au Maire, délégation de fonctions ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n° 2011/478 du Conseil municipal en date du 3 octobre 2011 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Coteau ;
- Vu le protocole d'accord du 18 avril 2011 passé entre la Ville de Montpellier et les consorts RIGAIL ;

**Considérant :**

- Que Monsieur Jean-Louis RIGAIL envisage sur sa propriété, située au sein de la ZAC du Coteau, une extension de 121 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) de sa maison d'habitation existante.
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et Monsieur Jean-Louis RIGAIL, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la ZAC du Coteau. Les parcelles cadastrées section TN n°16 et 426, objet du programme de construction, sont localisées à l'intérieur du périmètre de ladite ZAC mais non acquises par la Ville et propriété de Monsieur RIGAIL;
- Les éléments suivants relatifs au projet d'extension envisagé, sont résumés comme suit :
  - Surface de plancher (SDP) envisagée : 121 m<sup>2</sup>
  - Calcul du montant estimé de la participation :
    - Base de calcul : 180 €/ m<sup>2</sup> SDP
    - 121 x 180 = 21 780 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> de surface de plancher autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

**Décide en conséquence :**

- De conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et Monsieur Jean-Louis RIGAIL, telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Ville de Montpellier selon les modalités de l'article 3 de la convention de participation.

**Montpellier, le 01/03/2013**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 04/03/2013**

**Notifiée le :**



## **ZAC du Coteau**

### **CONVENTION DE PARTICIPATION aux équipements publics de la ZAC** (article L. 311-4 du Code de l'Urbanisme)

**Parcelles section TN n° 16 et 426**

#### **ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Madame le Maire Hélène Mandroux, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 2 avril 2008, modifiée le 30 mars 2009,

Ci-après dénommée la **Collectivité** ou la Ville,

**de première part,**

**ET**

Monsieur Jean-Louis RIGAIL, demeurant au 1010 rue Henri Lagattu – 34080 MONTPELLIER,

Ci-après dénommé le **Constructeur**

**de seconde part,**

## **IL EST EXPOSE CE QUI SUI**

D'une superficie d'environ 26 hectares, la ZAC du Coteau est une opération d'aménagement à dominante logement.

Par délibération du 28 mars 2011, le Conseil municipal a décidé d'adopter le principe d'aménagement de ce nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) dénommée ZAC du Coteau, a défini les objectifs d'aménagement du projet ainsi que les modalités de concertation et d'association du public.

La concertation portant sur le projet de création de la ZAC du Coteau a été organisée du 29 août 2011 au 16 septembre 2011, et une réunion publique s'est tenue le 6 septembre à la maison pour tous Rosa Lee Parks, donnant lieu à un bilan détaillé.

Par délibération du 03 octobre 2011, le Conseil municipal a approuvé le bilan positif de cette concertation et la création de la ZAC du Coteau, avec un régime d'exemption de la Taxe Locale d'Equipeement pour les constructions qui seront édifiées à l'intérieur de son périmètre.

Par ailleurs, un protocole d'accord signé le 18 avril 2011 entre la Ville de Montpellier et les consorts RIGAIL stipule que le propriétaire sera amené à participer au coût des équipements publics de la ZAC lors de la délivrance des autorisations d'aménager ou de construire.

Les constructions à l'intérieur du périmètre de la ZAC ont été exclues du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipeement en application de l'article 1585 C du Code Général des Impôts, la charge du coût des équipements généraux de la ZAC correspondant aux seuls besoins des usagers étant mis à la charge des constructeurs, conformément à l'article 317 quarter du Code Général des Impôts.

Le constructeur signataire des présentes envisage l'extension de son habitation principale existante, sur un terrain situé à l'intérieur du périmètre de ZAC dont il est propriétaire, mais non acquis auprès de la Ville. La demande de permis de construire correspondante a été déposée en Mairie de Montpellier le 14 août 2012 sous le numéro MONTPELLIER 34 PC 12 V0247.

La présente convention, établie en application de l'article L 311.4 du Code de l'Urbanisme, a pour objet de définir les conditions de la participation du constructeur signataire des présentes, Monsieur Jean-Louis RIGAIL, au coût de l'équipement de la zone.

## **CELA EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUI**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

#### **1.1. La présente convention concerne le terrain dont la désignation suit :**

Deux parcelles situées à Montpellier, rue Henri Lagattu, comprises dans le périmètre de la ZAC du Coteau :

cadastrées section TN n°16 et n°426.

- 1.2. Le constructeur envisage une extension de son habitation principale existante, correspondant à 121 m<sup>2</sup> de surface de plancher.
- 1.3. La réalisation de cette extension doit s'effectuer conformément au document d'urbanisme réglementaire, à savoir le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006, et modifié par délibérations du Conseil Municipal successives ainsi que la révision simplifiée du PLU exécutoire au 19 octobre 2012.
- 1.4. Il est ici rappelé qu'au titre de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme, la présente convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire.

## ARTICLE 2 – MONTANT DE LA PARTICIPATION

- 2.1. Le constructeur réalise sur les terrains visés à l'article 1 une extension représentant **121 m<sup>2</sup>** de SDP.
- 2.2. Le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics de la zone est fixé à **180 €** par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire. Cette participation sera majorée de l'indexation, dans les conditions fixées à l'article 4 ci-après.  
Sur la base de la demande de permis de construire, à savoir **121 m<sup>2</sup> de SDP**, le montant de la participation du constructeur pour le programme visé ci-dessus s'établit à la somme de :

$$121 \times 180 = 21.780 \text{ euros.}$$

- 2.3. Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m<sup>2</sup> SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

## ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT

- 3.1. Le constructeur s'engage à notifier l'arrêté de permis de construire à la Ville dans les **huit jours** de sa délivrance.
- 3.2. Le Constructeur s'engage à verser directement le montant de la participation prévue par la présente convention à la Ville de Montpellier.
- 3.3. Le constructeur s'engage à verser l'intégralité de la participation au coût des équipements publics de la zone à l'obtention du permis de construire, devenu définitif en l'absence de recours ou de retrait dans le délai légal.
- 3.4. Passée sa date d'échéance, la somme due au titre de la présente convention de participation, à quelque titre que ce soit, portera intérêt au taux de l'intérêt légal à la date d'échéance, majoré de cinq points, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, et sans que le paiement de ces intérêts dégage l'acquéreur de son obligation de payer à la date prévue à la Ville, laquelle conserve la faculté de l'y contraindre et ce, sans préjudice pour la Ville de son droit à résolution du contrat, et à des dommages-intérêts.

#### **ARTICLE 4 – INDEXATION**

Le versement prévu à l'article 3 ci-dessus sera indexé sur l'Indice National des Travaux Publics TP01, tel qu'il est établi par le Ministère de l'Economie et des Finances, par application à la somme due à échéance du rapport I/Io dans lequel :

- Io est le dernier indice connu à la date de la décision de Madame le Maire approuvant le projet de convention, soit 696,9 (juillet 2012) ;
- I est le dernier indice connu 15 jours avant la date d'échéance considérée.

#### **ARTICLE 5 – DEGREVEMENT**

En cas de modification du permis de construire entraînant une diminution ou la suppression de la participation, de péremption du permis de construire ou son annulation, la somme correspondante est restituée au Constructeur si le versement a été effectué.

Si le versement n'a pas été effectué, le montant de la participation sera réduit à due concurrence.

#### **ARTICLE 6 – TRANSFERT DU PERMIS – MUTATION**

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de construire, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis de construire.

#### **ARTICLE 7 – LITIGES**

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

#### **ARTICLE 8 – FRAIS**

Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention de participation sont à la charge du Constructeur.

## ARTICLE 9 – EFFETS

- 10.1. La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.
- 10.2. Si par impossible, une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

## ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Collectivité en l'Hôtel de Ville,
- Pour le Constructeur en son siège administratif,

Fait à Montpellier,

Le .....

(en cinq exemplaires originaux)

**Pour la Collectivité**

**Pour le Constructeur**

**Convention d'occupation précaire et révocable du  
domaine public  
Ville de Montpellier/ Madame RIGAL**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- **Vu l'arrêté n° 2012/2877/T/R du 10 octobre 2012, donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS Adjoint délégué ;**

**Considérant :**

- que Monsieur RIGAL décédé début décembre 2012, disposait dans le cadre de son emploi de gardien du stade Sabathé, d'un logement de fonction situé 18 rue Saint Cléophas, dans l'enceinte du stade Sabathé ;
- qu'il convient de permettre à Madame RIGAL sa veuve qui occupe ce logement, d'entreprendre des démarches en vue de trouver une nouvelle habitation ;

**Décide en conséquence :**

- de conclure avec Madame RIGAL une convention d'occupation précaire et révocable du domaine public pour le logement situé, 18 rue Saint Cléophas ;
- que cette convention est consentie à titre précaire et révocable pour une durée de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> mars jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2013, permettant à Madame RIGAL de trouver un nouveau logement ;
- que pour l'occupation du logement actuel le montant de la redevance a été fixé à 200,00 € mensuels, la modicité de la redevance étant liée au caractère précaire de la mise à disposition ;
- que la convention d'occupation précaire et révocable sera annexée à la présente décision ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le **01/03/2013**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le :** **04/03/2013**  
**Notifiée le :**





**Convention d'occupation précaire et révocable du domaine public  
Ville de Montpellier / Madame RIGAL**

**Entre les soussignés :**

d'une part,

- La ville de Montpellier représentée par son maire, Hélène Mandroux, dûment habilité par décision du

et d'autre part,

- Madame RIGAL domiciliée 18 rue Saint Cléophas - 34000 Montpellier.

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

18 rue Saint Cléophas  
Stade Sabathé  
34000 MONTPELLIER

**ARTICLE 1 - DESIGNATION DES LIEUX**

La Ville de Montpellier met à la disposition de Madame RIGAL, qui accepte, une maison d'habitation, d'une superficie de 61 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 – OBJET DE LA MISE A DISPOSITION PRECAIRE ET REVOCABLE**

Cette mise à disposition a pour objet de permettre à Madame RIGAL, veuve de Monsieur RIGAL, employé en qualité de gardien du stade et décédé début décembre 2012 d'entreprendre les démarches nécessaires afin de trouver un nouveau logement. La maison actuellement occupée par Madame RIGAL 18 rue St Cléophas ayant été le logement de fonction attribué à Monsieur RIGAL dans le cadre de son emploi.

**ARTICLE 3 – DUREE**

Cette mise à disposition est consentie, à titre précaire et révocable, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013 pour une durée de six mois soit jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2013.

**ARTICLE 4 – REDEVANCE**

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une redevance de 200,00 € par mois que le preneur s'oblige à payer mensuellement et d'avance, au trésorier principal municipal. La modicité de la redevance est liée au caractère précaire de la mise à disposition.

.../...

SPA

## **ARTICLE 6 – RESILIATION**

La résiliation de la présente convention pourra intervenir en cas d'inexécution de l'une des conditions et charges dans le délai d'un mois après mise en demeure restée infructueuse.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par le preneur notamment si celui-ci trouve un nouveau logement. Dans ce cas, il sera tenu de prévenir la Ville de Montpellier par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de un mois précédent son départ.

## **ARTICLE 7 – ASSURANCES**

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville.

## **ARTICLE 8 : TRANSMISSION DE LA CONVENTION D'OCCUPATION**

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Fait à Montpellier, le

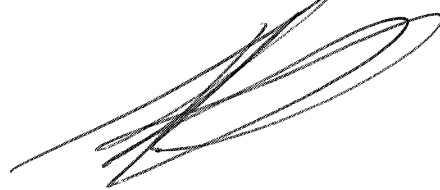
**Le preneur :**

**Madame RIGAL**

**Le propriétaire :**

**Pour Madame le Maire  
l'Adjoint délégué**

**Frédéric TSITSONIS**



**Acquisition d'une carte d'abonnement AIR FRANCE  
pour Monsieur le Chef de Cabinet Adjoint, pour la  
période 2013-2014**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- qu'il convient de passer commande d'une carte d'abonnement permettant de bénéficier de tarifs réduits auprès de la société Air France en faveur de Monsieur le Chef de Cabinet Adjoint de la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

- d'acquérir cette carte d'abonnement en faveur de Monsieur Christophe BOUTET, Chef de Cabinet Adjoint de la Ville de Montpellier, pour une période d'un an à compter du 6 mars 2013.
- de prélever le montant de la dépense (635 € TTC) sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 920020, nature 6256.

Montpellier, le 05/03/2013

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publiée le : 06/03/2013  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2013/0042

**Acquisition d'une carte d'abonnement AIR FRANCE  
pour Monsieur le Directeur du Cabinet, pour la  
période 2013-2014**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- qu'il convient de passer commande d'une carte d'abonnement permettant de bénéficier de tarifs réduits auprès de la société Air France en faveur de Monsieur le Directeur du Cabinet de la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

- d'acquérir cette carte d'abonnement en faveur de Monsieur Gilles BOULET, Directeur du Cabinet de la Ville de Montpellier pour une période d'un an à compter du 6 mars 2013.
- de prélever le montant de la dépense (635 € TTC) sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 920020, nature 6256.

Montpellier, le 05/03/2013

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publiée le : 06/03/2013

Notifiée le :